

L'EMPRISONNEMENT POUR NON-PAIEMENT D'AMENDE (ENPA)

**Commission sur les relations entre les Autochtones et certains
services publics : écoute, réconciliation et progrès (CERP)**

Preuve documentaire

LE 22 AOÛT 2018

Table des matières

| | |
|--|----|
| 1. Introduction | 3 |
| 2. Le parcours d'un constat d'infraction à la réglementation municipale | 3 |
| 3. L'état du droit en matière de détermination de la durée d'une peine d'emprisonnement pour non-paiement d'amende dans le C.p.p. | 5 |
| 3.1. L'emprisonnement pour non-paiement d'amende dans le C.p.p. | 5 |
| 3.2. L'emprisonnement pour non-paiement d'amende dans la jurisprudence du C.p.p. | 9 |
| 4. Enquête réalisée par la <i>Commission</i> sur les directives des juges des cours municipales en lien avec les ratios à appliquer pour la transformation d'une dette en nombre de jours d'ENPA | 14 |
| 5. Le régime de l'ENPA sous le <i>Code criminel</i> | 19 |
| 6. L'application des principes de détermination de la peine du droit criminel en lien avec les Autochtones au <i>Code de procédure pénale</i> | 22 |
| 7. Conclusion..... | 24 |
| SOURCES | 26 |
| DÉBATS LÉGISLATIFS..... | 26 |
| TABLE DE LA LÉGISLATION..... | 26 |
| TABLE DES JUGEMENTS | 26 |
| BIBLIOGRAPHIE..... | 27 |
| Annexe 1 | 28 |
| Annexe 2 | 29 |
| Annexe 3 | 30 |
| Annexe 4 | 31 |
| Annexe 5 | 32 |

1. Introduction

Après avoir dressé le portrait statistique de l'émission de constats d'infraction au Québec ainsi que celui de la judiciarisation des individus autochtones pour des infractions à la réglementation municipale¹, la *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès* (ci-après, la *Commission*) s'est intéressée au parcours d'un défendeur ayant reçu un constat d'infraction à la réglementation municipale et à l'emprisonnement pour défaut de paiement d'amende qu'il risque. C'est ainsi qu'elle a constaté que l'interprétation que font les juges des cours municipales du *Code de procédure pénale du Québec*² (ci-après « C.p.p. ») varie grandement lorsque vient le temps d'évaluer la durée d'une peine d'emprisonnement imposée en vertu de ses articles 346 et 347³.

Dans cette section, la *Commission* exposera l'état actuel du droit en matière de détermination d'une peine d'emprisonnement pour non-paiement d'amende (ci-après, ENPA), l'historique des modifications législatives et jurisprudentielles entourant cette notion et finalement, les résultats d'un sondage effectué par l'équipe de la *Commission* concernant les méthodes utilisées par les juges des cours municipales du Québec pour transformer une amende résultant d'une infraction à la réglementation municipale en peine d'emprisonnement pour défaut de paiement.

Il convient, avant tout, de rappeler brièvement le parcours d'un constat d'infraction à la réglementation municipale.

2. Le parcours d'un constat d'infraction à la réglementation municipale⁴

La signification d'un constat d'infraction à la réglementation municipale marque le début de la poursuite pénale⁵ ainsi que le point de départ d'une période de trente jours pendant

¹ *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès*, « L'émission de constats d'infraction en vertu de la réglementation municipale régissant la paix, le bon ordre et la sécurité à Chibougamau, La Tuque, Québec, Senneterre, Sept-Îles et Val-d'Or de 2001 à 2017 », 2018.

² *Code de procédure pénale du Québec*, RLRQ, c. C-25.1 (ci-après « C.p.p. »).

³ *Id.*, art. 346 et 347.

⁴ Mme Hélène Cyr, greffière de la Cour municipale de Val-d'Or, a témoigné à la *Commission* Viens le 7 décembre 2018 afin d'exposer ces étapes.

⁵ C.p.p., art. 156 et 157.

laquelle le défendeur doit répondre au constat d'infraction par un plaidoyer de culpabilité ou de non-culpabilité⁶. Si le défendeur plaide non-coupable, ce dernier recevra un avis d'audition⁷. S'il ne transmet aucun plaidoyer dans le délai imparti, certaines présomptions s'appliqueront.

En effet, en payant l'amende sans nécessairement transmettre de plaidoyer de culpabilité, le défendeur est réputé avoir transmis un plaidoyer de culpabilité⁸, alors que s'il n'envoie aucun plaidoyer ni aucune somme d'argent dans les trente jours suivant la signification, il est réputé avoir plaidé non-coupable⁹. Une audition devant le juge de la Cour municipale aura donc lieu, mais le C.p.p. ne prévoit pas d'obligation pour le percepteur d'aviser le défendeur de la tenue de cette audition¹⁰. Le juge devra tout de même respecter l'équité procédurale¹¹.

Très souvent, un défendeur en situation d'itinérance sera absent lors de son audition et le jugement sera rendu par défaut, à la condition que la preuve existe¹² et que les garanties procédurales aient été respectées¹³. Dans l'éventualité où le défendeur est déclaré coupable, il se doit de payer l'amende minimale et les frais afférents dans les trente jours du jugement, après quoi, l'ordre de payer l'amende devient exécutoire¹⁴ et les procédures d'exécution du jugement s'enclenchent¹⁵.

Ainsi, si le défendeur n'acquitte pas sa dette dans les 30 jours du jugement, le percepteur peut effectuer une saisie ou demander à un huissier de le faire¹⁶. Si le percepteur constate

⁶ *Id.*, art. 160.

⁷ *Id.*, art. 163 et 166, par. 2.

⁸ *Id.*, art. 162.

⁹ *Id.*, art. 163, par. 1.

¹⁰ *Id.*, art. 163, 194.

¹¹ *Id.*, art. 146, al. 2 ; 218.4 à 218.6, 163 al. 2 et 3 ; 288.1 ss.

¹² *Id.*, art. 62, 188, 190 et 191.

¹³ *Id.*, art. 146, al. 2, 163, al. 2 et 3, 218.4 à 218.6 et 228.1 et suivants.

¹⁴ *Id.*, art. 237.

¹⁵ *Id.*, art. 315 à 366.2.

¹⁶ *Id.*, art. 329 et ss.

l'impossibilité du défendeur de payer l'amende¹⁷, il peut aussi lui offrir d'effectuer des travaux compensatoires pour acquitter sa dette¹⁸.

Finalement, lorsque le percepteur constate l'échec des procédures de perception, il peut demander au juge de la cour municipale d'imposer une peine d'emprisonnement¹⁹. Il s'agit toutefois d'une mesure de dernier recours et le percepteur ne peut en faire la demande que dans certaines circonstances : le défendeur ne s'est pas présenté devant lui, il refuse ou néglige d'effectuer des travaux compensatoires, ou de tels travaux n'ont pu lui être offerts²⁰. Il faut toutefois rappeler que le percepteur conserve une discrétion en vertu du C.p.p. pour demander l'imposition d'une peine d'emprisonnement. Il n'est pas tenu de le faire et l'emprisonnement ne constitue pas une étape obligatoire du processus de perception²¹.

3. L'état du droit en matière de détermination de la durée d'une peine d'emprisonnement pour non-paiement d'amende dans le C.p.p.

3.1. L'emprisonnement pour non-paiement d'amende dans le C.p.p.

Les articles 346 et 347 C.p.p. permettent au juge d'une Cour municipale d'imposer une peine d'emprisonnement au défendeur n'ayant pas remboursé à la ville concernée une amende résultant d'une infraction à la réglementation municipale.

346. Lorsque le défendeur ne respecte pas son engagement de se présenter devant le percepteur, lorsque des travaux compensatoires n'ont pu être offerts ou lorsque le défendeur refuse ou néglige d'exécuter de tels travaux, le percepteur peut demander à un juge d'imposer une peine d'emprisonnement et de délivrer un mandat pour l'emprisonnement du défendeur si les sommes dues n'ont pas été payées.

Un préavis de cette demande doit être signifié au défendeur. Toutefois, le juge peut procéder à l'audition de cette demande

¹⁷ *Id.*, art. 231, 317, 322 et 333 à 335.

¹⁸ *Id.*, art. 333 et ss.

¹⁹ *Id.*, art. 346.

²⁰ *Id.*

²¹ *Id.*, art. 346 et 347.

dans le cas où cet avis n'a pu être signifié au défendeur en dépit des efforts raisonnables faits pour l'en aviser.

Le percepteur doit en outre, si le défendeur est une personne âgée de moins de 18 ans, signifier aux parents de ce dernier un préavis de cette demande. Le juge peut procéder contre ce défendeur en l'absence de cet avis ou ajourner l'audition de la demande aux conditions qu'il détermine et ordonner qu'avis soit signifié aux parents.

347. Le juge peut imposer une peine d'emprisonnement et délivrer un mandat d'emprisonnement s'il est convaincu que les mesures prévues dans le présent chapitre pour le recouvrement des sommes dues sont insuffisantes, en l'espèce, pour permettre de les recouvrer entièrement.

L'imposition de cette peine doit être motivée par écrit.

Comme le stipule le paragraphe 346 (2) C.p.p., un préavis de la demande d'imposition d'une peine d'emprisonnement par le percepteur doit être signifié au défendeur. Ce préavis occupe un rôle primordial pour le respect de l'équité procédurale, mais aussi pour permettre au défendeur d'être représenté par avocat lors de l'audience pendant laquelle le juge de la cour municipale décidera de la demande du percepteur d'imposer une peine d'emprisonnement.

Qui plus est, la *Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques*²² permet à une personne de bénéficier des services de l'aide juridique lorsque qu'elle fait face à une demande d'emprisonnement en vertu de l'article 346 C.p.p.²³. Il est toutefois plus difficile d'être admissible à l'aide juridique avant la demande d'imposition d'une peine d'emprisonnement par le percepteur²⁴.

Le *Code de procédure pénale* impose quelques balises relativement à la détermination de la durée d'une peine d'emprisonnement pour non-paiement d'une amende. La peine

²² *Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques*, RLRQ, c. A-14.

²³ *Id.*, par. 4.5 (4).

²⁴ Avant la demande d'ENPA, il n'y a pas d'accès à l'aide juridique sauf si des motifs exceptionnels sont invoqués. C'est donc la demande d'imposition d'une peine d'emprisonnement qui donne réellement accès à l'aide juridique, puisqu'à cette étape, l'accès est restreint aux cas de pertes de moyens de subsistance ou dans l'intérêt de la justice (*id.*, par. 4.5 (3)).

associée à une infraction ne doit pas dépasser deux ans moins un jour²⁵ et elle doit être continue²⁶. La peine doit également être consécutive à une autre peine d'emprisonnement déjà en cours et à toute autre peine rendue à défaut de paiement d'amende²⁷. De plus, l'imposition de cette peine doit être motivée par écrit²⁸. Outre ces limitations, la détermination de la durée de cette peine d'emprisonnement est laissée à l'entière discrétion du juge de la cour municipale²⁹. Aucune table de concordance entre le montant de la dette liée à l'amende et le nombre de jours d'emprisonnement nécessaire pour compenser la dette ne figure au *Code de procédure pénale*.

La Loi est également silencieuse quant aux principes que le juge d'une cour municipale doit respecter dans l'exercice de sa discrétion judiciaire dans la détermination de la peine d'ENPA.

Historique législatif

La discrétion du juge en ce qui concerne la détermination de la peine d'emprisonnement pour non-paiement de constat d'infraction à la réglementation municipale n'a pas toujours été la règle. En effet, comme le rappelle la Cour d'appel dans le jugement *Manège c. Girard*³⁰, la *Loi modifiant le Code de procédure pénale et d'autres dispositions législatives*³¹, sanctionnée le 7 décembre 1995, a abrogé une annexe du *Code de procédure pénale* qui prescrivait la façon de calculer la durée de l'emprisonnement imposé en vertu des articles 346 et 347 de ce texte législatif. Cette annexe contenait une table d'équivalence entre le montant de la dette d'un défendeur et la durée de l'emprisonnement à imposer en cas de défaut de paiement. Pour une dette allant de 1 \$ à 5 000\$, chaque jour passé en prison retranchait 25\$ de la dette totale. Pour une dette allant de 5 001\$ à 10 000\$,

²⁵ C.p.p., art. 348.

²⁶ *Id.*, art. 349.

²⁷ *Id.*, art. 350 et 351.

²⁸ *Id.*, art. 347 al 2.

²⁹ *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128.

³⁰ *Id.*

³¹ *Loi sur les poursuites sommaires*, RLRQ, c. P-15, Annexe A.

chaque jour de prison retranchait 50\$ de la dette totale, etc., tel qu'indiqué dans la table suivante :

Détermination de l'équivalence entre le montant des sommes dues et la durée de la peine d'emprisonnement et des travaux compensatoires.

1. La durée de l'emprisonnement pour chaque infraction et la durée des travaux compensatoires pour toutes les sommes dues au moment de l'engagement sont calculées selon le tableau suivant:

| Pour la tranche des sommes dues entre: | Une journée de détention équivalent à: | Une unité de travail compensatoire équivalent à: |
|--|--|--|
| 1 \$ et 5 000 \$: | 25 \$ | 30 \$ |
| 5 001 \$ et 10 000 \$: | 50 \$ | 60 \$ |
| 10 001 \$ et 15 000 \$: | 75 \$ | 90 \$ |
| 15 001 \$ et 20 000 \$: | 100 \$ | 120 \$ |
| 20 001 \$ et 25 000 \$: | 125 \$ | 150 \$ |
| 25 001 \$ et 30 000 \$: | 150 \$ | 180 \$ |
| 30 001 \$ et 35 000 \$: | 175 \$ | 210 \$ |
| 35 001 \$ et 40 000 \$: | 200 \$ | 240 \$ |
| 40 001 \$ et 45 000 \$: | 225 \$ | 270 \$ |
| 45 001 \$ et 50 000 \$: | 250 \$ | 300 \$ |
| 50 001 \$ et plus: | 400 \$ | 480 \$ |

[...] ³².

Cette table d'équivalence, qui se trouvait à l'origine dans la *Loi sur les poursuites sommaires* ³³ fut transposée de manière intégrale dans le *Code de procédure pénale* en 1990, pour être ensuite abrogée en 1995 par les amendements compris au sein de la *Loi modifiant le code de procédure pénale et d'autres dispositions législatives* ³⁴.

Ainsi, les amendements législatifs au *Code de procédure pénale* de 1995 visaient notamment à rendre aux juges des cours municipales une entière discrétion pour déterminer la durée appropriée de l'emprisonnement d'un défendeur en défaut de

³² *Id.*

³³ *Manège c. Girard*, préc., note 29.

³⁴ *Loi modifiant le code de procédure pénale et d'autres dispositions législatives*, L.Q. 1995, c. 51, art. 48.

paiement, tel que l'expliquait le Ministre de la Justice de l'époque, Paul Bégin, lors de l'Étude détaillée du projet de loi n° 92 - Loi modifiant le Code de procédure pénale et d'autres dispositions législatives en décembre 1995 : « [O]n supprime, dans la table d'équivalence, l'emprisonnement ou la table d'emprisonnement qui était prévue là, de sorte que maintenant le juge aura, comme c'est généralement le cas en matière pénale et criminelle, la capacité de décider discrétionnairement de la sanction d'emprisonnement qu'il veut imposer. »³⁵

3.2. L'emprisonnement pour non-paiement d'amende dans la jurisprudence du C.p.p.

La section du *Code de procédure pénale* comprenant les dispositions 346 et suivantes traite de l'exécution des jugements. Le recours à ces dispositions étant considéré comme l'ultime mesure de la perception des amendes³⁶, l'imposition d'une peine d'emprisonnement selon cette section correspond davantage à une transformation de la peine initiale (l'amende) en temps d'incarcération pour compenser cette dette plutôt qu'à une décision sur la peine elle-même³⁷.

Toutefois, bien qu'il ne s'agisse que d'une mesure incitative de paiement³⁸, il revient au juge, et ce, depuis les amendements de 1995, d'exercer son pouvoir discrétionnaire afin de statuer sur la durée d'emprisonnement nécessaire pour acquitter cette dette³⁹. Le *Code de procédure pénale* ne fournit aucune indication quant aux principes directeurs encadrant ce pouvoir discrétionnaire. Il convient donc d'éclaircir cette question en portant une attention sur la jurisprudence.

³⁵ Québec, Assemblée nationale, *Journal des débats*, 35^e lég., 1^{re} sess., vol. 34, n° 58 (1^{er} décembre 1995) (Paul Bégin), en ligne : <<http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/ci-35-1/journal-debats/CI-951201.html#951201007>>.

³⁶ *Savard c. R.*, [2000] R.J.Q. 2262 ; *Parent c. Parent*, 2005 CanLII 35722 (QC C.S.), par. 17.

³⁷ *Savard c. R.*, préc., note 36; *Percepteur des amendes c. Roy*, 2007 QCCQ 10674, par. 45.

³⁸ *Percepteur des amendes c. Roy*, *id.*

³⁹ C.p.p., art. 347; *Manège c. Girard*, préc., note 29.

Tout d’abord, il ressort du jugement *Manège c. Girard*, dans lequel la Cour d’appel du Québec s’intéresse au refus de la Cour supérieure de délivrer un bref d’habeas corpus et *certiorari ancillaire*, que depuis 1995, «il relève du pouvoir discrétionnaire du juge saisi de la demande d’émission de mandats d’emprisonnement de déterminer, comme mesure de dernier recours, la période de détention appropriée en cas de défaut de paiement pour toutes les infractions régies par le *Code de procédure pénale*.»⁴⁰.

Si le rappel du pouvoir discrétionnaire des juges de déterminer la peine appropriée à une situation donnée est clairement exprimé dans la décision, les directives sur la mise en œuvre de ce pouvoir sont plus subtiles. On peut toutefois inférer du texte du jugement que la cour municipale aurait dû questionner ou pondérer le ratio d’équivalence proposé par le percepteur et tenir compte du principe de totalité de la peine :

Comme le démontre la transcription de l’audience, le juge de la Cour municipale fit droit à la suggestion telle que formulée par la perceptrice sans questionner ou pondérer le ratio d’équivalence entre les sommes dues et la durée de l’emprisonnement suggéré et sans analyser l’effet global d’autant de périodes de détention consécutives. Les motifs prononcés séance tenante en font la démonstration [...] ⁴¹.

[Nos soulignés]

Cette prise en considération de l’effet cumulatif des peines est un principe de *common law*, le principe de totalité des peines; il s’agit d’une application particulière du principe de proportionnalité⁴² :

[...] en vertu de ce principe [le principe de totalité], le juge qui impose la peine et ordonne au contrevenant de purger des peines consécutives pour des infractions multiples doit s’assurer que la peine cumulative prononcée ne dépasse pas la culpabilité globale du délinquant.⁴³

⁴⁰ *Manège c. Girard*, préc., note 29, par. 8

⁴¹ *Id.*, par. 6.

⁴² *R. c. M. (C.A.)*, [1996] 1 RCS 500, par. 43; *Lebreux c. La Reine*, 2014 QCCA 1496, par. 13.

⁴³ *R. c. M. (C.A.)*, *id.*

Toujours dans *Manège*, après avoir exposé les motifs de la décision de première instance, la Cour d'appel indique que la table de concordance utilisée par le juge de la cour municipale n'est plus en vigueur depuis 1995. En obiter, elle souligne que le *Code criminel*⁴⁴ prévoit un calcul du ratio d'équivalence entre la dette et les jours d'emprisonnement plus avantageux que celui que prévoyait le C.p.p., soit la valeur du salaire minimum multipliée par huit heures⁴⁵.

Le jugement *Manège* n'est pas le seul à rappeler que le principe de proportionnalité de la peine d'emprisonnement devrait diriger l'application des articles 346 et suivants du C.p.p.⁴⁶. Dans ces jugements, l'ENPA, toujours compris comme étant une mesure incitative au paiement⁴⁷ plutôt que comme une peine en soi, demeure apprécié en fonction des principes de détermination de la peine telle que la considération de l'effet cumulatif⁴⁸ des peines d'emprisonnement dans l'évaluation de la proportionnalité de la condamnation⁴⁹.

La décision *Directeur des poursuites criminelles et pénales (Office de la protection du consommateur) c. Kowalczyk*⁵⁰ indique clairement que dans l'application des articles 346 et 347 C.p.p.⁵¹, le juge doit respecter le principe de proportionnalité et tenir compte du caractère consécutif des peines d'emprisonnement :

[I]l faut déterminer la peine d'emprisonnement en tenant compte du total des sommes dues, du nombre d'infractions commises et de leur effet cumulatif tout en prévenant que cette peine cumulative prononcée ne devienne disproportionnée par rapport à la culpabilité globale et réelle du contrevenant⁵².

⁴⁴ *Code criminel*, L.R.C. (1985), c. C-46 (ci-après « C. cr. »).

⁴⁵ *Id.*, art. 734, par. 5.

⁴⁶ *Percepteur des amendes c. Michaud*, 2017 QCCQ 7602, par. 32.

⁴⁷ *Directeur des poursuites criminelles et pénales (Office de la protection du consommateur) c. Kowalczyk*, 2008 QCCQ 3208, par. 34.

⁴⁸ Selon l'article 351 du C.p.p., les peines d'emprisonnement doivent être cumulatives.

⁴⁹ *R. c. M. (C.A.)*, préc., note 42.

⁵⁰ *DPCP c. Kowalczyk*, préc., note 47.

⁵¹ C.p.p., art. 346 et 347.

⁵² *DPCP c. Kowalczyk*, préc., note 47, par. 36.

Cela implique aussi que le ratio utilisé afin de transformer les dettes en peine d'emprisonnement qui serait approprié pour une seule infraction doit différer de celui approprié pour une série d'infractions.

Dans *Roy c. Directeur de l'établissement de détention de la Montée St-François*⁵³, la Cour d'appel défend le caractère proportionnel de la peine rendue en première instance afin de rejeter certaines prétentions de la requête de M. Roy⁵⁴. Force est de constater que la Cour d'appel, dès 2008, considérait que le décideur de première instance devait évaluer le caractère proportionnel de la durée de l'ENPA, bien qu'il ne s'agisse que d'une mesure de perception et non d'une peine, en soi.

Ces décisions indiquent que le principe de proportionnalité doit être considéré dans la détermination de la durée de l'ENPA.

De plus, tel que relevé précédemment, les changements législatifs de 1995 ont élargi le pouvoir discrétionnaire des juges des cours municipales dans la détermination de la peine.

La common law encadre ainsi le pouvoir discrétionnaire :

Le principe fondamental de détermination de la peine exige que la peine soit proportionnelle à la fois à la gravité de l'infraction et au degré de responsabilité du délinquant.

[...]

Malgré les contraintes imposées par le principe de proportionnalité, les juges de première instance jouissent d'un large pouvoir discrétionnaire dans la détermination de la peine. Sous réserve des dispositions législatives particulières dont la conformité à la Charte a été reconnue, le prononcé d'une peine appropriée reste un processus fortement individualisé.⁵⁵

Cela laisse donc croire que les cours municipales du Québec ont l'obligation de tenir compte de ces principes lors de la détermination de la durée de l'ENPA qui, rappelons-le,

⁵³ *Roy c. Directeur de l'établissement de la Montée St-François*, 2008 QCCS 1081.

⁵⁴ *Id.* par. 30 - 33.

⁵⁵ *R. c. Lacasse*, 2015 CSC 64.

demeure une mesure de perception de dernier recours et n'est pas une étape obligatoire dans le processus de perception.⁵⁶

Malgré tout, on observe, encore aujourd'hui, que les juges des cours municipales du Québec n'appliquent pas les principes directeurs de détermination de la peine rappelés dans *Manège*.

En effet, certains juges municipaux appliquent la même logique que celle qui prévalait dans le C.p.p. avant les amendements de 1995. Comme l'indique le juge Jacques Ouellet de la cour municipale de Québec en 2016 dans le jugement *Québec (Ville de) c. Quesada*⁵⁷ :

La Cour d'appel [dans *Manège c. Girard*] ne statue pas sur le calcul qui doit être effectué et tel qu'il appert du paragraphe 8 de la décision précitée, cela relève du pouvoir discrétionnaire du juge saisi de la demande.

Bien que l'annexe du *Code de procédure pénale* quant à la table d'équivalence ne soit plus en vigueur, il apparaît au Tribunal qu'il s'agissait là d'une méthode de calcul établie par le législateur québécois en matière d'emprisonnement pour défaut de paiement des sommes dues en vertu du *Code de procédure pénale*.

Le Tribunal estime donc que ce barème apparaît justifié dans les circonstances. Comme le défendeur a refusé ou négligé d'exécuter des travaux compensatoire et qu'il n'a pas respecté ses ententes de paiement, le Tribunal fait droit à la requête de la perceptrice.

L'application du barème choisi équivaut à un jour d'emprisonnement par tranches de 25 \$ des sommes dues puisqu'elles se situent donc dans la première fourchette soit de un à cinq mille dollars; cela équivaut donc à 79 jours d'emprisonnement.⁵⁸

La prochaine section fera également état de la disparité existante dans l'application du *Code de procédure pénale* au Québec.

⁵⁶ C.p.p., art. 346 par. 1.

⁵⁷ *Québec (Ville de) c. Quesada*, 2016 QCCM 22.

⁵⁸ *Id.*, par. 15 et 16.

4. Enquête réalisée par la *Commission* sur les directives des juges des cours municipales en lien avec les ratios à appliquer pour la transformation d'une dette en nombre de jours d'ENPA

Dans le but de dresser un portrait réel des peines ordonnées, dans les faits, aux personnes visées par des mandats d'ENPA, la *Commission* a fait parvenir à l'Association des Greffiers de Cours Municipales du Québec (ci-après « AGCMQ ») le 16 novembre 2017 une demande d'information comprenant une série de quelques questions. Cette demande a par la suite été diffusée par l'AGCMQ à travers le réseau des 89 cours municipales présentes dans la province. Les greffiers et greffières des cours municipales ont, par la suite, transmis leurs réponses directement à un agent de recherche de la *Commission*.

La *Commission* a demandé aux greffiers et aux greffières des cours municipales du Québec de répondre aux questions suivantes :

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) du juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette?
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, le juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, quelle est la fourchette des ratios habituellement utilisée?
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous?

Face au silence de près du trois-quarts des cours municipales, la *Commission* a retransmis la demande à la moitié des cours municipales qui n'avaient pas répondu lors de la première demande⁵⁹.⁶⁰ Au total, 55 cours municipales sur les 89 cours municipales du Québec ont

⁵⁹ Voir la demande en annexe 1.

⁶⁰ La *Commission* a cessé de retransmettre les demandes aux greffiers à la moitié du processus pour deux raisons. D'abord, en plein processus de retransmission, Me Paul Crépeau, procureur à la *Commission*, reçut une lettre de la juge Claudie Bélanger questionnant la méthodologie utilisée pour la réalisation de cette enquête. Le processus d'envoi a donc été mis sur pause quelques temps afin de déterminer l'approche à adopter et voir si elle devait être réévaluée. Finalement, en constatant que malgré l'arrêt du processus de

répondu à la requête de la *Commission*. À ces réponses furent ajoutées les directives applicables à Montréal⁶¹ et à Val-d'Or⁶², déjà connues de la *Commission*, pour un total de 57 réponses. Parmi celles-ci, la cour de Saint-Georges de Beauce a fourni une réponse qui n'a pu être compilée. En effet, la greffière de cette cour a précisé que le juge de sa cour municipale avait bel et bien donné une directive, mais elle n'a pas précisé pas quelle était cette directive.

Les ratios des 56 cours municipales pour lesquelles la *Commission* détenait l'information ont par la suite été classés en sept catégories afin de démontrer de manière statistique la variabilité entre les pratiques des différentes cours municipales en matière de détermination des peines d'ENPA. Voici les catégories :

1. Cas où les greffiers et greffières n'ont reçu aucune directive du juge de la cour municipale concernant le ratio à utiliser pour convertir une dette en nombre de jours d'emprisonnement ou n'ont pas de méthode de transformation de la dette ;
2. Absence de recours à l'emprisonnement dans les cas de non-paiement d'amende;
3. Taux du Code criminel appliqué sur 24 heures [24 heures x (salaire minimum) = montant d'argent radié de la dette du défendeur pour chaque jour passé en prison].
4. Taux du Code criminel [8 heures x (salaire minimum) = montant d'argent radié de la dette du défendeur pour chaque jour passé en prison]⁶³.
5. Utilisation systématique d'un ratio inférieur à 100\$ mais supérieur à 25\$/jour ;
6. Table d'équivalence générée automatiquement par un logiciel implanté dans la majorité des cours municipales du Québec à un ratio de 25\$ par jour d'emprisonnement ou taux fixe de 25\$ par jour d'emprisonnement, sans mentionner une table d'équivalence.

réexpéditions des demandes, le nombre de réponses reçues était suffisamment représentatif pour observer des tendances, la Commission n'a pas renvoyé les demandes aux cours qui ne l'avaient reçu qu'une seule fois, via l'AGCMQ.

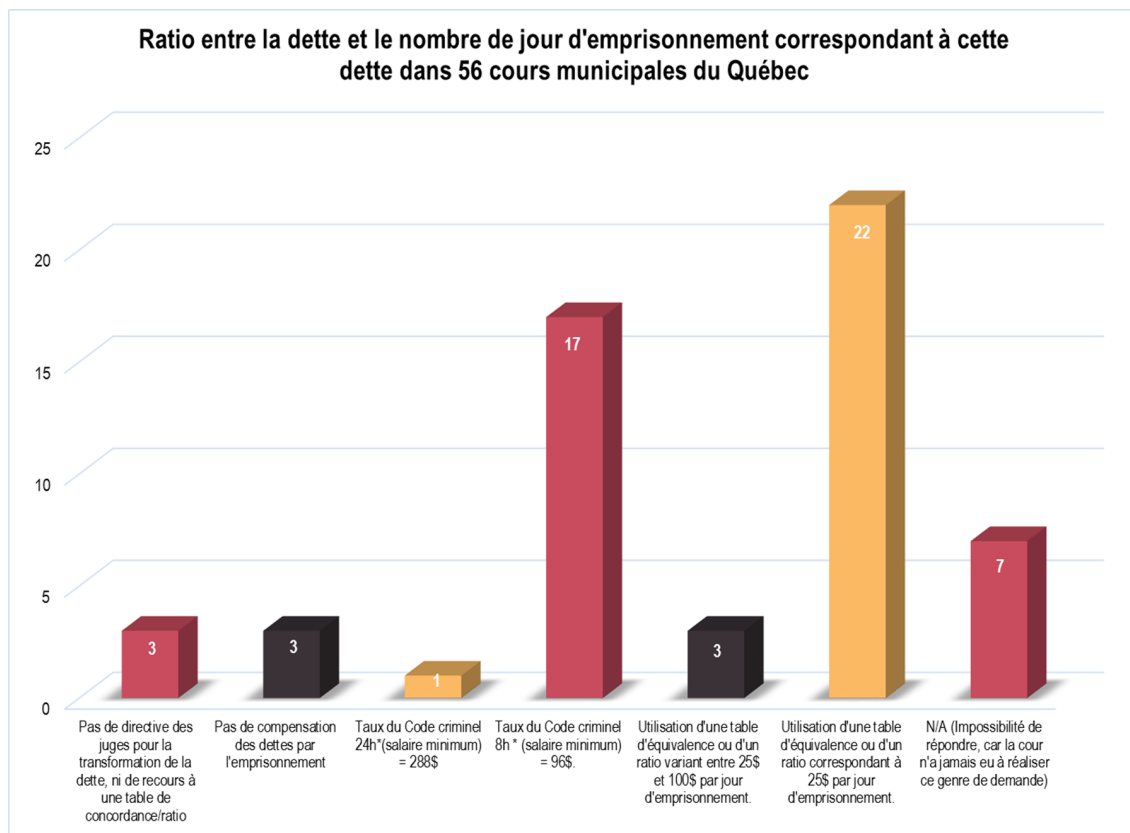
⁶¹ La cour municipale de Montréal n'utilise plus l'emprisonnement comme moyen de perception des amendes résultant d'infractions à la réglementation municipale.

⁶² La cour municipale de Val-d'Or n'utilise plus l'emprisonnement comme moyen de perception depuis le moratoire imposé par la Ville de Val-d'Or le 27 septembre 2017. Cette décision faisait suite à l'appel à l'action de la *Commission* du 20 septembre 2017.

⁶³ C. cr., par. 734 (5).

7. N/A : La cour n'a pas encore eu l'occasion d'émettre un mandat d'emprisonnement pour non-paiement d'amende. Comme la situation ne s'est jamais présentée, aucune directive n'a été donnée par le juge.

Un agent de recherche de la CERP a compilé les résultats du sondage dans le graphique suivant :



La *Commission* cherchait, par cette enquête, à prendre connaissance du ratio entre le nombre de jours d'emprisonnement demandés, en pratique, par les percepteurs des cours

municipales du Québec pour une dette donnée. Elle cherchait également à savoir si ces derniers reçoivent une directive des juges afin de procéder à la conversion. En s'adressant aux greffes des cours municipales, la *Commission* désirait aussi obtenir des informations sur l'existence éventuelle de tables d'équivalence ou de ratios utilisés pour prévoir ce nombre de jours d'emprisonnement.

L'étude révèle que seulement trois des greffiers ayant répondu à la demande d'information de la *Commission* n'utilisent pas de ratio fixe afin de procéder à la conversion de la dette en jours d'emprisonnement; ces peines sont plutôt déterminées par le juge, au cas par cas et sans proposition préalable du percepteur. Les percepteurs de 43 de ces cours municipales ont, quant à eux, recours à une table de concordance quelconque. Mentionnons également qu'un logiciel utilisé par la majorité des cours municipales de la province permet de générer automatiquement une table d'équivalence, comme celle qui se trouvait auparavant dans le *Code de procédure pénale*⁶⁴. Des utilisateurs de ce service ont indiqué qu'à l'installation, la table de concordance du programme informatique était réglée, par défaut, selon l'ancien ratio de 25\$ par jour d'emprisonnement.

La méthodologie de la *Commission* dans la réalisation de cette étude a été critiquée par la juge Claudie Bélanger, juge en chef adjointe de la Cour du Québec, responsable des cours municipales. En effet, dans une lettre datée du 16 mars 2018, la juge Bélanger indique qu'«[e]n communiquant avec les greffiers de certaines cours, [la *Commission*] n'obt[ient] pas la position de ces cours, mais bien celles de leurs greffiers»⁶⁵. Elle ajoute que «les greffiers ne peuvent s'exprimer au nom des cours municipales au sein desquelles ils œuvrent, ni des juges municipaux qui y siègent. Leurs réponses ne peuvent refléter la position de la cour municipale ou de ses juges»⁶⁶.

Il convient donc de préciser qu'en aucun cas, la *Commission* ne souhaitait obtenir de l'information relative à la discrétion judiciaire des juges municipaux du Québec.

⁶⁴ Table de concordance, voir la page 7 de ce document.

⁶⁵ Annexe 3.

⁶⁶ *Id.*

La *Commission* a conduit cette enquête dans une optique de recension des directives données et des ratios appliqués, dans les faits, aux percepteurs des cours municipales pour leur permettre de procéder à la conversion d'une dette en peine d'emprisonnement. Rappelons qu'en vertu du *Code de procédure pénale*, c'est au percepteur de la cour municipale que revient la responsabilité de demander une peine d'ENPA. Assorti de cette demande, le percepteur peut proposer un nombre de jours d'emprisonnement au juge. Ce dernier exerce par la suite sa discrétion judiciaire et statue sur la durée de la peine.

La *Commission* s'est aussi adressée aux greffiers et greffières de ces cours en leur qualité de témoins des audiences et des décisions des cours municipales du Québec, qui sont par ailleurs publiques. Les greffiers et greffières étaient donc en mesure, en raison de leur connaissance de ces dossiers publics, de se prononcer sur le ratio qui est généralement appliqué dans leur cour municipale, sans pour autant parler au nom de la cour.

Finalement, plusieurs greffiers ont souligné, dans leur réponse, que malgré l'existence d'une directive provenant du ou des juges de la cour municipale où ils exercent, ou du recours à une table de conversion, les juges conservent leur discrétion. De plus, dans le cas où aucune directive n'était donnée, les greffiers avaient la possibilité de répondre en ce sens. Trois greffiers l'ont fait : ils forment la première catégorie du tableau.

Quelques jours suivant la réception de la lettre de l'Honorable Claudie Bélanger, Me Paul Crépeau, procureur à la *Commission*, eut un entretien téléphonique avec l'avocat coordonnateur aux services auprès des cours municipales, au ministère de la Justice du Québec, Me Marc Lahaie. Lors de leur conversation téléphonique, ce dernier assurait à Me Crépeau que la démarche utilisée par la *Commission* était adéquate et que les cours municipales avaient l'obligation de répondre à ces questions. Me Lahaie a d'ailleurs fait parvenir aux greffiers des cours municipales du Québec un courriel en ce sens, annexé au présent texte⁶⁷.

⁶⁷ Annexe 5.

Force est de constater que la plupart des greffiers des cours municipales du Québec proposent aux juges de ces cours un nombre de jours d'emprisonnement calculé en fonction d'un ratio prédéterminé. Ce ratio est extrêmement variable d'une cour municipale à l'autre. Ainsi, un défendeur jugé à la cour municipale de Chibougamau pour une demande en vertu de l'art. 346 C.p.p. purgera presque 12 fois plus de jours de prison qu'un défendeur jugé à Trois-Rivières, selon les directives données aux percepteurs pour le calcul de la durée d'une peine d'emprisonnement⁶⁸.

5. Le régime de l'ENPA sous le *Code criminel*

Le *Code criminel* prévoit lui aussi l'imposition d'une peine d'emprisonnement à défaut de paiement d'une amende.

D'entrée de jeu, il est important de souligner que le régime législatif du *Code Criminel* diffère de celui du *Code de procédure pénale*. En effet, le *Code criminel* et les décisions qui en découlent font montre d'une sensibilité particulière quant au contexte du défaut de paiement de l'amende et abordent la notion d'ENPA de manière téléologique. À l'article 734.7 (1) b) *C. cr.*, on interdit l'incarcération d'individus pour le défaut de paiement d'une amende si la personne a une « excuse raisonnable »⁶⁹ justifiant le fait qu'elle ne s'est pas acquittée du paiement de sa dette. Il a clairement été établi, dans la jurisprudence, que l'incapacité réelle de payer est une excuse raisonnable⁷⁰. Ainsi, sous le *Code criminel*, l'emprisonnement de personnes en situation d'itinérance pour défaut de paiement d'amende devrait être plus rare, voire inexistant. Le *Code de procédure pénale* n'offre pas cette protection pour les amendes résultant de constats d'infraction à la réglementation municipale. On notera toutefois que l'article 366 C.p.p. ne permet l'incarcération pour défaut de paiement d'une amende résultant d'une contravention au *Code de la sécurité routière*⁷¹ uniquement dans les cas où le défendeur refuse délibérément de payer.

⁶⁸ Par exemple, pour une dette de 1000\$, le défendeur de Trois-Rivières purgera 3.472 jours de prison, alors que le défendeur de Chibougamau purgera 40 jours de prison.

⁶⁹ *C. cr.*, al. 734.7 (1) b).

⁷⁰ *R. c. Wu*, 2003 CSC 73, par. 63 – 65.

⁷¹ *Code de la sécurité routière*, chapitre C-24.2.

Il convient de rappeler, au passage, que la Cour d'appel, dans *Manège*, réfère à la méthode de détermination de la durée de la peine prévue au *Code criminel* pour illustrer une peine qui serait plus avantageuse pour le défendeur. La Cour attire donc l'attention des juges des cours municipales sur d'autres moyens de détermination de la durée de l'ENPA que celui utilisé par le juge de première instance dans cette affaire, soit une table d'équivalence abrogée et qui n'a pas été mise à jour depuis 1995.

Les jugements suivants soulignent le cas particulier de l'emprisonnement lorsqu'il ne fait nul doute que le défendeur ne sera pas en mesure de payer, dès la remise de l'amende initiale. Ce raisonnement intéresse la *Commission* dans le cadre de son étude de la judiciarisation de l'itinérance autochtone.

Dans la décision *Savard c. R.*⁷², la Cour d'appel rend un jugement en ces termes :

Traditionnellement, les tribunaux, dans l'exercice de leur pouvoir discrétionnaire, assortissaient fréquemment une amende d'une clause d'emprisonnement en cas d'inexécution. Cet emprisonnement, selon les auteurs et la jurisprudence, ne constituait pas une peine mais une mesure incitative de paiement de l'amende.

[...]

Par contre, dans l'hypothèse où comme en l'espèce il apparaîtrait au tribunal que l'inculpé ne pourrait pas acquitter l'amende considérable imposée, il serait difficile de considérer que l'emprisonnement ordonné à défaut de paiement soit « une mesure incitative de paiement » : dans la réalité des choses, cet emprisonnement constituerait la « peine » infligée. [Nos soulignés]

Selon le *Code criminel*, le fait d'ordonner le paiement d'une amende substantielle à un individu en situation d'itinérance ne constituerait donc qu'une façade et le mandat d'emprisonnement constituerait une peine, en soi. Cela irait à l'encontre de l'objectif de l'ENPA, soit l'incitation au paiement de l'amende.

⁷² *Savard c. R.*, préc., note 36.

Dans le même ordre d'idée, dans la décision *R. c. Dumont*⁷³, la poursuite demandait l'imposition d'une peine d'ENPA pour une infraction en contravention à la *Loi sur l'accise*⁷⁴. La Cour d'appel s'exprime en ces termes :

Finally, la proposition formulée par la poursuivante me semble aller à l'encontre d'un principe fondamental en matière de détermination de la peine, l'individualisation de la sentence. Comme le soulignait le juge Brossard dans l'arrêt *Curley*, précité, il est bon que les tribunaux disposent de cette mesure pour « obliger le coupable qui en a les moyens » à payer l'amende imposée mais il n'est pas souhaitable, ni juridiquement, ni socialement, que les tribunaux doivent imposer l'emprisonnement, ne fut-ce qu'une journée!, lorsque le contrevenant est sans le sou.⁷⁵

Bien qu'il s'agisse de l'imposition d'une peine d'emprisonnement pour le défaut de paiement d'une amende liée à la *Loi sur l'accise*, la Cour d'appel tient compte d'un principe de détermination de la peine, soit l'individualisation de la sentence. L'emprisonnement demeure néanmoins une mesure incitative de paiement et non une peine, en soi.

Dans le jugement *R. c. Wu*⁷⁶, la Cour suprême du Canada est appelée à se prononcer sur la légalité d'une peine d'ENPA reçue à la suite d'une contravention à la *Loi sur l'accise*. En obiter, la Cour rappelle le rôle de l'ENPA :

Dans le mémoire qu'il a déposé dans le présent pourvoi, le ministère public appelant affirme : [TRADUCTION] « *L'imposition d'une peine d'emprisonnement en cas de défaut vise à inciter les gens à payer leurs amendes; il ne s'agit pas d'une sanction pour une infraction* ». Pour qu'il y ait « incitation », il faut que le délinquant ait, d'une manière ou d'une autre, les moyens de s'acquitter du paiement. Si, comme les avocats en recouvrement le disent, on ne peut pas tirer du sang d'une pierre, aucune mesure « incitative » ne fera faillir du sang de la pierre.⁷⁷

Même sous le C.p.p, rappelons-le, le rôle de l'ENPA est avant tout d'inciter au paiement des amendes⁷⁸. Le raisonnement du *Code criminel* derrière l'interdiction d'emprisonner

⁷³ *R. c. Dumont*, EYB 1997-00123 (C.A.).

⁷⁴ *Loi sur l'accise*, L.R.C. 1970, c. E-14.

⁷⁵ *R. c. Dumont*, préc., note 73.

⁷⁶ *R. c. Wu*, préc., note 70.

⁷⁷ *Id.*, par. 39.

⁷⁸ *Savard c. La Reine*, préc., note 36; *Percepteur des amendes c. Roy*, préc., note 37, par. 45.

un défendeur indigent réside dans l'évidence que si sa pauvreté l'empêche de payer, la menace d'emprisonnement à défaut de paiement ne lui permettra pas davantage d'acquitter ses dettes. Cela est d'ailleurs exposé dans la récente décision de la Cour d'appel, *Chaussé c. R.*: « Puisque l'emprisonnement résulte d'un choix du délinquant de ne pas payer et de ne pas effectuer des travaux compensatoires, son pouvoir incitatif est tout au plus limité, et il est inexistant pour celui qui n'a pas les moyens de payer.⁷⁹»⁸⁰.

Ainsi, sous le *Code criminel*, l'application du ratio d'équivalence entre la dette judiciaire et les jours d'emprisonnement correspondants se fait de manière uniforme, car on y prévoit des directives pour le calcul de la durée. De plus, une personne qui n'a ni les moyens d'acquitter sa dette, ni la capacité de réaliser des travaux compensatoires ne pourra en aucun cas être incarcérée, contrairement à ce qui se produit actuellement, au Québec, sous l'égide du C.p.p. La *Commission* a d'ailleurs entendu plusieurs citoyens autochtones qui, suite à une période de leur vie passée en situation d'itinérance, avaient amassé plusieurs constats d'infraction à des réglementations municipales. Certains d'entre eux ont purgé plusieurs mois de prisons, parfois même de pénitencier dans le but d'acquitter leur dette⁸¹. C'est donc dire que bien que les deux codes visent les mêmes objectifs en permettant l'emprisonnement pour non-paiement d'amende, soit l'incitation au paiement, le régime québécois n'offre pas de protection aux personnes qui n'ont pas la capacité de payer ces amendes.

6. L'application des principes de détermination de la peine du droit criminel en lien avec les Autochtones au *Code de procédure pénale*

Lorsqu'il est question de la liberté d'individus autochtones faisant face à une demande d'ENPA, les tribunaux ont l'obligation de prendre en considération le statut autochtone du défendeur.

⁷⁹ *R. c. Wu*, préc., note 70, par. 3, 39-40.

⁸⁰ *Chaussé c. R.*, 2016 QCCA 568, par. 46. Voir aussi le paragraphe 69.

⁸¹ À cet effet, voir le témoignage de M. Thomas Anichinapéo, notes sténographiques du 7 décembre 2017, p. 83.

Les jugements *Gladue*⁸² et *Ipeelee*⁸³ mettent de l'avant les principes devant être appliqués en matière de détermination de la peine d'une personne autochtone. Ces jugements mentionnent que « [l]e juge qui détermine la peine à infliger à un délinquant autochtone doit tenir compte des circonstances suivantes :

- a) les facteurs systémiques ou historiques distinctifs qui peuvent être une des raisons pour lesquelles le délinquant autochtone se retrouve devant les tribunaux; et
- b) les types de procédures de détermination de la peine et de sanctions qui, dans les circonstances, peuvent être appropriées à l'égard du délinquant en raison de son héritage ou de ses attaches autochtones »⁸⁴

Dans l'arrêt *Ipeelee*, la Cour suprême du Canada explique que les facteurs systémiques ou historiques « mettent en lumière [le] degré de culpabilité morale »⁸⁵ du contrevenant⁸⁶. Elle ajoute que « [n]e pas tenir compte de ces circonstances contreviendrait au principe fondamental de détermination de la peine — la proportionnalité de la peine à la gravité de l'infraction *et au degré de responsabilité du délinquant.* »⁸⁷

La jurisprudence a établi que les principes mis de l'avant par les jugements *Gladue* et *Ipeelee* ne s'appliquent pas exclusivement en matière de détermination de la peine dans le cadre d'un processus criminel : « These factors apply more broadly than just to the process of criminal sentencing [...], consideration of these factors, as well as consideration of alternatives to incarceration, apply to a range of circumstances in which Aboriginal peoples interact with the justice system. »⁸⁸

⁸² *R. c. Gladue*, [1999] 1 R.C.S. 688.

⁸³ *R. c. Ipeelee*, 2012 CSC 13.

⁸⁴ *R. c. Ipeelee id.*, par. 59; *R c Gladue*, préc., note 82, par. 66. ⁸⁵

R. c. Ipeelee id., par. 73.

⁸⁶ *Id.*; voir aussi *Denis-Damée c. R.*, 2018 QCCA 1251.

⁸⁷ *R. c. Ipeelee id.*, par. 73.

⁸⁸ *Twins v. Canada (Attorney General)*, [2017] 1 FCR 79, par. 57.

Dans l'arrêt *Leonard*⁸⁹, la cour d'appel de l'Ontario exprime que les considérations mises de l'avant par *Gladue* s'appliquent dès que la liberté d'une personne autochtone est en jeu :

The jurisprudence that I have already reviewed indicates that the Gladue factors are not limited to criminal sentencing but that they should be considered by all "decision-makers who have the power to influence the treatment of aboriginal offenders in the justice system" (*Gladue*, at para. 65) whenever an Aboriginal person's liberty is at stake in criminal and related proceedings⁹⁰.

Les juges des cours municipales de la province sont des « décideurs qui ont le pouvoir d'influer sur le traitement des délinquants autochtones dans le système de justice »⁹¹ lorsque ces individus font face à la menace de l'emprisonnement en vertu du chapitre XIII du *C.p.p.*⁹². Tout comme les juges qui déterminent la peine, ils décident si un contrevenant autochtone ira en prison⁹³ et déterminent la durée de cette peine de prison. Lorsqu'ils évaluent la culpabilité morale d'un contrevenant autochtone lors de l'exercice de leur pouvoir discrétionnaire visant à déterminer la durée d'une peine d'emprisonnement pour non-paiement d'amende⁹⁴, ils doivent le faire à travers le prisme des facteurs systémiques ou historiques distinctifs, tel que prescrit par le jugement *Ipeelee*.

7. Conclusion

⁸⁹ *The Attorney General of Canada (on Behalf of the United States of America) v. Leonard*, 2012 ONCA 622.

⁹⁰ *Id.*, par. 85.

⁹¹ *R. c. Gladue*, préc., note 82, par. 65.

⁹² Le rapport de la Commission intitulé *L'émission de constats d'infraction en vertu de la réglementation municipale régissant la paix, le bon ordre et la sécurité à Chibougamau, La Tuque, Québec, Senneterre, Sept-Îles et Val-d'Or de 2001 à 2017* a permis de faire état de taux élevés en matière de judiciarisation et d'incarcération d'individus autochtones en situation d'itinérance dans plusieurs villes du Québec : *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès*, «L'émission de constats d'infraction en vertu de la réglementation municipale régissant la paix, le bon ordre et la sécurité à Chibougamau, La Tuque, Québec, Senneterre, Sept-Îles et Val-d'Or de 2001 à 2017», 2018.

⁹³ *R. c. Gladue*, préc., note 82, par. 65.

⁹⁴ Tel que mentionné dans la section 3.2.2 traitant de l'emprisonnement pour non-paiement d'amende dans la jurisprudence du *Code de procédure pénale*.

Pour conclure, les modifications législatives de 1995, qui ont eu pour effet d'accorder aux juges des cours municipales du Québec la pleine discrétion quant à la détermination de la durée d'une peine d'ENPA en vertu de l'art.346 C.p.p. ont également prescrit, lors de cet exercice, la considération des principes de détermination de la peine, tel que le principe de proportionnalité ou celui de l'individualisation de la peine. L'étude effectuée par la *Commission* ainsi que la jurisprudence répertoriée démontrent toutefois l'inapplication, dans les faits, de ces principes lors des demandes d'imposition d'une peine d'emprisonnement à défaut de paiement de l'amende. De plus, sous le *Code criminel*, les décideurs doivent tenir compte de la situation financière du défendeur avant d'imposer une peine d'ENPA, alors que le *Code de procédure pénale du Québec* n'exige pas cette considération. Rappelons également que depuis 2003, il est impossible de recourir à l'incarcération pour des amendes résultant d'infractions au *Code de la sécurité routière*, mais que les infractions à la réglementation municipale sont, quant à elles, exclues de cette exception. Finalement, la jurisprudence indique que les principes des arrêts *Gladue* et *Ipeelee* s'appliquent dans la détermination de la durée de l'ENPA.

SOURCES

DÉBATS LÉGISLATIFS

Québec, Assemblée nationale, *Journal des débats*, 35^e lég., 1^{re} sess., vol. 34, n° 58 (1^{er} décembre 1995) (Paul Bégin), en ligne : <<http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/ci-35-1/journal-debats/CI-951201.html#951201007>>

TABLE DE LA LÉGISLATION

Textes fédéraux

Code criminel, L.R.C. 1985, c. C-46

Loi sur l'accise, L.R.C. 1970, c. E-14

Textes québécois

Code de procédure pénale du Québec, RLRQ, c. C-25.1

Loi modifiant le code de procédure pénale et d'autres dispositions législatives, L.Q. 1995, c. 51

Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques, RLRQ, c. A-14.

Loi sur les poursuites sommaires, RLRQ, c. P-15

TABLE DES JUGEMENTS

Chaussé c. R., 2016 QCCA 568

Denis-Damée c. R., 2018 QCCA 1251

Directeur des poursuites criminelles et pénales (Office de la protection du consommateur) c. Kowalczyk, [2008] J.Q. no 3514 (J.P.M.)

Lebreux c. La Reine, 2014 QCCA 1496

Manège c. Girard, 2015 QCCA 1128

Parent c. Parent, 2005 CanLII 35722 (QC C.S.)

Percepteur des amendes c. Michaud, 2017 QCCQ 7602

Percepteur des amendes c. Roy, 2007 QCCQ 10674

Québec (Ville de) c. Quesada, 2016 QCCM 22

R. c. Dumont, EYB 1997-00123 (C.A.)

R. c. Ipeelee, 2012 CSC 13

R. c. Gladue, [1999] 1 RCS 688

R. c. Lacasse, 2015 CSC 64

R. c. M. (C.A.), [1996] 1 RCS 500

R. c. Wu, 2003 CSC 73

Roy c. Directeur de l'établissement de la Montée St-François, 2008 QCCS 1081.

Savard c. R., [2000] R.J.Q. 2262 (C.A.)

The Attorney General of Canada (on Behalf of the United States of America) v. Leonard, 2012 ONCA 622

Twins v. Canada (Attorney General), [2017] 1 FCR 79, par. 57

BIBLIOGRAPHIE

LEBEL, M. et J. ROY, «Chapitre VIII - Le Code de procédure pénale», dans Collections de droit 2017-2018, École du Barreau du Québec, vol. 12, *Droit pénal : procédure et preuve*, Cowansville (Qc), Yvon Blais, 2017, 167.

Annexe 1

Val-d'Or, le 13 mars 2018

À : M^{me} [REDACTED]
Cour municipale de [REDACTED]

De : M^e Paul Crépeau, Procureur

Objet : Demande de renseignements dans le cadre des travaux de la *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès*

Dossier : CM-0001-A

Madame [REDACTED]

Dans le cadre de ses travaux, la *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès* (CERP) sollicite la collaboration de la Cour municipale de [REDACTED] afin d'obtenir de l'information sur **l'imposition de peines d'emprisonnement pour pallier au défaut de paiement d'amendes reliées à des infractions municipales, en application de l'art. 347 du Code de procédure pénale.**

À cet effet, nous demandons à la Cour municipale de [REDACTED] de répondre aux questions suivantes :

1. Bien qu'il s'agisse d'une discrétion judiciaire, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale ou écrite) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en période d'emprisonnement pour non-paiement de la dette?
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe?
 - a. Si oui, quel est-il?
 - b. Si aucun ratio fixe n'est appliqué, quelle est la fourchette des ratios habituellement utilisée?
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous?

Prenez note que cette information sera utilisée dans le cadre des travaux de la Commission. Certaines informations seront potentiellement rendues publiques, telles que la valeur du ratio ainsi que le nom de la cour municipale appliquant ce ratio.

Nous vous prions de nous transmettre toute autre information ou document pouvant étayer ou soutenir les informations que vous nous fournirez en réponse à cette demande, même s'ils ne se retrouvent pas dans la liste ci-haut. Ces documents serviront à remplir le mandat de la CERP :

La Commission d'enquête provinciale a pour mandat d'enquêter, de constater les faits, de procéder à des analyses afin de faire des recommandations quant aux actions correctives concrètes, efficaces et durables à mettre en place par le gouvernement du Québec et par les autorités autochtones en vue de prévenir ou d'éliminer, quelles qu'en soient l'origine et la cause, toute forme de violence et de pratiques discriminatoires, de traitements différents dans la prestation de certains services publics offerts aux Autochtones du Québec : les services policiers, les services correctionnels, les services de justice, les services de santé et les services sociaux ainsi que les services de protection de la jeunesse.

Dans un premier temps, nous vous demandons de nous aviser, dans un délai de **cinq (5) jours**, si vous n'êtes pas en mesure de répondre à la présente demande, quelle qu'en soit la raison. Le cas échéant, veuillez nous faire part de vos motifs d'incapacité par courriel à arianne.martel@cerp.gouv.qc.ca. Pour toute autre question concernant cette demande, veuillez en faire part directement par courriel à Arianne Martel ou par téléphone au 819 354-5003.

Dans un deuxième temps, nous vous demandons de répondre à la présente en nous communiquant les informations et la documentation demandées dans les **quinze (15) prochains jours, soit au plus tard le 28 mars 2018**. Pour ce faire, nous vous demandons de procéder par courriel à sofia.tomei@cerp.gouv.qc.ca.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre correspondance, nous vous prions d'agréer, Madame [REDACTED], nos plus sincères salutations.

M^e Paul Crépeau

Procureur / Counsel

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tél.: (sans frais / toll free) 1 844 580-0113

Ligne directe : 819 550-4713

paul.crepeau@cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

  @cerpQc

Annexe 2

Liste des Cours municipales ayant répondu à la demande du 16 novembre 2017

- | | | |
|------------------|------------------|-------------------|
| – Alma | – Matawinie | – Montmagny |
| – Boisbriand | – Mékinac | – Plessisville |
| – Chibougamau | – Montcalm | – Princeville |
| – Châteauguay | – MRC des | – Rimouski |
| – Dolbeau- | Collines-de- | – Roberval |
| Mistassini | l'Outaouais | – Saguenay |
| – Donnacona | – MRC Côte-de- | – Saint-Césaire |
| – Drummondville | Beaupré | – Saint-Constant |
| – Gatineau | – MRC du Haut- | – Saint-Georges |
| – Granby | Saint-Laurent | – Saint-Jean-sur- |
| – MRC d'Antoine- | – MRC du Val- | Richelieu |
| labelle | Saint-François | – Saint-Rémi |
| – MRC de La | – Longueuil | – Sainte-Adèle |
| Mitis | – Magog | – Sainte-Marie |
| – MRC de | – Mascouche | – Sainte-Thérèse |
| Lotbinière | – Mont-Saint- | – Sept-Îles |
| – Marguerite- | Hilaire | – Thetford Mines |
| D'Youville | – Mont-Tremblant | |
| – Victoriaville | | |

Liste des Cours municipales ayant répondu à la demande du 14 mars 2018

- Autray
- Beloeil
- Deux-Montagnes
- East Angus
- Lévis
- Mercier
- Rivière-du-Loup
- Rosemère
- Saint-Félicien
- Sainte-Agathe-des-Monts
- Shawinigan
- Trois-Rivières
- Vaudreuil-Soulanges

Réponse de la Cour municipale d'Alma

Reçu le **5 décembre 2017.**

[REDACTED]
e: [REDACTED] >ville.alma.qc.ca>
Envoyé: 5 décembre 2017 15:43
À: [REDACTED]
Objet: réponse Commission d'enquête
Pièces jointes: Attached Image

Bonjour,

Tel que requis, voici le formulaire avec nos réponses. Nous espérons que le tout est conforme à vos attentes et questionnements. Nous demeurons disponibles au besoin...

Salutations

[REDACTED] *avocate, médiatrice et OMA*
Greffière adjointe et greffière à la cour municipale
Ville d'Alma
140, rue St-Joseph Sud
Alma, Québec, G8B 3R1
téléphone: (418) 669-5001 [REDACTED]
télécopieur: (418) 669-5029
courriel [REDACTED]@ville.alma.qc.ca

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce courriel peut contenir des informations confidentielles qui ne vous sont pas destinées.
Ce message vous a été adressé par erreur, veuillez le détruire et en informer l'expéditeur immédiatement.

Val d'Or, le 16 novembre 2017

À la personne responsable de la cour municipale

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (CERP) s'intéresse à la question de l'emprisonnement pour non-paiement des amendes et frais pour les infractions municipales. Nous aimerions obtenir les renseignements suivants : (réponse de la Cour municipale d'Alma)

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette? Non, pas de directive. Il s'inspire de celle en matière criminelle et ce, en lien avec les autres cours et la décision ci-dessous citée. Notez que nous n'avons jamais eu à nous rendre là. Très rare comme procédure, à la cour municipale d'Alma puisque le résultat de signification pas évident. Quand nous réussissons le tout, les gens prennent entente...
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée? (somme due / (8hrs x salaire minimum))
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous? Non...pas à ma connaissance.

Personne contact à la commission Viens pour des renseignements additionnels si nécessaire :

Me Paul Crépeau, procureur

Réponse de la Cour municipale de **Boisbriand** Reçu le **11 janvier 2018.**

[REDACTED]
De: [REDACTED]@ville.boisbriand.qc.ca>
Envoyé: 11 janvier 2018 15:01
À: [REDACTED]
Cc: [REDACTED]
Objet: Questionnaire par la Commission d'Enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services

Bonjour,

Vous trouverez ci-joint les renseignements demandés concernant l'objet mentionné en titre.

Premièrement, il n'existe pas de directive, politique ou pratique de notre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette.

Deuxièmement, le ratio utilisé est de 25\$ par jour de détention, tel que notre système informatique le calcule pour les dossiers pénaux.

Troisièmement, ce ratio n'a pas varié dans le temps entre 2001 et 2017.

Nous espérons avoir bien répondu à votre questionnaire. Nous nous excusons pour le délai hors de notre contrôle.

Veuillez agréer, l'expression de nos meilleurs sentiments,

[REDACTED]
Greffière adjointe /cour
municipale
Service juridique



[REDACTED] ville.boisbriand.qc.ca • www.ville.boisbriand.qc.ca
940, boul. de la Grande-Allée, Boisbriand (Québec) J7G 2J7
Tél. : 450 435-1954 [REDACTED] élec. : 450 435-6398

Réponse de la Cour municipale de **Chibougamau** Reçu le **11 décembre 2017.**

[REDACTED]
[REDACTED]
De: [REDACTED] <[REDACTED]@ville.chibougamau.qc.ca>
Envoyé: 11 décembre 2017 11:56
À: [REDACTED]
Cc: [REDACTED]
Objet: Table d'équivalence
Pièces jointes: Table d'équivalence.pdf

Bonjour,

Tel que demandé, vous trouverez ci-joint la table d'équivalence que la Cour municipale de Chibougamau utilise pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette.

À cette étape, plusieurs constats d'infraction sont acquittés avant l'incarcération.

Espérant le tout à votre entière satisfaction,

[REDACTED]
GREFFIÈRE À LA COUR MUNICIPALE

T 418 748 2688 [REDACTED]
F 418 748 6562
[REDACTED], 3E RUE
CHIBOUGAMAU QC G8P 1P1

WWW.VILLE.CHIBOUGAMAU.QC.CA

CHIBOUGAMAU

____ Informations provenant de ESET Endpoint Antivirus, version du moteur de détection 16555
(20171211) _____

Le message a été vérifié par ESET Endpoint Antivirus.

<http://www.eset.com>

En ordre de montant 1

| Montant 1 | Montant 2 | Equivalent en jours de prison | Date maj | Usager |
|-----------|-----------|-------------------------------|------------|--------|
| 0.01 | 37.50 | 1 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 37.51 | 62.50 | 2 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 62.51 | 87.50 | 3 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 87.51 | 112.50 | 4 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 112.51 | 137.50 | 5 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 137.51 | 162.50 | 6 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 162.51 | 187.50 | 7 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 187.51 | 212.50 | 8 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 212.51 | 237.50 | 9 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 237.51 | 262.50 | 10 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 262.51 | 287.50 | 11 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 287.51 | 312.50 | 12 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 312.51 | 337.50 | 13 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 337.51 | 362.50 | 14 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 362.51 | 387.50 | 15 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 387.51 | 412.50 | 16 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 412.51 | 437.50 | 17 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 437.51 | 462.50 | 18 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 462.51 | 487.50 | 19 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 487.51 | 512.50 | 20 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 512.51 | 537.50 | 21 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 537.51 | 562.50 | 22 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 562.51 | 587.50 | 23 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 587.51 | 612.50 | 24 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 612.51 | 637.50 | 25 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 637.51 | 662.50 | 26 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 662.51 | 687.50 | 27 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 687.51 | 712.50 | 28 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 712.51 | 737.50 | 29 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 737.51 | 762.50 | 30 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 762.51 | 787.50 | 31 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 787.51 | 812.50 | 32 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 812.51 | 837.50 | 33 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 837.51 | 862.50 | 34 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 862.51 | 887.50 | 35 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 887.51 | 912.50 | 36 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 912.51 | 937.50 | 37 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 937.51 | 962.50 | 38 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 962.51 | 987.50 | 39 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 987.51 | 1,012.50 | 40 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,012.51 | 1,037.50 | 41 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,037.51 | 1,062.50 | 42 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,062.51 | 1,087.50 | 43 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,087.51 | 1,112.50 | 44 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,112.51 | 1,137.50 | 45 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,137.51 | 1,162.50 | 46 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,162.51 | 1,187.50 | 47 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,187.51 | 1,212.50 | 48 | 10-03-1996 | dba4g1 |

LISTE EQUIVALENCES MONTANT DU/JOURS DE PRISON

En ordre de montant 1

| Montant 1 | Montant 2 | Equivalent en jours de prison | Date maj | Usager |
|-----------|-----------|-------------------------------|------------|--------|
| 1,212.51 | 1,237.50 | 49 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,237.51 | 1,262.50 | 50 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,262.51 | 1,287.50 | 51 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,287.51 | 1,312.50 | 52 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,312.51 | 1,337.50 | 53 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,337.51 | 1,362.50 | 54 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,362.51 | 1,387.50 | 55 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,387.51 | 1,412.50 | 56 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,412.51 | 1,437.50 | 57 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,437.51 | 1,462.50 | 58 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,462.51 | 1,487.50 | 59 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,487.51 | 1,512.50 | 60 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,512.51 | 1,537.50 | 61 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,537.51 | 1,562.50 | 62 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,562.51 | 1,587.50 | 63 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,587.51 | 1,612.50 | 64 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,612.51 | 1,637.50 | 65 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,637.51 | 1,662.50 | 66 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,662.51 | 1,687.50 | 67 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,687.51 | 1,712.50 | 68 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,712.51 | 1,737.50 | 69 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,737.51 | 1,762.50 | 70 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,762.51 | 1,787.50 | 71 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,787.51 | 1,812.50 | 72 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,812.51 | 1,837.50 | 73 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,837.51 | 1,862.50 | 74 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,862.51 | 1,887.50 | 75 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,887.51 | 1,912.50 | 76 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,912.51 | 1,937.50 | 77 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,937.51 | 1,962.50 | 78 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,962.51 | 1,987.50 | 79 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 1,987.51 | 2,012.50 | 80 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,012.51 | 2,037.50 | 81 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,037.51 | 2,062.50 | 82 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,062.51 | 2,087.50 | 83 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,087.51 | 2,112.50 | 84 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,112.51 | 2,137.50 | 85 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,137.51 | 2,162.50 | 86 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,162.51 | 2,187.50 | 87 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,187.51 | 2,212.50 | 88 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,212.51 | 2,237.50 | 89 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,237.51 | 2,262.50 | 90 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,262.51 | 2,287.50 | 91 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,287.51 | 2,312.50 | 92 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,312.51 | 2,337.50 | 93 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,337.51 | 2,362.50 | 94 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,362.51 | 2,387.50 | 95 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,387.51 | 2,412.50 | 96 | 10-03-1996 | dba4g1 |

LISTE EQUIVALENCES MONTANT DU/JOURS DE PRISON

En ordre de montant 1

| Montant 1 | Montant 2 | Equivalent en jours de prison | Date maj | Usager |
|-----------|-----------|-------------------------------|------------|--------|
| 2,412.51 | 2,437.50 | 97 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,437.51 | 2,462.50 | 98 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,462.51 | 2,487.50 | 99 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,487.51 | 2,512.50 | 100 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,512.51 | 2,537.50 | 101 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,537.51 | 2,562.50 | 102 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,562.51 | 2,587.50 | 103 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,587.51 | 2,612.50 | 104 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,612.51 | 2,637.50 | 105 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,637.51 | 2,662.50 | 106 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,662.51 | 2,687.50 | 107 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,687.51 | 2,712.50 | 108 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,712.51 | 2,737.50 | 109 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,737.51 | 2,762.50 | 110 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,762.51 | 2,787.50 | 111 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,787.51 | 2,812.50 | 112 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,812.51 | 2,837.50 | 113 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,837.51 | 2,862.50 | 114 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,862.51 | 2,887.50 | 115 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,887.51 | 2,912.50 | 116 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,912.51 | 2,937.50 | 117 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,937.51 | 2,962.50 | 118 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,962.51 | 2,987.50 | 119 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 2,987.51 | 3,012.50 | 120 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,012.51 | 3,037.50 | 121 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,037.51 | 3,062.50 | 122 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,062.51 | 3,087.50 | 123 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,087.51 | 3,112.50 | 124 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,112.51 | 3,137.50 | 125 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,137.51 | 3,162.50 | 126 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,162.51 | 3,187.50 | 127 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,187.51 | 3,212.50 | 128 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,212.51 | 3,237.50 | 129 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,237.51 | 3,262.50 | 130 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,262.51 | 3,287.50 | 131 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,287.51 | 3,312.50 | 132 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,312.51 | 3,337.50 | 133 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,337.51 | 3,362.50 | 134 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,362.51 | 3,387.50 | 135 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,387.51 | 3,412.50 | 136 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,412.51 | 3,437.50 | 137 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,437.51 | 3,462.50 | 138 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,462.51 | 3,487.50 | 139 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,487.51 | 3,512.50 | 140 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,512.51 | 3,537.50 | 141 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,537.51 | 3,562.50 | 142 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,562.51 | 3,587.50 | 143 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,587.51 | 3,612.50 | 144 | 10-03-1996 | dba4g1 |

LISTE EQUIVALENCES MONTANT DU/JOURS DE PRISON

En ordre de montant 1

| Montant 1 | Montant 2 | Equivalent en jours de prison | Date maj | Usager |
|-----------|-----------|-------------------------------|------------|--------|
| 3,612.51 | 3,637.50 | 145 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,637.51 | 3,662.50 | 146 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,662.51 | 3,687.50 | 147 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,687.51 | 3,712.50 | 148 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,712.51 | 3,737.50 | 149 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,737.51 | 3,762.50 | 150 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,762.51 | 3,787.50 | 151 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,787.51 | 3,812.50 | 152 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,812.51 | 3,837.50 | 153 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,837.51 | 3,862.50 | 154 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,862.51 | 3,887.50 | 155 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,887.51 | 3,912.50 | 156 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,912.51 | 3,937.50 | 157 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,937.51 | 3,962.50 | 158 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,962.51 | 3,987.50 | 159 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 3,987.51 | 4,012.50 | 160 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,012.51 | 4,037.50 | 161 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,037.51 | 4,062.50 | 162 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,062.51 | 4,087.50 | 163 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,087.51 | 4,112.50 | 164 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,112.51 | 4,137.50 | 165 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,137.51 | 4,162.50 | 166 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,162.51 | 4,187.50 | 167 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,187.51 | 4,212.50 | 168 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,212.51 | 4,237.50 | 169 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,237.51 | 4,262.50 | 170 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,262.51 | 4,287.50 | 171 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,287.51 | 4,312.50 | 172 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,312.51 | 4,337.50 | 173 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,337.51 | 4,362.50 | 174 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,362.51 | 4,387.50 | 175 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,387.51 | 4,412.50 | 176 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,412.51 | 4,437.50 | 177 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,437.51 | 4,462.50 | 178 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,462.51 | 4,487.50 | 179 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,487.51 | 4,512.50 | 180 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,512.51 | 4,537.50 | 181 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,537.51 | 4,562.50 | 182 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,562.51 | 4,587.50 | 183 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,587.51 | 4,612.50 | 184 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,612.51 | 4,637.50 | 185 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,637.51 | 4,662.50 | 186 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,662.51 | 4,687.50 | 187 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,687.51 | 4,712.50 | 188 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,712.51 | 4,737.50 | 189 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,737.51 | 4,762.50 | 190 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,762.51 | 4,787.50 | 191 | 10-03-1996 | dba4g1 |
| 4,787.51 | 4,812.50 | 192 | 10-03-1996 | dba4g1 |

En ordre de montant 1

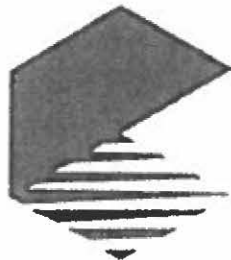
| Montant 1 | Montant 2 | Equivalent en jours de prison | Date maj | Usager |
|-----------|-----------|-------------------------------|------------|--------|
| 4.812.51 | 4.837.50 | 193 | 10-03-1996 | dba4gl |
| 4.837.51 | 4.862.50 | 194 | 10-03-1996 | dba4gl |
| 4.862.51 | 4.887.50 | 195 | 10-03-1996 | dba4gl |
| 4.887.51 | 4.912.50 | 196 | 10-03-1996 | dba4gl |
| 4.912.51 | 4.937.50 | 197 | 10-03-1996 | dba4gl |
| 4.937.51 | 4.962.50 | 198 | 10-03-1996 | dba4gl |
| 4.962.51 | 4.987.50 | 199 | 10-03-1996 | dba4gl |
| 4.987.51 | 5.012.50 | 200 | 10-03-1996 | dba4gl |

Réponse de la Cour municipale de **Châteauguay** Reçu le **1^{er} décembre 2017.**

[REDACTED]
De: [REDACTED] @ville.chateauguay.qc.ca>
Envoyé: 1 décembre 2017 10:33
À: [REDACTED]
Objet: Emprisonnement

Nous appliquons l'ancien tableau pour les jours de prison [REDACTED]

Châteauguay



Me [REDACTED]
Greffière
Division Cour municipale
Direction générale

Ville de Châteauguay
Édifice de la Cour municipale
265 boulevard D'Anjou, bureau 101
Châteauguay (Québec) J6J 5J9

Téléphone : 450.698.3245
Télécopieur : 450.698.3259
<http://www.ville.chateauguay.qc.ca>

NOTE: Ce courriel est destiné exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peut contenir de l'information privilégiée, confidentielle et/ou dispensée de divulgation aux termes des lois applicables. Tout autre lecteur est prié de noter qu'il est strictement interdit d'en divulguer le contenu, de le distribuer, copier ou utiliser. Toute personne à qui il parvient par mégarde est priée de l'effacer et de nous en avertir par téléphone 450 698 3245.

NOTE: This e-mail message is intended only for the named recipient(s) above and may contain information that is privileged, confidential and/or exempt from disclosure under applicable law. Any other party is put on notice that unauthorized disclosure, distribution, copying or use of this information is strictly prohibited. If you receive it in error, please delete this e-mail message and advise us immediately by telephone 450 698 3245.

Val d'Or, le 16 novembre 2017

À la personne responsable de la cour municipale

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (CERP) s'intéresse à la question de l'emprisonnement pour non-paiement des amendes et frais pour les infractions municipales. Nous aimerions obtenir les renseignements suivants :

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette? NON
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée? 25\$ par jour
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous? Aucune variante depuis 1996. La décision n'a rien changé à la façon de faire.

Personne contact à la commission Viens pour des renseignements additionnels si nécessaire :

Me Paul Crépeau, procureur


Réponse de la Cour municipale de **Dolbeau-Mistassini** Reçu le **18 décembre 2017.**

[REDACTED]
De: [REDACTED] <[REDACTED]@ville.dolbeau-mistassini.qc.ca>
Envoyé: 18 décembre 2017 16:19
À: [REDACTED]
Objet: montant dû jours de prison

Bonjour, pour répondre à votre demande, ici à la cour municipale commune de Dolbeau-Mistassini, nous utilisons encore le 25\$ par jour de détention.

Espérant le tout à votre satisfaction,

[REDACTED]
Greffière, Perceptrice et Juge de Paix
Cour municipale commune de la ville de Dolbeau-Mistassini
1100, boul. Wallberg
Dolbeau-Mistassini, QC
G8L 1G7
418-276-0160 [REDACTED]
418-276-8312 fax



Réponse de la Cour municipale de **Donnacona** Reçu le **5 décembre 2017.**

[REDACTED]
De: [REDACTED]@Villededonnacona.com>
Envoyé: 5 décembre 2017 15:38
À: [REDACTED]
Objet: Commission Viens

Bonjour,

Voici les renseignements demandés :

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette? Il n'y a pas vraiment de directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit à notre cour municipale.
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée? 3 mandats d'emprisonnement ont été accordés depuis que notre juge est en poste et ceux-ci date de 2015. Il s'est servi du ratio indiqué dans la demande soit ce qui était indiqué à notre système informatique ex : en matière pénale 0.01\$ à 37.50\$ 1 jour, 37.51\$ à 62.50\$ 2 jours etc...)
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision Manège c. Girard, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous? Non la façon de faire ne semble pas avoir varié dans le temps entre 2001 et 2017 mais il est à noter qu'aucun mandat n'a été émis depuis 2015.

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à nous contacter.

Bonne fin de journée.

[REDACTED]
Greffière
Cour municipale de Donnacona
138, avenue Pleau
Donnacona (Québec) G3M 1A1
Téléphone : (418) 285-0110 [REDACTED]
Télécopieur : (418) 285-0020
Courriel [REDACTED]@villededonnacona.com



**VILLE DE
DONNACONA**

Réponse de la Cour municipale de **Drummondville** Reçu le **18 décembre 2017.**

[REDACTED]
[REDACTED]@ville.drummondville.qc.ca>
Envoyé: 18 décembre 2017 16:39
À: [REDACTED]
Objet: Votre sondage - CERP

Bonjour,

À votre question no 1, nous n'avons pas de directive ou politique mais si nous voulons émettre un mandat d'emprisonnement pour nos règlements municipaux, il faut avoir démontré que tout a été fait et la D.I.P.E. doit absolument être signifiée, sinon, la requête sera rayée. Il est très rare qu'il y a des demandes pour emprisonnement depuis 2012. Les requêtes ont toutes été rayées, faute de signification.

No 2. Nous utilisons un montant équivalent à 25 \$ - 1 journée.

No 3 . À ma souvenance, nous avons émis que quelques D.I.P.E. avec le juge suppléant et que les quelques unes avec la juge en titre depuis 2012 ont été rayées.

Ce n'est pas une forme "habituelle" à la cour actuellement d'émettre des D.I.P.E.

Espérant le tout utile,

[REDACTED]
Greffière adjointe - Cour municipale

819 478-6556

415, rue Lindsay, C.P. 398, Drummondville (Québec) J2B 6W3



Réponse de la Cour municipale de **Gatineau** Reçu le **6 décembre 2017.**

[REDACTED]
[REDACTED] @gatineau.ca>
Envoyé: 6 décembre 2017 16:21
À: [REDACTED]
Objet: réponse suivant le sondage DIPE


Bonjour madame [REDACTED]

Après lecture du document de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (CERP), voici nos réponses;

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amende et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette? Non
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette ratios habituellement utilisée? Aucun ratio fixe mais utilise une fourchette de ratios suivants : (amende et frais) **** La discrétion du juge prime néanmoins selon les dossiers.
0-79\$ = 0 jour
80 à 159\$ = 1 jour
160 à 239\$ = 2 jours
240 à 319\$ = 3 jours
320 à 399\$ = 4 jours
400 à 479\$ = 5 jours
480 et +\$ = 6 jours
le tout consécutif si plus d'un dossier.
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? Elle a changé lorsque la table d'équivalence a été retiré. La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 –t-elle changé la façon de faire chez vous? Non

En espérant que cela réponde à vos questions.

Cordialement,

| | |
|---|--|
|  Ville de Gatineau www.gatineau.ca [REDACTED] Greffière Cour municipale | 25, rue Laurier, 6 ^e étage - Adresse postale : C. P. 1970, succ. Hull Gatineau (Québec) J8X 3Y9 Téléphone : 819 243-2345, [REDACTED] Télécopieur : 819 595-7280 [REDACTED]@gatineau.ca |
|---|--|

MISE EN GARDE CONCERNANT LA CONFIDENTIALITÉ – La présente communication est confidentielle. Si vous n'êtes pas le destinataire visé ou son mandataire chargé de lui transmettre cette communication, vous êtes par la présente informé qu'il est expressément interdit d'en dévoiler la teneur, de la copier, de la distribuer ou de prendre quelque mesure fondée sur l'information qui y est contenue. Si vous avez reçu cette communication par erreur, veuillez nous en informer immédiatement par téléphone ou par courriel et détruire l'original, sans tirer ni conserver de copie.

Réponse de la Cour municipale de **Granby** Reçu le **19 décembre 2017.**

[REDACTED]
e: [REDACTED]<[REDACTED]@granby.ca>
envoyé: 19 décembre 2017 11:31
À: [REDACTED]
Objet: RE: Suite AGCMQ (Commission Viens)

Catégories: à faire

Bonjour Mme [REDACTED]

Pour votre information, depuis l'envoi du courriel ci-bas, notre Juge a décidé de modifier sa façon de faire.

Nous lui proposons maintenant un nombre de jours basé sur le calcul prévu au Code criminel (8 x salaire min).

N'hésitez pas à me faire signe si vous avez des questions !

Bonne journée !

Granby

[REDACTED]
Chef de division Cour municipale et
Administration des Services Juridiques

735 Dufferin
Granby (Québec) J2H 2H5

Téléphone: (450) 776-8391
Télécopie: (450) 776-8342
[REDACTED]@granby.ca

De : [REDACTED]
Envoyé : 29 novembre 2017 15:51
À : [REDACTED]@cerp.gouv.qc.ca [REDACTED]
Objet : Suite AGCMQ (Commission Viens)

Bonjour Mme [REDACTED]

Le présent courriel fait suite à la demande de Me Paul Crépeau relativement à la Commission Viens.

À noter que j'agis comme Greffière pour la Cour municipale de Granby depuis 2013 et donc, je ne peux me prononcer sur ce qui se passait auparavant. De plus, depuis ma nomination, nous ne traitons les demandes d'imposition de peine d'emprisonnement que depuis décembre 2014.

Ces précisions étant faites, voici donc les réponses aux questions posées et ce, dans le même ordre que celles-ci :

1. Un nombre de jours d'emprisonnement basé sur l'ancienne table d'équivalence du CPP est suggéré au Juge, lequel a ensuite discrétion pour accepter ou non le nombre proposé;
2. N/A
3. Notre façon de faire n'a pas changée depuis que nous avons débuté cette procédure, soit depuis décembre 2014.

Bonne fin de journée !

Granby Me [REDACTED] L.B.
Chef de division Cour municipale et
Administration des Services Juridiques
735 Dufferin
Granby (Québec) J2H 2H5
Téléphone: (450) 776-8391
Télécopie: (450) 776 8342
[REDACTED]@granby.ca

[REDACTED]
De: [REDACTED]<[REDACTED]@granby.ca>
Envoyé: 29 novembre 2017 15:51
À: [REDACTED]
Objet: Suite AGCMQ (Commission Viens)
Pièces jointes: [REDACTED]

Bonjour [REDACTED]

Le présent courriel fait suite à la demande de Me Paul Crépeau relativement à la Commission Viens.

À noter que j'agis comme Greffière pour la Cour municipale de Granby depuis 2013 et donc, je ne peux me prononcer sur ce qui se passait auparavant. De plus, depuis ma nomination, nous ne traitons les demandes d'imposition de peine d'emprisonnement que depuis décembre 2014.

Ces précisions étant faites, voici donc les réponses aux questions posées et ce, dans le même ordre que celles-ci :

1. Un nombre de jours d'emprisonnement basé sur l'ancienne table d'équivalence du CPP est suggéré au Juge, lequel a ensuite discrétion pour accepter ou non le nombre proposé;
2. N/A
3. Notre façon de faire n'a pas changée depuis que nous avons débuté cette procédure, soit depuis décembre 2014.

Bonne fin de journée !

Granby [REDACTED] LL.B.
Chef de division Cour municipale et
Administration des Services Juridiques
735 Dufferin
Granby (Québec) J2H 2H5
Téléphone: (450) 776-8391
Télécopie: (450) 776-8342
[REDACTED]@granby.ca

Réponse de la Cour municipale de la **MRC d'Antoine-Labelle** Reçue le **12 décembre 2017.**



MRC
d'Antoine-Labelle
COUR MUNICIPALE

Par courrier électronique

Mont-Laurier, le 12 décembre 2017

Me Paul Crépeau, procureur
a/s de [REDACTED]
Commission d'enquête sur les relations
entre les Autochtones et certains services publics
600, avenue Centrale
Val-d'Or (Qc) J9P 1P8

OBJET : Informations demandées

Me Crépeau,

En regard de votre correspondance du 16 novembre 2017 que nous avons reçue via l'Association des Greffiers de Cours Municipales du Québec, voici les renseignements demandés, à savoir :

Il n'existe pas, à l'heure actuelle, de directive, politique ou pratique de quelque forme que ce soit de notre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire en emprisonnement ;

À cet effet, en date de ce jour, aucun défendeur ayant un dossier à la cour municipale n'a fait l'objet d'un emprisonnement ;

Pour toute question, nous vous invitons à communiquer avec la soussignée.

Espérant le tout conforme, veuillez recevoir, Me Crépeau, nos salutations distinguées.

[REDACTED]
[REDACTED] greffière
Cour Municipale MRC d'Antoine-Labelle

[REDACTED]

De: Cour Municipale MRCAL <courmunicipale@mrc-antoine-labelle.qc.ca>
Envoyé: 13 décembre 2017 08:45
À: [REDACTED]
Cc: Cour Municipale MRCAL
Objet: Demande de renseignements
Pièces jointes: Lettre à Me Paul Crépeau - 2017-12-12 Commission d'enquête sur les relations entre les autochtones et certains services publics.pdf

Bonjour Madame [REDACTED]

Vous trouverez ci-joint une lettre adressée à Me Paul Crépeau en regard d'une demande de renseignements.

Sincères salutations,

[REDACTED]
Greffière de la cour municipale et
percepteur des amendes [REDACTED]



MRC
d'Antoine-Labelle

100, rue du Pont, Mont-Laurier (Québec) J9L 2R6
TEL : 819 623-3485
TÉLÉC : 819 623 5052
VISITEZ-NOUS : www.mrc-antoine-labelle.qc.ca

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ : Ce courriel et ses pièces jointes sont confidentiels et réservés à l'usage de leur destinataire. Si vous avez reçu ce message par erreur, veuillez le supprimer sans délai et en aviser l'expéditeur.

Réponse de la Cour municipale de **MRC de La Mitis** Reçu le **30 novembre 2017.**

[REDACTED]
De: [REDACTED]@mitis.qc.ca>
Envoyé: 30 novembre 2017 10:37
À: [REDACTED]
Objet: Réf. : CERP

Bonjour,

EN réponse à votre demande de renseignements concernant la question de l'emprisonnement pour non-paiement des amendes et frais pour les infractions municipales, je désire vous informer que notre cour est ouverte depuis 2010 et nous n'avons jamais incarcéré un défendeur pour amendes non-payées jusqu'à présent.

En espérant le tout conforme,

bonne journée



[REDACTED]
GREFFIÈRE DE LA COUR MUNICIPALE

418 775-8445 [REDACTED]
Joignez nos médias sociaux!

Réponse de la Cour municipale de **MRC de Lotbinière** Reçu le **16 novembre 2017.**

Val d'Or, le 16 novembre 2017

À la personne responsable de la cour municipale

Cour municipale commune MRC de Lotbinière

Madame [REDACTED] greffière

372, rue St-Joseph, bureau 4

Laurier-Station QC G0S 1N0 418-728-2787

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (CERP) s'intéresse à la question de l'emprisonnement pour non-paiement des amendes et frais pour les infractions municipales. Nous aimerions obtenir les renseignements suivants :

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette?

Cour municipale commune MRC de Lotbinière : NON pas de directive du juge. Au moment présent l'émission de Mandant d'emprisonnement pour non paiement d'amende est émis seulement sur les infractions à un règlement municipale, tel qu'indique le code de procédure pénale.

2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée?

Cour municipale commune MRC de Lotbinière : APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous?

Cour municipale commune MRC de Lotbinière : NON

Personne contact à la commission Viens pour des renseignements additionnels si nécessaire :

Me Paul Crépeau, procureur
[REDACTED]

[REDACTED]
e: [REDACTED]@mrclotbiniere.org>
Envoyé: 29 novembre 2017 12:36
À: [REDACTED]
Cc: [REDACTED]
Objet: TR: IMPORTANT - À REMPLIR
Pièces jointes: 2015qcca1128.pdf; Commission Viens VS MRC de Lotbinière.pdf

Bonjour,

Le présent message est pour faire suivre à votre demande, suivant le message ici-bas. Joint avec le présent message réponse pour la commission viens.

Espérant le tout à votre satisfaction. Une agréable journée.

c.c. Monsieur [REDACTED] directeur général, MRC de Lotbinière.

Greffière et percepteur des amendes



cour municipale commune MRC de Lotbinière

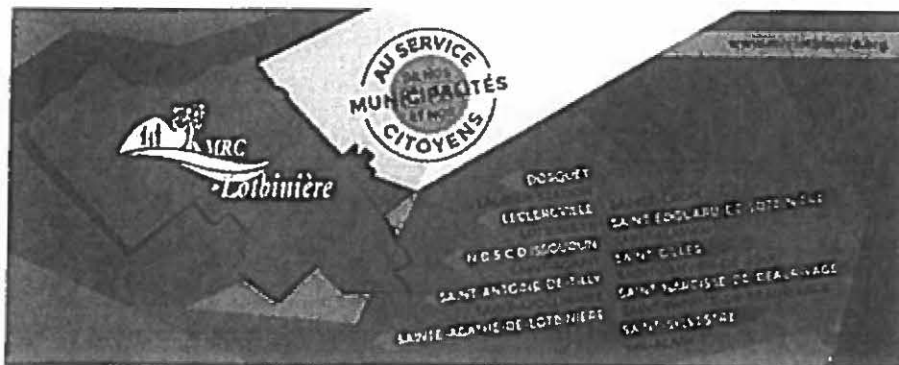
372, rue St-Joseph, bureau 4

Laurier-Station (Québec) G0S 1N0

✉ [REDACTED]@mrclotbiniere.org

✉ cour.municipale@mrclotbiniere.org

☎ 418.728-2787 - ☎ 418.728-2501 télécopieur



ON N'A PAS FINI DE VOUS SURPRENDRE!

e : AGCMQ-info@agcmq.qc.ca [mailto:AGCMQ-info@agcmq.qc.ca]
Envoyé : 29 novembre 2017 11:58
À : [REDACTED]@mrclotbiniere.org
Objet : IMPORTANT - À REMPLIR

IMPORTANT - À REMPLIR

Bonjour,

Vous trouverez en pièce jointe, un petit questionnaire qui vous est transmis, à la demande de la *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services*

publics au Québec : éconômie, réconciliation et progrès.

La Commission demande l'aide des greffiers de cours municipales afin que nous puissions apporter des données nécessaires à l'exécution, dans le cadre de leur mandat qui porte entre autres sur les relations entre les citoyens (dont les Autochtones) et les services de justice.

Nous vous demandons d'acheminer toutes les réponses à *ariadne.martel@cour.gc.ca* qui s'occupe de la collecte de l'information sur le sujet. Si vous avez des questions, vous pouvez vous adresser à Me Paul Crépeau au 819-550-4713, qui sera la personne ressource sur le sujet.

De plus, vos réponses doivent être transmises le plus rapidement possible et idéalement d'ici vendredi le 8 décembre.

Il est important d'y répondre afin de démontrer notre collaboration puisqu'il existe de larges écarts entre les taux utilisées d'une cour à l'autre. Toutefois, l'Association s'est permise de souligner que l'imposition de la peine relève de la discrétion des juges.

En conclusion, il ne faut pas y voir un blâme quelconque mais une constatation du manque d'uniformité ou d'un vide juridique depuis l'abrogation de la table d'équivalence du code de procédure pénale en 1995.

Vous remerciant à l'avance de votre habituelle collaboration,

Le C.A.

Commission Vieux



Garanti sans virus. www.avast.com

COUR D'APPEL

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
GREFFE DE QUÉBEC

N°: 200-10-003140-154
(200-36-002190-155)

PROCÈS-VERBAL D'AUDIENCE

DATE : 19 juin 2015

CORAM : LES HONORABLES LORNE GIROUX, J.C.A. (JG1983)
DOMINIQUE BÉLANGER, J.C.A. (JB1988)
CLAUDE C. GAGNON, J.C.A. (JG1843)

| PARTIE APPELANTE | AVOCAT |
|-------------------------------------|---|
| JEAN-PIERRE MANÈGE | Me ENRICO THÉBERGE (AT9154) (Dumas, Gagné) |
| PARTIE INTIMÉE | AVOCAT |
| BRIGITTE GIRARD, <i>ès qualités</i> | Me JEAN-FRANÇOIS PARÉ (AJ4595) (Chamberland, Gagnon) |
| PARTIES MISES EN CAUSE | AVOCAT |
| PAULIN CLOUTIER | |
| VILLE DE QUÉBEC | Me STEVE MARQUIS (AM0343) (Giasson & Associés) |

En appel d'un jugement rendu le 24 avril 2015 par l'honorable Manon Lavoie de la Cour supérieure, district de Québec.

NATURE DE L'APPEL : Habeas corpus

Greffière : Marianik Faille (TF0891)

Salle : 4.33

AUDITION

9 h 34 La Cour s'adresse à Me Marquis;

9 h 35 Observations de Me Marquis;

Observations de la Cour;

Me Marquis poursuit;

9 h 48 Intervention de Me Paré;

Me Marquis poursuit;

9 h 52 Intervention de Me Paré;

Observations de la Cour;

Me Marquis poursuit;

9 h 57 Observations de Me Théberge;

10 h 02 Observations de Me Paré;

Observations de la Cour;

Me Paré poursuit;

10 h 24 Observations de Me Marquis;

Observations de la Cour;

Me Marquis poursuit;

10 h 38 Suspension;

10 h 55 Reprise;

Arrêt (début);

10 h 56 Intervention de Me Marquis;

10 h 57 Intervention de Me Théberge;

Observations de la Cour;

Me Théberge poursuit;

11 h 01 Suspension;

11 h 03 Reprise;

Observations de la Cour;

Arrêt (fin).

(s)

Greffière audicière

PAR LA COUR

ARRÊT

[1] L'appelant a interjeté appel d'un jugement de la Cour supérieure du district de Québec (l'honorable Manon Lavoie), prononcé le 24 avril 2015, refusant la délivrance d'un bref « *d'habeas corpus et certiorari ancillaire* ».

* * *

[2] L'appelant a été déclaré coupable, à la Cour municipale de Québec, de 27 contraventions à des règlements municipaux (flânerie, ivresse, désordre, injure à un agent de la paix, avoir satisfait un besoin naturel dans une rue) commises entre le 28 mars 2005 et le 21 septembre 2013 et a été condamné à payer une somme de 9 265,70 \$ (4 075 \$ d'amendes et 5 190,70 \$ de frais).

[3] En septembre 2014, il n'avait effectué aucun versement sur les sommes dues et la perceptrice des amendes à la Ville de Québec a vainement tenté de lui signifier par huissier une requête pour qu'un juge lui impose, en raison de son défaut, une période d'emprisonnement conformément à l'article 347 *C.p.p.*

[4] Ne lui connaissant aucune adresse et étant sans nouvelles de lui, la perceptrice présenta sa demande à un juge de la Cour municipale qui accepta de l'entendre en l'absence de l'appelant.

[5] Elle fit alors valoir les démarches entreprises sans succès depuis 2006 pour percevoir les sommes dues et suggéra, pour chacun des constats d'infractions, des périodes variant de 13 à 17 jours d'emprisonnement (soit environ 1 jour de détention pour chaque tranche de 25 \$ due). Toutes ces périodes sont consécutives entre elles, tel que l'exige l'article 351 *C.p.p.*, pour un total de 372 jours de détention.

[6] Comme le démontre la transcription de l'audience, le juge de la Cour municipale fit droit à la suggestion telle que formulée par la perceptrice sans questionner ou pondérer le ratio d'équivalence entre les sommes dues et la durée de l'emprisonnement suggéré et sans analyser l'effet global d'autant de périodes de détention consécutives. Les motifs prononcés séance tenante en font la démonstration :

Alors vu les efforts raisonnables de la perception pour signifier les demandes d'imposition au défendeur;

Vu la connaissance par le défendeur du fait qu'il a des amendes impayées à la Cour, parce qu'il a pris des ententes pour régler ces amendes;

Vu l'absence de résidence connue, alors ces motifs justifient la dispense;

Vu le défaut du défendeur de satisfaire les diverses condamnations prononcées contre lui au fil des années depuis deux mille cinq (2005);

Vu son défaut de respecter ses ententes de paiement;

Vu l'absence d'explication des raisons qui empêcheraient le Tribunal de prononcer une peine d'emprisonnement à défaut;

Dans les circonstances les peines réclamées sont prononcées, il s'agit toutes d'emprisonnement consécutif.

[Nos soulignés]

[7] La *Loi des poursuites sommaires*¹ qu'a abrogé et remplacé le *Code de procédure pénale du Québec*² comprenait en annexe une table d'équivalence entre la somme due et la durée de l'emprisonnement en cas de défaut de paiement (tranche de 1 \$ à 5 000 \$ - 1 jour/25 \$ - tranche de 5 001 \$ à 10 000 \$ - 1 jour/50 \$). L'annexe a été transportée intégralement dans le *Code de procédure pénale* en 1990, mais est disparue lors des amendements de 1995³. Calculé selon ce procédé, celui qui devait 9 265,70 \$ purgeait 288 jours pour acquitter sa dette.

[8] Depuis lors, il relève du pouvoir discrétionnaire du juge saisi de la demande d'émission de mandats d'emprisonnement de déterminer, comme mesure de dernier recours, la période de détention appropriée en cas de défaut de paiement pour toutes les infractions régies par le *Code de procédure pénale*.

[9] Soulignons au passage que les périodes d'emprisonnement pour défaut de paiement imposées sous l'empire du *Code criminel* sont déterminées, tant pour les actes criminels que pour les infractions poursuivables sur déclaration sommaire de culpabilité, en fonction d'une formule mathématique fort simple que prévoit l'article 734(5) *C.cr.* (huit heures x salaire minimum équivaut à un jour de prison). Calculé selon cette méthode, celui qui doit 9 265,70 \$ devrait purger 109 jours de prison pour acquitter sa dette.

[10] Dans sa requête introductive d'instance, appuyée de sa déclaration assermentée, l'appelant soulevait, au soutien de l'argument d'illégalité de sa privation de liberté, des motifs essentiellement liés à des manquements à l'équité procédurale et à l'abdication par le juge de sa discrétion judiciaire au bénéfice de l'administration et à son détriment :

9.1 L'article 346 du *Code de procédure pénale* précise qu'un mandat d'incarcération pour défaut de paiement de sommes dues peut être émis en l'absence du défendeur même si un avis n'a pu lui être signifié en raison des efforts raisonnables faits de la part du poursuivant pour l'en aviser;

¹ RLRQ, c. P-15.

² *Code de procédure pénale du Québec*, RLRQ, c. C.25.1.

³ L.Q. (1995) C. 51, art. 48.

9.2 Cette mesure législative est une mesure de dernier recours et elle ne doit être imposée que lorsque le juge a fait un examen attentif de l'ensemble du processus de perception depuis l'imposition de l'amende jusqu'à la demande d'emprisonnement pour non-paiement de cette amende et qu'il ait la conviction que c'est le seul moyen utile pour la percevoir;

9.3 Vu que la représentante de la Ville de Québec n'a indiqué le 15 octobre 2014 devant monsieur le juge Cloutier qu'elle était sans nouvelles du requérant et sans qu'elle ajoute d'autre explication, elle n'a pas fait une preuve suffisante devant monsieur le juge Cloutier, j.c.m.q., pour démontrer les efforts raisonnables qui auraient été effectués pour aviser le requérant de l'audition qui devait être tenue à cette date pour demander l'émission d'un mandat d'incarcération contre lui en raison de son défaut de ne pas payer les amendes imposées contre lui dans les dossiers amenés devant l'intimé;

9.4 L'emprisonnement ordonné suite à ces représentations laconiques a été imposé illégalement;

9.5 A fortiori, monsieur le juge Cloutier, j.c.m.q., a imposé une période d'incarcération qui ne se base que sur le calcul de cette période selon la suggestion de la représentante de la Ville;

9.6 Monsieur le juge Cloutier, j.c.m.q., a ainsi abandonné un pouvoir discrétionnaire qui lui est attribué, il n'a guère pris en considération la situation du requérant, ni l'impact disproportionné de l'effet cumulatif des peines consécutives;

9.7 Il n'a même pas pris en compte, à tous les moins, du calcul de la durée de cette peine défini par le législateur fédéral au par. 734(5) du *Code criminel*;

[Références omises]

[11] Bien que le recours n'en était qu'à la première étape, la juge de la Cour supérieure a, en pratique, disposé du fond des questions soulevées.

[12] Or, la norme d'intervention à l'étape de la délivrance du bref est connue. Une fois que le requérant a établi sa privation de liberté et démontré un doute sur la légalité de cette détention, le bref est émis et l'affaire doit être entendue sur le fond. En d'autres termes, dès que le prisonnier avance, au moyen de sa requête et de sa déclaration assermentée, quelque fondement permettant de conclure *prima facie* à l'illégalité de sa détention, le bref est émis de plein droit⁴.

[13] Les auteurs René Dussault et Louis Borgeat⁵, de même que Pierre Lemieux⁶, vont même jusqu'à qualifier cette étape de formalité au cours de laquelle le prisonnier

⁴ *Mission institution c. Khela*, 2014 CSC 24, paragr. [41]; *Weiser c. Service correctionnel du Canada*, J.E. 99-1318 (C.S.), paragr. 57.

⁵ R. Dussault et L. Borgeat, *Traité de droit administratif*, 2^e éd., Tome III, Québec, PUL., 1989, p. 686.

⁶ P. Lemieux, « Habeas corpus en matière civile » dans D. Ferland et B. Emery éd., *Précis de procédure civile du Québec*, 4^e éd., Vol. 2, Éditions Yvon Blais, Cowansville, 2003, p. 731.

n'a qu'à établir, par sa requête et ses pièces, une cause *prima facie* de détention illégale.

[14] Le fardeau de l'appelant n'était donc pas, en l'espèce, très élevé. Or, ce dernier soulevait des questions qui méritaient d'être approfondies, mais qui n'ont fait l'objet que d'un examen superficiel en l'absence de la preuve pertinente.

[15] La juge a également conclu que l'appelant avait (1) laissé s'écouler quatre mois avant d'intenter son recours, (2) qu'un tel délai était déraisonnable, (3) que le retard était inexpliqué et (4) que le manque de diligence était fatal à son recours.

[16] Le chapitre 8 du *Code de procédure pénale du Québec*, intitulé « Recours extraordinaires et *habeas corpus* », prévoit à l'article 265 que « les articles 834 à 858 et 861 C.p.c. s'appliquent aux jugements et décisions rendus en vertu du présent Code ».

[17] Les recours extraordinaires doivent donc, conformément à l'article 835.1 C.p.c., être signifiés dans un délai raisonnable à partir de l'événement ou de la décision qui leur donne ouverture. Cet article fait partie des dispositions générales du Titre VI intitulé « De certains recours extraordinaires » qui regroupe le « quo warranto » (838 C.p.c.), le « mandamus » (844 C.p.c.) et la révision judiciaire (846 C.p.c.) et duquel est exclu « l'*habeas corpus* » que l'on retrouve plutôt au Titre VII intitulé « L'*habeas corpus* en matière civile ». Les dispositions applicables à ce recours exceptionnel ne l'assujettissent donc pas au délai prévu à 835.1 C.p.c., non plus qu'au délai de 30 jours énoncé à l'article 24 des Règles de procédure de la Cour supérieure du Québec, chambre criminelle.

[18] Et même si c'était le cas, ce que nous ne croyons pas, la juge a, en l'espèce, mal apprécié le délai et le manque de diligence de l'appelant.

[19] La juge retient à tort que ce dernier aurait dû se plaindre de sa détention illégale lorsqu'il a été conduit devant un juge de la Cour du Québec le 8 janvier 2015 pour plaider coupable à des infractions criminelles. En effet, l'eut-il fait que la Cour du Québec n'avait aucune compétence pour l'entendre et, le cas échéant, pour corriger la situation.

[20] Au surplus, lors de cette comparution, il a écopé de trois mois de détention dont il n'a pas contesté la légalité. Pendant qu'il purgeait cette peine (qui venait à échéance le 8 avril 2015), il ne pouvait donc requérir l'émission d'un bref d'*habeas corpus*. C'est d'ailleurs ce que semble avoir compris l'appelant puisqu'il a déposé sa requête dès le 9 avril suivant. Le délai (27 novembre 2014 au 8 janvier 2015) d'environ 40 jours ne serait en conséquence pas déraisonnable dans le cas d'un emprisonnement pour défaut de paiement prononcé en l'absence d'un individu qui, comme en l'espèce, est par la suite arrêté et incarcéré sans être conduit devant une Cour de justice.

[21] Les parties ont, au cours de l'audition en appel, informé la Cour que l'appelant avait récemment souscrit un engagement lui permettant d'être mis en liberté sous conditions jusqu'à la décision sur son pourvoi conformément au jugement de la juge Dutil prononcé le 25 mai 2015.

[22] La Cour a, en accueillant le pourvoi, ordonné à l'appelant de se constituer prisonnier au plus tard le 7 juillet 2015.

[23] N'eût été cette libération provisoire, la Cour aurait fait usage du pouvoir prévu à l'article 857 *C.p.c.* et aurait délivré immédiatement le bref d'*habeas corpus*.

[24] Toutefois, il n'est pas approprié de délivrer, à ce moment, le bref enjoignant à la procureure générale du Québec de conduire l'appelant devant un juge de la Cour supérieure du Québec et la Cour en suspend donc la délivrance jusqu'à ce que l'appelant se soit constitué prisonnier (au plus tard le 7 juillet 2015), à moins que l'appelant ne se soit d'ici là présenté devant la Cour supérieure pour que soit fixée la date d'une audition afin de déterminer si la privation de liberté est illégale et les conditions d'une éventuelle mise en liberté provisoire.

POUR CES MOTIFS, LA COUR :

[25] **ACCUEILLE** l'appel;

[26] **SUSPEND** la délivrance du bref d'*habeas corpus* jusqu'à ce que l'appelant se soit livré aux autorités ou au plus tard le 7 juillet 2015, à moins que d'ici là la Cour supérieure n'ait établi les modalités d'une mise en liberté provisoire;

[27] **RENVOIE** le dossier à la Cour supérieure pour qu'il soit procédé à l'enquête et à l'audition sur le fond;

[28] **ORDONNE** à l'appelant de se livrer aux autorités au plus tard le 7 juillet 2015;

[29] Avec les dépens en appel.

LORNE GIROUX, J.C.A.

DOMINIQUE BELANGER, J.C.A.

CLAUDE C. GAGNON, J.C.A.

Réponse de la Cour municipale de **Marguerite-D'Youville** Reçu le **29 novembre 2017.**

[REDACTED]
De: [REDACTED] <[REDACTED]@margueritedyouville.ca>
Envoyé: 29 novembre 2017 13:17
À: [REDACTED]
Objet: Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (CERP)

1. Non
 2. Aucun ratio fixe, les juges utilisent une grille que nous n'avons pas.
- Oui depuis 2016 nos juges jouent dans la fourchette de 25\$ à 100\$ / jour. Avant c'était toujours 25\$/jour.

[REDACTED]
Greffier
Cour municipale régionale de Marguerite-D'Youville
609, route Marie-Victorin
Verchères (Québec) J0L 2R0
Téléphone: 450 583-3435 [REDACTED]
Télécopieur: 450 583-6575
Ligne Montréal: 514 856-0877
[REDACTED]@margueritedyouville.ca



LA MRC DE MARGUERITE-D'YOUVILLE FAIT SA PART !

01 DÉCEMBRE 2018 BANNISSEMENT DES SACS DE PLASTIQUE

JE FAIS MA PART ET VOUS?

  | www.margueritedyouville.ca | #JeFaisMaPart

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ : Ce courriel est destiné exclusivement au(x) destinataire(s) ci-dessus et peut contenir de l'information privilégiée, confidentielle ou dispensée de divulgation aux termes des lois applicables. Tout autre lecteur est prié de noter qu'il est strictement interdit d'en divulguer le contenu, de le distribuer, de le copier ou l'utiliser. Toute personne à qu'il parvient par mégarde est prié de l'effacer et d'en avvertir l'expéditeur.

Réponse de la Cour municipale de **Matawinie** Reçu le **18 décembre 2017.**

[REDACTED]
De: [REDACTED]@matawinie.org>
Envoyé: 18 décembre 2017 16:16
À: [REDACTED]
Objet: Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services

Bonjour,

Nous ne compensons pas de paiement par des emprisonnements à notre Cour municipale.

Espérant le tout conforme, recevez nos respectueuses salutations.

[REDACTED]
Greffière et conseillère juridique
Secr.-trésorière et directrice générale adjointe
MRC de Matawinie
450-834-5441 [REDACTED]

Réponse de la Cour municipale de **Mékinac** Reçu le **29 novembre 2017.**

[REDACTED]
De: [REDACTED] @mrcmekinac.com>
Envoyé: 29 novembre 2017 13:17
À: [REDACTED]
Objet: CERP

Bonjour,

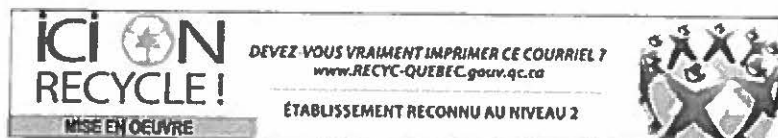
Pour faire suite à votre questionnement sur l'emprisonnement pour non-paiement des amendes et frais pour les infractions municipales, il appert qu'à notre Cour, il n'y a jamais eu de demande d'emprisonnement.

Nous ne pouvons donc élaborer sur le sujet, ni vous donner plus d'informations.

Cordialement,

[REDACTED]
Greffière Cour municipale commune


MRC Mékinac 560, rue Notre-Dame, Saint-Tite (Québec) G0X 3H0
Tél. : (418) 365-5151, [REDACTED] | Téléc. : (418) 365-7377
[REDACTED] @mrcmekinac.com | www.regionmekinac.com



Réponse de la Cour municipale de **Montcalm** Reçu le **5 décembre 2017.**

[REDACTED]
De: [REDACTED]@mrcmontcalm.com>
Envoyé: 5 décembre 2017 11:45
À: [REDACTED]
Objet: Réponse au questionnaire
Pièces jointes: Commission Viens_réponse.docx
Importance: Haute

Bonjour,

Suite à votre demande auprès de l'Association des greffiers de cours municipales, vous trouverez en pièce jointe les réponses pour la cour municipale de la MRC de Montcalm.

Bien à vous,



[REDACTED]
Greffière
Cour municipale de la MRC de Montcalm

450 831-2182, [REDACTED]
1 888 242-2412

450 831-4712

1530, rue Albert
Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0

Avis sur la confidentialité et avertissement relatif à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c.A-2.1). L'information transmise par ce courriel et les pièces qui y sont annexées sont de nature confidentielles, destinées à l'usage exclusif du destinataire identifié ci-dessus. Si vous n'êtes pas le destinataire convenu, vous êtes par la présente avisé qu'il est strictement interdit d'utiliser cette information, de la copier, de la distribuer ou la diffuser. Si cette communication vous a été transmise par erreur, veuillez la détruire et nous en aviser immédiatement par courriel.



Val d'Or, le 16 novembre 2017

À la personne responsable de la cour municipale

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (CERP) s'intéresse à la question de l'emprisonnement pour non-paiement des amendes et frais pour les infractions municipales. Nous aimerions obtenir les renseignements suivants :

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette? **NON**
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée? **25\$ par jour**
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous? **Aucune variante depuis 1996. La décision n'a rien changé à la façon de faire.**

Personne contact à la commission Viens pour des renseignements additionnels si nécessaire :

Me Paul Crépeau, procureur
819-550-4713

Réponse de la Cour municipale de **MRC des Collines-de-** **I'Outaouais** Reçu le **29 novembre 2017.**

[REDACTED]

De: [REDACTED]@mrcdescollines.com>
Envoyé: 29 novembre 2017 14:19
À: [REDACTED]
Cc: [REDACTED]
Objet: Emprisonnement

Bonjour,

Tel que demandé dans la lettre de Me Crépeau datée le 16 novembre dernier, il n'existe aucune directive, politique ou pratique pour établir le nombre de jours d'emprisonnement. Notre juge n'applique pas de ratio fixe.

Le percepteur d'amendes propose au juge le nombre de jours d'emprisonnement basé sur le même tableau d'équivalence qu'on retrouvait dans le Code de procédure pénale. Le juge entérine ou prononce une peine inférieure à celle proposée.

Malgré la discrétion du juge, depuis que je suis en poste, il n'a jamais prononcé une peine moindre que celle proposée par le percepteur d'amende.

[REDACTED]
Greffière de la Cour municipale
MRC des Collines-de-l'Outaouais
216, Chemin Old Chelsea, Chelsea (QC) J9B 1J4
Courriel : [REDACTED]@mrcdescollines.com
Téléphone : 819-827-0516 [REDACTED] Portail : www.mrcdescollinesdeloutaouais.qc.ca
Sans frais 1-800-387-4146 [REDACTED]



 Est-ce nécessaire d'imprimer ce message?

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce courriel et ses pièces jointes sont confidentiels et réservés à l'usage de leur destinataire.
Si vous avez reçu ce message par erreur, veuillez le supprimer sans délai et en aviser l'expéditeur.

Réponse de la Cour municipale de **MRC Côte-de-Beaupré** Reçu le 1^{er} décembre 2017.

[REDACTED]
e: [REDACTED] @mrccotedebeaupre.qc.ca>
Envoyé: 1 décembre 2017 10:35
À: [REDACTED]
Objet: Demande d'information

Bonjour,

En réponse à votre demande du 16 novembre 2017, vous trouverez ci-joint la réponse aux questions posées.

1. Il n'existe aucune politique écrite cependant, suite à une discussion avec notre juge municipal, ce dernier nous a demandé d'adopter le même principe établi en vertu du Code criminel (art. 734(5) du Code criminel. Nous avons donc établi un tableau d'équivalence à partir de ce principe et ajusté à chaque année selon le taux du salaire minimum.
2. Oui, nous utilisons le tableau établi selon le principe établi donc un ratio fixe. Depuis mai 2017, un jour de prison équivaut à 90,00\$(8h X 11.25\$).
3. Oui, car ce n'est qu'en 2015 que le juge nous a demandé d'appliquer le principe mentionné plus haut.

Espérant le tout conforme,

Salutations,

[REDACTED]
Greffière de la Cour municipale MRC Côte-de-Beaupré
3, de la Seigneurie
Château-Richer (Québec) G0A 1N0
Tél: (418) 824-3420 [REDACTED]
Télec: (418) 824-3917
Courriel: [REDACTED]@mrccotedebeaupre.qc.ca
www.mrccotedebeaupre.com



AVIS DE CONFIDENTIALITÉ : Le présent message et les pièces jointes qui l'accompagnent peuvent contenir des informations confidentielles ou privilégiées à l'attention exclusive des destinataires désignés. Si vous n'êtes pas l'un des destinataires désignés, soyez avisé que toute diffusion ou reproduction de ce message est interdite. Si vous avez reçu cette transmission par erreur, veuillez communiquer immédiatement avec l'expéditeur et détruire ce message et toute copie de celui-ci. Nous vous remercions de votre aimable collaboration.

CONFIDENTIALITY NOTICE: This message and any attachments that accompany it may contain confidential or privileged information for the exclusive attention of the intended recipients information. If you are not one of the intended recipients, please be advised that any dissemination or copying of this message is prohibited. If you have received this transmission in error, please immediately contact the sender and destroy this message and any copies thereof. Thank you for your cooperation.

Pensez à l'environnement. N'imprimez ce courriel que si vous en avez vraiment besoin. N'oubliez pas de le recycler.



Réponse de la Cour municipale de **MRC du Haut-Saint- Laurent** Reçu le **29 novembre 2017.**

[REDACTED]

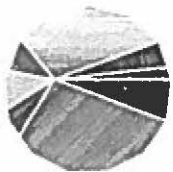
De: [REDACTED]@mrchsl.com>
Envoyé: 29 novembre 2017 14:00
À: [REDACTED]
Objet: Emprisonnement
Pièces jointes: Liste d'équivalence jours de prison.pdf

Bonjour,

Voici les réponses à vos questionnement concernant l'emprisonnement pour non-paiement des amendes et frais pour les infractions municipales.

1. À notre cour, le juge en titre ainsi que le juge suppléant permettent les calculs pour l'emprisonnement selon ce que notre système ACCEO nous donne, c'est-à-dire selon les calculs qui étaient fait lorsque la loi avait une table d'équivalence en 1995. Je vous transmets en pièces jointes ce tableau de calculs. Les juges ne m'ayant rien imposés, sont d'accord à ce que l'on utilise cette table d'équivalence.
2. Nous n'utilisons pas de ratio fixe imposé par un juge. Nous utilisons le tableau en pièce jointe.
3. Nous avons changé plusieurs fois de juge depuis 2001 avec la retraite du juge en titre, et tous les juges ayant siégés ici depuis on toujours utilisés cette table d'équivalence. Je l'apporte avec moi à la cour lorsqu'il y des demandes d'imposition de peine afin d'expliquer le calcul aux défendeurs concernés si tel est le cas.

N'hésitez pas à communiquer avec moi si vous avez des questions supplémentaires.



MRC du
HAUT-SAINT-LAURENT

10, rue King, bureau 400
Huntingdon (Québec)
J0S 1H0

téléphone 450-264-5422
télécopie 450-264-6885
www.mrchsl.com

[REDACTED]
Greffière à la cour municipale

[REDACTED]@mrchsl.com

LISTE EQUIVALENCES MONTANT DU/JOURS DE PRISON

En ordre de montant 1

| Montant 1 | Montant 2 | Equivalent en jours de prison | Date maj | Usager |
|-----------|-----------|-------------------------------|------------|--------|
| 0 01 | 37 50 | 1 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 37 51 | 62 50 | 2 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 62 51 | 87 50 | 3 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 87 51 | 112 50 | 4 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 112 51 | 137 50 | 5 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 137 51 | 162 50 | 6 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 162 51 | 187 50 | 7 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 187 51 | 212 50 | 8 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 212 51 | 237 50 | 9 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 237 51 | 262 50 | 10 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 262 51 | 287 50 | 11 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 287 51 | 312 50 | 12 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 312 51 | 337 50 | 13 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 337 51 | 362 50 | 14 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 362 51 | 387 50 | 15 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 387 51 | 412 50 | 16 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 412 51 | 437 50 | 17 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 437 51 | 462 50 | 18 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 462 51 | 487 50 | 19 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 487 51 | 512 50 | 20 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 512 51 | 537 50 | 21 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 537 51 | 562 50 | 22 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 562 51 | 587 50 | 23 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 587 51 | 612 50 | 24 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 612 51 | 637 50 | 25 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 637 51 | 662 50 | 26 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 662 51 | 687 50 | 27 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 687 51 | 712 50 | 28 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 712 51 | 737 50 | 29 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 737 51 | 762 50 | 30 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 762 51 | 787 50 | 31 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 787 51 | 812 50 | 32 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 812 51 | 837 50 | 33 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 837 51 | 862 50 | 34 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 862 51 | 887 50 | 35 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 887 51 | 912 50 | 36 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 912 51 | 937 50 | 37 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 937 51 | 962 50 | 38 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 962 51 | 987 50 | 39 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 987 51 | 1.012 50 | 40 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.012 51 | 1.037 50 | 41 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.037 51 | 1.062 50 | 42 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.062 51 | 1.087 50 | 43 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.087 51 | 1.112 50 | 44 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.112 51 | 1.137 50 | 45 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.137 51 | 1.162 50 | 46 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.162 51 | 1.187 50 | 47 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.187 51 | 1.212 50 | 48 | 1996-03-10 | dba4g1 |

LISTE EQUIVALENCES MONTANT DU/JOURS DE PRISON

En ordre de montant 1

| Montant 1 | Montant 2 | Equivalent en jours de prison | Date maj | Usager |
|-----------|-----------|-------------------------------|------------|--------|
| 1.212 51 | 1.237 50 | 49 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.237 51 | 1.262 50 | 50 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.262 51 | 1.287 50 | 51 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.287 51 | 1.312 50 | 52 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.312 51 | 1.337 50 | 53 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.337 51 | 1.362 50 | 54 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.362 51 | 1.387 50 | 55 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.387 51 | 1.412 50 | 56 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.412 51 | 1.437 50 | 57 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.437 51 | 1.462 50 | 58 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.462 51 | 1.487 50 | 59 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.487 51 | 1.512 50 | 60 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.512 51 | 1.537 50 | 61 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.537 51 | 1.562 50 | 62 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.562 51 | 1.587 50 | 63 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.587 51 | 1.612 50 | 64 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.612 51 | 1.637 50 | 65 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.637 51 | 1.662 50 | 66 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.662 51 | 1.687 50 | 67 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.687 51 | 1.712 50 | 68 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.712 51 | 1.737 50 | 69 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.737 51 | 1.762 50 | 70 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.762 51 | 1.787 50 | 71 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.787 51 | 1.812 50 | 72 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.812 51 | 1.837 50 | 73 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.837 51 | 1.862 50 | 74 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.862 51 | 1.887 50 | 75 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.887 51 | 1.912 50 | 76 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.912 51 | 1.937 50 | 77 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.937 51 | 1.962 50 | 78 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.962 51 | 1.987 50 | 79 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1.987 51 | 2.012 50 | 80 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.012 51 | 2.037 50 | 81 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.037 51 | 2.062 50 | 82 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.062 51 | 2.087 50 | 83 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.087 51 | 2.112 50 | 84 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.112 51 | 2.137 50 | 85 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.137 51 | 2.162 50 | 86 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.162 51 | 2.187 50 | 87 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.187 51 | 2.212 50 | 88 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.212 51 | 2.237 50 | 89 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.237 51 | 2.262 50 | 90 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.262 51 | 2.287 50 | 91 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.287 51 | 2.312 50 | 92 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.312 51 | 2.337 50 | 93 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.337 51 | 2.362 50 | 94 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.362 51 | 2.387 50 | 95 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.387 51 | 2.412 50 | 96 | 1996-03-10 | dba4g1 |

LISTE EQUIVALENCES MONTANT DU/JOURS DE PRISON

En ordre de montant 1

| Montant 1 | Montant 2 | Equivalent en jours de prison | Date maj | Usager |
|-----------|-----------|-------------------------------|------------|--------|
| 2.412.51 | 2.437.50 | 97 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.437.51 | 2.462.50 | 98 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.462.51 | 2.487.50 | 99 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.487.51 | 2.512.50 | 100 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.512.51 | 2.537.50 | 101 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.537.51 | 2.562.50 | 102 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.562.51 | 2.587.50 | 103 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.587.51 | 2.612.50 | 104 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.612.51 | 2.637.50 | 105 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.637.51 | 2.662.50 | 106 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.662.51 | 2.687.50 | 107 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.687.51 | 2.712.50 | 108 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.712.51 | 2.737.50 | 109 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.737.51 | 2.762.50 | 110 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.762.51 | 2.787.50 | 111 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.787.51 | 2.812.50 | 112 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.812.51 | 2.837.50 | 113 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.837.51 | 2.862.50 | 114 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.862.51 | 2.887.50 | 115 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.887.51 | 2.912.50 | 116 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.912.51 | 2.937.50 | 117 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.937.51 | 2.962.50 | 118 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.962.51 | 2.987.50 | 119 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 2.987.51 | 3.012.50 | 120 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.012.51 | 3.037.50 | 121 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.037.51 | 3.062.50 | 122 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.062.51 | 3.087.50 | 123 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.087.51 | 3.112.50 | 124 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.112.51 | 3.137.50 | 125 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.137.51 | 3.162.50 | 126 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.162.51 | 3.187.50 | 127 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.187.51 | 3.212.50 | 128 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.212.51 | 3.237.50 | 129 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.237.51 | 3.262.50 | 130 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.262.51 | 3.287.50 | 131 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.287.51 | 3.312.50 | 132 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.312.51 | 3.337.50 | 133 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.337.51 | 3.362.50 | 134 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.362.51 | 3.387.50 | 135 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.387.51 | 3.412.50 | 136 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.412.51 | 3.437.50 | 137 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.437.51 | 3.462.50 | 138 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.462.51 | 3.487.50 | 139 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.487.51 | 3.512.50 | 140 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.512.51 | 3.537.50 | 141 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.537.51 | 3.562.50 | 142 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.562.51 | 3.587.50 | 143 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.587.51 | 3.612.50 | 144 | 1996-03-10 | dba4g1 |

LISTE EQUIVALENCES MONTANT DU/JOURS DE PRISON

En ordre de montant 1

| Montant 1 | Montant 2 | Equivalent en jours de prison | Date maj | Usager |
|-----------|-----------|-------------------------------|------------|--------|
| 3.612 51 | 3.637 50 | 145 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.637 51 | 3.662 50 | 146 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.662 51 | 3.687 50 | 147 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.687 51 | 3.712 50 | 148 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.712 51 | 3.737 50 | 149 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.737 51 | 3.762 50 | 150 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.762 51 | 3.787 50 | 151 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.787 51 | 3.812 50 | 152 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.812 51 | 3.837 50 | 153 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.837 51 | 3.862 50 | 154 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.862 51 | 3.887 50 | 155 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.887 51 | 3.912 50 | 156 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.912 51 | 3.937 50 | 157 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.937 51 | 3.962 50 | 158 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.962 51 | 3.987 50 | 159 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 3.987 51 | 4.012 50 | 160 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.012 51 | 4.037 50 | 161 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.037 51 | 4.062 50 | 162 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.062 51 | 4.087 50 | 163 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.087 51 | 4.112 50 | 164 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.112 51 | 4.137 50 | 165 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.137 51 | 4.162 50 | 166 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.162 51 | 4.187 50 | 167 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.187 51 | 4.212 50 | 168 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.212 51 | 4.237 50 | 169 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.237 51 | 4.262 50 | 170 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.262 51 | 4.287 50 | 171 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.287 51 | 4.312 50 | 172 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.312 51 | 4.337 50 | 173 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.337 51 | 4.362 50 | 174 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.362 51 | 4.387 50 | 175 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.387 51 | 4.412 50 | 176 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.412 51 | 4.437 50 | 177 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.437 51 | 4.462 50 | 178 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.462 51 | 4.487 50 | 179 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.487 51 | 4.512 50 | 180 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.512 51 | 4.537 50 | 181 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.537 51 | 4.562 50 | 182 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.562 51 | 4.587 50 | 183 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.587 51 | 4.612 50 | 184 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.612 51 | 4.637 50 | 185 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.637 51 | 4.662 50 | 186 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.662 51 | 4.687 50 | 187 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.687 51 | 4.712 50 | 188 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.712 51 | 4.737 50 | 189 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.737 51 | 4.762 50 | 190 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.762 51 | 4.787 50 | 191 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4.787 51 | 4.812 50 | 192 | 1996-03-10 | dba4g1 |

LISTE EQUIVALENCES MONTANT DU/JOURS DE PRISON

En ordre de montant 1

| Montant 1 | Montant 2 | Equivalent en jours de prison | Date maj | Usager |
|-----------|-----------|-------------------------------|------------|--------|
| 4.812 51 | 4.837 50 | 193 | 1996-03-10 | dba4gl |
| 4.837 51 | 4.862 50 | 194 | 1996-03-10 | dba4gl |
| 4.862 51 | 4.887 50 | 195 | 1996-03-10 | dba4gl |
| 4.887 51 | 4.912 50 | 196 | 1996-03-10 | dba4gl |
| 4.912 51 | 4.937 50 | 197 | 1996-03-10 | dba4gl |
| 4.937 51 | 4.962 50 | 198 | 1996-03-10 | dba4gl |
| 4.962 51 | 4.987 50 | 199 | 1996-03-10 | dba4gl |
| 4.987 51 | 5.012 50 | 200 | 1996-03-10 | dba4gl |

Réponse de la Cour municipale de **MRC du Val-Saint-François** Reçu le **20 décembre 2017.**

[REDACTED]

De: [REDACTED] <[REDACTED]@cour.municipale@val-saint-francois.qc.ca>
Envoyé: 20 décembre 2017 08:28
À: [REDACTED]
Objet: Commission viens

Bonjour,
En suivi de votre courriel.

Pour la Cour municipale de la MRC du Val-Saint-François, le Juge applique le ratio 90\$/ jour.

Avant la décision Manège c. Girard, 2015 QCCA 1128, le Juge appliquait le 25\$ /jour.

Espérant le tout conforme à vos attentes, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée pour des informations supplémentaires.



[REDACTED]
Greffière

MRC du Val-Saint-François
Cour municipale
3, rue Greenlay Sud bureau 101
Windsor (Québec) J1S 2J1
819 845-2016
www.val-saint-francois.qc.ca

avis
Cette communication par courrier électronique est privée et destinée à l'usage exclusif du destinataire principal ainsi que des personnes dont les noms figurent en copie. Les renseignements contenus dans ce courriel sont confidentiels et peuvent faire l'objet du secret professionnel. Si vous n'êtes pas le destinataire prévu, vous êtes avisé, par les présentes, que toute utilisation de l'information, toute reproduction, tout transfert ou toute autre forme de diffusion de cette communication par quelque moyen que ce soit est interdit. Si vous n'êtes pas spécifiquement autorisé à recevoir ce courriel ou si vous croyez l'avoir reçu par erreur, veuillez le détruire et en aviser immédiatement l'expéditeur original. Nous respectons les demandes similaires qui touchent la confidentialité des communications par courrier électronique. Merci !

Notice

This email communication is private and intended for the sole use of the primary addressee and those individuals listed for copies in the original message. The information contained in this email is confidential and may be privileged. If you are not the intended recipient, you are hereby notified that the use of the information, any copying, forwarding or other dissemination or distribution of this communication by any means is prohibited. If you are not specifically authorized to receive this email or if you believe that you received it by error, please destroy this email and immediately notify the original sender. We honour similar requests relating to the privacy of email communications. Thank you !

Réponse de la Cour municipale de **Longueuil** Reçu le **20 décembre 2017.**

[REDACTED]

De: [REDACTED]@longueuil.quebec>
Envoyé: 20 décembre 2017 16:23
À: [REDACTED]
Cc: [REDACTED]
Objet: Commission Viens - Questionnaire
Pièces jointes: Commission Viens.docx; Tableau équivalence jours emprisonnement pénal.pdf

Bonjour,

Dans le cadre de la *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec*, un questionnaire a été transmis à [REDACTED] du Greffe de la Cour municipale de Longueuil.

À cet effet, vous trouverez ci-joint ledit questionnaire dûment complété de même que le tableau d'équivalence auquel une réponse au questionnaire fait référence.

En espérant le tout conforme.

Salutations,



[REDACTED]
Unité d'unité méthodologie et perception des amendes
Cour municipale de Longueuil
100, place Charles-Le Moyne, bureau 290
Longueuil (Québec) J4K 2T4

Téléphone 450 463-7100, [REDACTED]
Télécopieur 450 646-8897

longueuil.quebec    Imprimez seulement au besoin !

AVIS : Les renseignements contenus dans ce courriel sont destinés par son expéditeur à l'usage de la personne ou de l'organisation à qui ils sont adressés et peuvent constituer des renseignements confidentiels et protégés par la loi. Si vous avez reçu ce message par erreur, S.V.P., effacez-le de votre système sans le copier ou le faire suivre et avisez l'expéditeur de l'erreur par retour du courrier électronique ou par téléphone afin que nous puissions modifier nos dossiers.

Val d'Or, le 16 novembre 2017

À la personne responsable de la cour municipale

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (CERP) s'intéresse à la question de l'emprisonnement pour non-paiement des amendes et frais pour les infractions municipales. Nous aimerions obtenir les renseignements suivants :

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette?

Non.

2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée?

Le juge utilise habituellement le ratio correspondant à la liste des équivalences ci-jointe.

3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous?

Non.

Personne contact à la commission Viens pour des renseignements additionnels si nécessaire :

Me Paul Crépeau, procureur

En ordre de montant 1

| Montant 1 | Montant 2 | Equivalent en jours de prison | Date maj | Usager |
|-----------|-----------|-------------------------------|------------|--------|
| 0.01 | 37.50 | 1 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 37.51 | 62.50 | 2 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 62.51 | 87.50 | 3 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 87.51 | 112.50 | 4 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 112.51 | 137.50 | 5 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 137.51 | 162.50 | 6 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 162.51 | 187.50 | 7 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 187.51 | 212.50 | 8 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 212.51 | 237.50 | 9 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 237.51 | 262.50 | 10 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 262.51 | 287.50 | 11 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 287.51 | 312.50 | 12 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 312.51 | 337.50 | 13 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 337.51 | 362.50 | 14 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 362.51 | 387.50 | 15 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 387.51 | 412.50 | 16 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 412.51 | 437.50 | 17 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 437.51 | 462.50 | 18 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 462.51 | 487.50 | 19 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 487.51 | 512.50 | 20 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 512.51 | 537.50 | 21 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 537.51 | 562.50 | 22 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 562.51 | 587.50 | 23 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 587.51 | 612.50 | 24 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 612.51 | 637.50 | 25 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 637.51 | 662.50 | 26 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 662.51 | 687.50 | 27 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 687.51 | 712.50 | 28 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 712.51 | 737.50 | 29 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 737.51 | 762.50 | 30 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 762.51 | 787.50 | 31 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 787.51 | 812.50 | 32 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 812.51 | 837.50 | 33 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 837.51 | 862.50 | 34 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 862.51 | 887.50 | 35 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 887.51 | 912.50 | 36 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 912.51 | 937.50 | 37 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 937.51 | 962.50 | 38 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 962.51 | 987.50 | 39 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 987.51 | 1,012.50 | 40 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1,012.51 | 1,037.50 | 41 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1,037.51 | 1,062.50 | 42 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1,062.51 | 1,087.50 | 43 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1,087.51 | 1,112.50 | 44 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1,112.51 | 1,137.50 | 45 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1,137.51 | 1,162.50 | 46 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1,162.51 | 1,187.50 | 47 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 1,187.51 | 1,212.50 | 48 | 1996-03-10 | dba4g1 |

En ordre de montant 1

| Montant 1 | Montant 2 | Equivalent en jours de prison | Date maj | Usager |
|-----------|-----------|-------------------------------|------------|---------|
| 1,212.51 | 1,237.50 | 49 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,237.51 | 1,262.50 | 50 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,262.51 | 1,287.50 | 51 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,287.51 | 1,312.50 | 52 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,312.51 | 1,337.50 | 53 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,337.51 | 1,362.50 | 54 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,362.51 | 1,387.50 | 55 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,387.51 | 1,412.50 | 56 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,412.51 | 1,437.50 | 57 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,437.51 | 1,462.50 | 58 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,462.51 | 1,487.50 | 59 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,487.51 | 1,512.50 | 60 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,512.51 | 1,537.50 | 61 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,537.51 | 1,562.50 | 62 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,562.51 | 1,587.50 | 63 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,587.51 | 1,612.50 | 64 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,612.51 | 1,637.50 | 65 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,637.51 | 1,662.50 | 66 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,662.51 | 1,687.50 | 67 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,687.51 | 1,712.50 | 68 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,712.51 | 1,737.50 | 69 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,737.51 | 1,762.50 | 70 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,762.51 | 1,787.50 | 71 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,787.51 | 1,812.50 | 72 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,812.51 | 1,837.50 | 73 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,837.51 | 1,862.50 | 74 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,862.51 | 1,887.50 | 75 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,887.51 | 1,912.50 | 76 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,912.51 | 1,937.50 | 77 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,937.51 | 1,962.50 | 78 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,962.51 | 1,987.50 | 79 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 1,987.51 | 2,012.50 | 80 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 2,012.51 | 2,037.50 | 81 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 2,037.51 | 2,062.50 | 82 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 2,062.51 | 2,087.50 | 83 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 2,087.51 | 2,112.50 | 84 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 2,112.51 | 2,137.50 | 85 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 2,137.51 | 2,162.50 | 86 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 2,162.51 | 2,187.50 | 87 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 2,187.51 | 2,212.50 | 88 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 2,212.51 | 2,237.50 | 89 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 2,237.51 | 2,262.50 | 90 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 2,262.51 | 2,287.50 | 91 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 2,287.51 | 2,312.50 | 92 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 2,312.51 | 2,337.50 | 93 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 2,337.51 | 2,362.50 | 94 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 2,362.51 | 2,387.50 | 95 | 1996-03-10 | ciba4gl |
| 2,387.51 | 2,412.50 | 96 | 1996-03-10 | ciba4gl |

En ordre de montant 1

| Montant 1 | Montant 2 | Equivalent en jours de prison | Date maj | Usager |
|-----------|-----------|-------------------------------|------------|---------|
| 2,412.51 | 2,437.50 | 97 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,437.51 | 2,462.50 | 98 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,462.51 | 2,487.50 | 99 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,487.51 | 2,512.50 | 100 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,512.51 | 2,537.50 | 101 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,537.51 | 2,562.50 | 102 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,562.51 | 2,587.50 | 103 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,587.51 | 2,612.50 | 104 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,612.51 | 2,637.50 | 105 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,637.51 | 2,662.50 | 106 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,662.51 | 2,687.50 | 107 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,687.51 | 2,712.50 | 108 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,712.51 | 2,737.50 | 109 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,737.51 | 2,762.50 | 110 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,762.51 | 2,787.50 | 111 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,787.51 | 2,812.50 | 112 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,812.51 | 2,837.50 | 113 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,837.51 | 2,862.50 | 114 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,862.51 | 2,887.50 | 115 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,887.51 | 2,912.50 | 116 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,912.51 | 2,937.50 | 117 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,937.51 | 2,962.50 | 118 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,962.51 | 2,987.50 | 119 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 2,987.51 | 3,012.50 | 120 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,012.51 | 3,037.50 | 121 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,037.51 | 3,062.50 | 122 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,062.51 | 3,087.50 | 123 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,087.51 | 3,112.50 | 124 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,112.51 | 3,137.50 | 125 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,137.51 | 3,162.50 | 126 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,162.51 | 3,187.50 | 127 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,187.51 | 3,212.50 | 128 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,212.51 | 3,237.50 | 129 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,237.51 | 3,262.50 | 130 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,262.51 | 3,287.50 | 131 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,287.51 | 3,312.50 | 132 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,312.51 | 3,337.50 | 133 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,337.51 | 3,362.50 | 134 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,362.51 | 3,387.50 | 135 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,387.51 | 3,412.50 | 136 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,412.51 | 3,437.50 | 137 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,437.51 | 3,462.50 | 138 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,462.51 | 3,487.50 | 139 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,487.51 | 3,512.50 | 140 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,512.51 | 3,537.50 | 141 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,537.51 | 3,562.50 | 142 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,562.51 | 3,587.50 | 143 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,587.51 | 3,612.50 | 144 | 1996-03-10 | diba4gl |

En ordre de montant 1

| Montant 1 | Montant 2 | Equivalent en jours de prison | Date maj | Usager |
|-----------|-----------|-------------------------------|------------|---------|
| 3,612.51 | 3,637.50 | 145 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,637.51 | 3,662.50 | 146 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,662.51 | 3,687.50 | 147 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,687.51 | 3,712.50 | 148 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,712.51 | 3,737.50 | 149 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,737.51 | 3,762.50 | 150 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,762.51 | 3,787.50 | 151 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,787.51 | 3,812.50 | 152 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,812.51 | 3,837.50 | 153 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,837.51 | 3,862.50 | 154 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,862.51 | 3,887.50 | 155 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,887.51 | 3,912.50 | 156 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,912.51 | 3,937.50 | 157 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,937.51 | 3,962.50 | 158 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,962.51 | 3,987.50 | 159 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 3,987.51 | 4,012.50 | 160 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,012.51 | 4,037.50 | 161 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,037.51 | 4,062.50 | 162 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,062.51 | 4,087.50 | 163 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,087.51 | 4,112.50 | 164 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,112.51 | 4,137.50 | 165 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,137.51 | 4,162.50 | 166 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,162.51 | 4,187.50 | 167 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,187.51 | 4,212.50 | 168 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,212.51 | 4,237.50 | 169 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,237.51 | 4,262.50 | 170 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,262.51 | 4,287.50 | 171 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,287.51 | 4,312.50 | 172 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,312.51 | 4,337.50 | 173 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,337.51 | 4,362.50 | 174 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,362.51 | 4,387.50 | 175 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,387.51 | 4,412.50 | 176 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,412.51 | 4,437.50 | 177 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,437.51 | 4,462.50 | 178 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,462.51 | 4,487.50 | 179 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,487.51 | 4,512.50 | 180 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,512.51 | 4,537.50 | 181 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,537.51 | 4,562.50 | 182 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,562.51 | 4,587.50 | 183 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,587.51 | 4,612.50 | 184 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,612.51 | 4,637.50 | 185 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,637.51 | 4,662.50 | 186 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,662.51 | 4,687.50 | 187 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,687.51 | 4,712.50 | 188 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,712.51 | 4,737.50 | 189 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,737.51 | 4,762.50 | 190 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,762.51 | 4,787.50 | 191 | 1996-03-10 | diba4gl |
| 4,787.51 | 4,812.50 | 192 | 1996-03-10 | diba4gl |

LISTE EQUIVALENCES MONTANT DU/JOURS DE PRISON

En ordre de montant 1

| Montant 1 | Montant 2 | Equivalent en jours de prison | Date maj | Usager |
|-----------|-----------|-------------------------------|------------|--------|
| 4,812.51 | 4,837.50 | 193 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4,837.51 | 4,862.50 | 194 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4,862.51 | 4,887.50 | 195 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4,887.51 | 4,912.50 | 196 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4,912.51 | 4,937.50 | 197 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4,937.51 | 4,962.50 | 198 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4,962.51 | 4,987.50 | 199 | 1996-03-10 | dba4g1 |
| 4,987.51 | 5,012.50 | 200 | 1996-03-10 | dba4g1 |

LISTE EQUIVALENCES MONTANT DU/JOURS DE PRISON

En ordre de montant 1

| Montant 1 | Montant 2 | Equivalent en jours de prison | Date maj | Usager |
|-----------|-----------|-------------------------------|----------|--------|
|-----------|-----------|-------------------------------|----------|--------|

CRITERES DE SELECTION POUR CE RAPPORT:

Tous les éléments ont été sélectionnés
Nom de l'utilisateur : [REDACTED]

*** Nombre d'items total : 200 ***

Réponse de la Cour municipale de Magog Reçu le 18 décembre 2017.

[REDACTED]

De: [REDACTED]@ville.magog.qc.ca>
Envoyé: 18 décembre 2017 16:22
À: [REDACTED]
Pièces jointes: Commission Viens.docx



[REDACTED]
Greffier, Cour municipale

Tél. : 819 843-3333, [REDACTED]
Télec. : 819 843-3599
www.ville.magog.qc.ca

Hôtel de ville
7, rue Principale Est
Magog (Québec) J1X 1Y4



 Devez-vous vraiment imprimer ce courriel? Pensons environnement!

L'information apparaissant dans ce message électronique et dans les documents qui y sont joints est de nature confidentielle ou privilégiée. Si ce message vous est parvenu par erreur et que vous n'êtes pas le destinataire visé, vous êtes avisé que toute utilisation, copie ou distribution de ce message est strictement interdite. Vous êtes donc prié d'en informer immédiatement l'expéditeur et de détruire ce message, ainsi que les documents qui y sont joints, le cas échéant.

Val d'Or, le 16 novembre 2017

À la personne responsable de la cour municipale

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (CERP) s'intéresse à la question de l'emprisonnement pour non-paiement des amendes et frais pour les infractions municipales. Nous aimerions obtenir les renseignements suivants :

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette? Non
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée? Oui – Ancien ratio
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous? Non

Personne contact à la commission Viens pour des renseignements additionnels si nécessaire :

Me Paul Crépeau, procureur
[REDACTED]

Réponse de la Cour municipale de **Mascouche** Reçu le **20 décembre 2017.**

[REDACTED]
De: [REDACTED]@ville.mascouche.qc.ca>
Envoyé: 20 décembre 2017 14:39
À: [REDACTED]
Objet: Réponse cour municipale de Mascouche

Bonjour,

Voici les réponses aux questions demandées dans le cadre de la commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics.

1. Non
2. 25 \$ par jour de prison
3. Non

En espérant le tout conforme.

Bonne journée et joyeuses fêtes.



[REDACTED] | Greffière de la cour municipale
Cour Municipale
3034, chemin Sainte-Marie | Mascouche (Qc) J7K 1P1
450-474-4133, [REDACTED]
ville.mascouche.qc.ca



Réponse de la Cour municipale de **Mont-Saint-Hilaire** Reçu le **19 décembre 2017.**

[REDACTED]
De: [REDACTED]@ville.mont-saint-hilaire.qc.ca>
Envoyé: 19 décembre 2017 10:05
À: [REDACTED]
Objet: Demande de renseignement

Bonjour Mme [REDACTED]

Suite au rappel reçu de notre association, voici les renseignements que nous pouvons vous fournir concernant les ratios applicables en matière de demande d'imposition d'une peine d'emprisonnement pour la cour municipale de Mont-Saint-Hilaire.

- Depuis le 1^{er} janvier 2001, 30 mandats d'emprisonnement émis par la cour ont été exécutés suite à une demande d'imposition d'une peine d'emprisonnement accordée. De ces 30 mandats exécutés, 5 défendeurs ont été incarcérés. Pour les 25 autres, les défendeurs ont payé les sommes dues avant incarcération.
- Pour le calcul des jours d'emprisonnement à imposer, l'application de l'Annexe a toujours été suivie. Malgré le retrait de cette annexe, le nombre de jours d'emprisonnement réclamé par le percepteur l'a toujours été suivant ce barème.
- La décision de Manège c. Girard ont été portée à notre attention que récemment. Quant à la discrétion que possède le tribunal pour déterminer le nombre de jours d'emprisonnement, nous en étions au courant. À ma connaissance, l'émission des mandats d'emprisonnement ordonnée par la cour l'a toujours été suivant la recommandation du percepteur quant au quantum (se fiant à l'ancienne annexe).
- Actuellement, le recours à cette mesure de perception fait l'objet d'une discussion avec le juge de la cour. Il est possible que cette méthode de perception cesse d'être appliquée chez nous.
- Le juge actuel n'a pas établi de barème pour l'ordonnance d'émission d'un mandat d'emprisonnement, mais il sait qu'il a discrétion pour établir le nombre de jours d'emprisonnement. S'il est décidé de poursuivre cette pratique, le juge se penchera sur la façon dont il souhaite établir le quantum requis pour l'émission du mandat d'emprisonnement.

J'ose espérer ces informations utiles, veuillez accepter, madame [REDACTED] mes meilleures salutations.

[REDACTED]
Greffier adjoint de la ville et greffier de la cour municipale
Services juridiques

.....
Ville de Mont-Saint-Hilaire
100, rue du Centre-Civique
Mont-Saint-Hilaire QC J3H 3M8
Tél. : 450 467-2854, [REDACTED]
Télécopieur : 450-467-7459
[REDACTED]@villemsh.ca
www.villemsh.ca



Ville de Mont-Saint-Hilaire



Avant d'imprimer, pensez à l'environnement.

Avertissement aux tiers : Ce courriel et toute pièce qui peut y être jointe sont la propriété de la Ville de Mont-Saint-Hilaire et sont strictement destinés à la personne à qui le message est adressé. Si vous les avez reçus par erreur, veuillez s.v.p. les détruire et en aviser l'expéditeur par courriel. Si vous n'êtes pas le destinataire du message, vous n'êtes pas autorisé à utiliser, copier, transférer ou divulguer, en totalité ou en partie, le contenu de ce courriel et toute pièce qui peut y être jointe.

Réponse de la Cour municipale de **Mont-Tremblant** Reçu le **8 janvier 2018.**

[REDACTED]

De: Ville de Mont-Tremblant [REDACTED] @villemont-tremblant.qc.ca
Envoyé: 8 janvier 2018 16:25
À: [REDACTED]
Objet: Renseignements demandés

Bonjour, la présente fait suite à votre demande de renseignements concernant l'emprisonnement pour non-paiement d'amendes et frais pour les infractions municipales.

Il est à noter que, bien que la Cour de Mont-Tremblant existe depuis 2005, plusieurs circonstances nous ont amenés à ne commencer les demandes d'imposition de peine d'emprisonnement qu'en 2016.

Étant tout nouveau pour nous, nous avons utilisé le barème de base contenu dans notre logiciel de Cour et qui revient à 1 jour de prison pour le premier 37,50\$ et à l'ajout, par tranche de 25\$ additionnelle, d'une journée supplémentaire. Il s'agit encore, en date d'aujourd'hui, du barème que nous appliquons.

N'hésitez pas à communiquer avec la soussignée si vous avez des questions et, dans le cas contraire, je vous souhaite une excellente semaine.



Ville de
MONT-TREMBLANT

[REDACTED]
Greffière de la Cour
[REDACTED] villemont-tremblant.qc.ca
Téléphone : 819-681-6430
Télécopieur : 819-425-8054



Merci de penser à notre environnement avant d'imprimer

Avis relatif à la confidentialité

Ce message contient des renseignements qui peuvent être confidentiels ou protégés. Il s'adresse au destinataire prévu ou à une personne autorisée à le recevoir en son nom. Si vous l'avez reçu par erreur, nous vous prions d'en informer l'auteur dans les meilleurs délais, de ne pas divulguer son contenu et de le supprimer de votre système.

Réponse de la Cour municipale de **Montmagny** Reçu le **19 décembre 2017.**

[REDACTED]

De: [REDACTED] @ville.montmagny.qc.ca>
Envoyé: 19 décembre 2017 08:57
À: [REDACTED]
Objet: Commission Viens
Pièces jointes: Commission Viens réponses.docx

Bonjour,

Tel que demandé, voici les réponses aux questionnaires.

Nous vous souhaitons de Joyeuses Fêtes!



[REDACTED]
Greffière-adjointe pour municipale commune
143, rue St-Jean-Baptiste Est
Montmagny (Québec) G5V 1K4
Tél. : 418 248-3362, [REDACTED]
Télec. : 418 248-0923
[REDACTED] [ville.montmagny.qc.ca](mailto:[REDACTED]@ville.montmagny.qc.ca)

Val d'Or, le 16 novembre 2017

À la personne responsable de la cour municipale

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (CERP) s'intéresse à la question de l'emprisonnement pour non-paiement des amendes et frais pour les infractions municipales. Nous aimerions obtenir les renseignements suivants :

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette?

Il n'y a pas directive

2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée?

La table criminel est utilisée.

3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous?

Non elle n'a pas variée.

Personne contact à la commission Viens pour des renseignements additionnels si nécessaire :

Me Paul Crépeau, procureur

Réponse de la Cour municipale de **Plessisville** Reçu le **20 décembre 2017.**

[REDACTED]

De: [REDACTED]@plessisville.quebec>
Envoyé: 20 décembre 2017 14:26
À: [REDACTED]
Pièces jointes: Commission Viens.docx

Comme demandé.



[REDACTED]
Greffière de la cour municipale
Ville de Plessisville Tél. : 819 362-3284 [REDACTED]
[REDACTED]@plessisville.quebec

Val d'Or, le 16 novembre 2017

À la personne responsable de la cour municipale

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (CERP) s'intéresse à la question de l'emprisonnement pour non-paiement des amendes et frais pour les infractions municipales. Nous aimerions obtenir les renseignements suivants :

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette? **NON**
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée? **TAUX DU SALAIRE MINIMUM**
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous? **JE NE SAIS PAS : AUCUNE DEMANDE D'IMPOSITION D'UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT SOUMISE AU JUGE DEPUIS QUE JE SUIS EN POSTE, EN NOVEMBRE 2011.**

Personne contact à la commission Viens pour des renseignements additionnels si nécessaire :

Me Paul Crépeau, procureur
[REDACTED]

Réponse de la Cour municipale de **Princeville** Reçue le **18 décembre 2017.**

[REDACTED]

De: [REDACTED] @villedeprinceville.qc.ca>
Envoyé: 18 décembre 2017 16:10
À: [REDACTED]
Objet: mandat d'emprisonnement

J'ai eu à émettre un mandat d'emprisonnement dernièrement suite à un règlement municipal et mon juge a établi 90\$ / jour, soit 8 heures au salaire minimum (11.25\$). Est-ce que cela répond à la question?



[REDACTED]
Greffière de la cour municipale
819 364-3333, [REDACTED] @villedeprinceville.qc.ca
villedeprinceville.qc.ca

Réponse de la Cour municipale de Rimouski Reçue le **20 décembre 2017.**

[REDACTED]
De: [REDACTED]@ville.rimouski.qc.ca>
Envoyé: 20 décembre 2017 09:45
À: [REDACTED]
Objet: Emprisonnement pour non-paiement des amendes

Bonjour [REDACTED]

En réponse à la demande de renseignements faite dans le cadre de la CERP, voici nos réponses aux trois questions en ce qui concerne la Cour municipale de Rimouski :

- 1-Aucune directive.
- 2-La table d'équivalence qui était prévue au Code de procédure pénale.
- 3-Non.

Espérant le tout conforme, je vous souhaite une agréable journée.



Ville de
rimouski

[REDACTED]
Assistante greffière

Service du greffe
205, avenue de la Cathédrale, C.P. 710
Rimouski (Québec) G5L 7C7
☎ : 418 724-3127 📠 : 418 724-9795

[REDACTED]@ville.rimouski.qc.ca
www.ville.rimouski.qc.ca



Ville de Rimouski



Loisirs, culture et
vie communautaire

Ce courriel est destiné exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peut contenir de l'information privilégiée, confidentielle ou dispensée de divulgation aux termes des lois applicables. Si vous n'êtes pas le destinataire de ce message, veuillez le détruire après avoir informé l'expéditeur de son erreur.

 Devez-vous vraiment imprimer ce courriel? Pensons à l'environnement.

Réponse de la Cour municipale de **Roberval** Reçue le **29 novembre 2017.**

[REDACTED]

De: [REDACTED]@ville.roberval.qc.ca>
Envoyé: 29 novembre 2017 15:26
À: [REDACTED]
Cc: [REDACTED]
Objet: Commission d'enquête

Bonjour,

Voici nos réponses à vos questions concernant votre commission d'enquête :

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette? **NON**
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée? **NON**
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous? **NON**

En espérant le tout à votre satisfaction, veuillez agréer, nos salutations.

[REDACTED]

Greffière adjointe de cour, Perceptrice des amendes
et Agente de bureau
Cour municipale commune de la Ville de Roberval
Direction des Affaires juridiques et du Greffe
851, boulevard Saint-Joseph
Roberval (Québec) G8H 2L6
Téléphone: 418-775-0202, [REDACTED]
Courriel: [REDACTED]@ville.roberval.qc.ca



Devez-vous vraiment imprimer ce courriel ? Pensons à l'environnement !

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce courriel peut contenir des informations confidentielles qui ne vous sont pas destinées.

Si ce message vous a été adressé par erreur, veuillez le détruire et en informer l'expéditeur immédiatement.

Réponse de la Cour municipale de **Saguenay** Reçue le **4 décembre 2017.**

[REDACTED]

De: [REDACTED] >ville.saguenay.qc.ca>
Envoyé: 4 décembre 2017 13:25
À: [REDACTED]
Objet: Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics

Bonjour Mme [REDACTED]

En réponse aux questions de Me Crépeau, voici les réponses pour la cour municipale de Saguenay.

Question 1 :

Nous avons discuté de ce sujet le 4 mai dernier, avec notre nouvelle juge, nommée en novembre 2016.

Nous lui avons expliqué notre façon de faire auparavant, soit l'utilisation d'une table d'équivalence qui se retrouve dans notre système informatique. Cette table d'équivalence a été mise à jour en août 2011 puisque nous nous sommes rendu compte de quelques erreurs. Elle avait été installée par notre fournisseur informatique et remontait au 10 mars 1996.

Elle est basée sur celle qui existait en vertu de l'ancienne formule utilisée au gouvernement provincial soit la *loi des poursuites sommaires* abrogée en 1990 et ensuite le Code de procédure pénal jusqu'en 1995.

Il n'existe aucune directive ou politique sous quelque forme que ce soit à ce sujet.

Notre juge a décidé de suivre cette méthode. Toutefois et bien entendu, la juge conserve sa discrétion quant aux décisions qu'elle rendra à ce sujet.

Question 2 :

Voir réponse précédente (ancienne table d'équivalence et discrétion du juge).

Question 3 :

La décision n'a eu aucune incidence sur notre façon de faire.

En espérant que cela vous soit utile.

Salutations distinguées.

Réponse de la Cour municipale de **Saint-Césaire** Reçue le **19 décembre 2017.**

[REDACTED]

De: [REDACTED]@ville.saint-cesaire.qc.ca>
Envoyé: 19 décembre 2017 09:39
À: [REDACTED]
Objet: Commission Viens.
Pièces jointes: Commission Viens.docx

Bonjour,

Tel que demandé, veuillez trouver ci-joint le questionnaire dûment complété.

Salutations.

[REDACTED]
Greffière

Val d'Or, le 16 novembre 2017

À la personne responsable de la cour municipale

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (CERP) s'intéresse à la question de l'emprisonnement pour non-paiement des amendes et frais pour les infractions municipales. Nous aimerions obtenir les renseignements suivants :

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette?
Oui conformément aux articles 346 et 347 du Code de procédure pénale.
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée? **N/A**
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous? **Non**

Personne contact à la commission Viens pour des renseignements additionnels si nécessaire :

Me Paul Crépeau, procureur
[REDACTED]

Martel, Arianne

De: Francine Gendron <francine.gendron@ville.saint-cesaire.qc.ca>
Envoyé: 14 juin 2018 17:56
À: Martel, Arianne
Objet: RE: Commission Viens.

Catégories: à faire

Bonjour Me Martel,

Pour préciser la question 1, il n'existe pour l'instant aucune directive, politique ou pratique de notre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire en emprisonnement. Un nouveau juge a été nommé à notre Cour, nous devrions procéder prochainement à l'émission de mandat d'emprisonnement pour non-paiement d'amende.

Salutations.

Francine Gendron
Greffière

De : arianne.martel@cerp.gouv.qc.ca [mailto:arianne.martel@cerp.gouv.qc.ca]
Envoyé : 11 juin 2018 11:19
À : francine.gendron@ville.saint-cesaire.qc.ca
Objet : RE: Commission Viens.

Bonjour Mme Gendron,

Je vous écris pour avoir quelques précisions sur votre réponse au sondage de Me Paul Crépeau, que vous m'avez fait parvenir en décembre 2017.

Vous répondez «oui» à la question 1 (voir document en pièce jointe). Pourriez-vous préciser quelle est cette directive, politique ou pratique? Bien que les articles 346 et 347 C.p.p. permettent au juge d'ordonner une peine d'emprisonnement pour défaut de paiement d'amende, ces articles ne précisent aucune directive quant à la méthode à utiliser pour la détermination de la peine.

Merci,



Me Arianne Martel

Agente de recherche en droit / Legal Research Officer

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

Tél. : 819-354-5003

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

arianne.martel@cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

De : Francine Gendron [<mailto:francine.gendron@ville.saint-cesaire.qc.ca>]

Envoyé : 19 décembre 2017 09:39

À : Martel, Arianne <arianne.martel@cerp.gouv.qc.ca>

Objet : Commission Viens.

Bonjour,

Tel que demandé, veuillez trouver ci-joint le questionnaire dûment complété.

Salutations.

Francine Gendron
Greffière

Réponse de la Cour municipale de **Saint-Constant** Reçue le 1^{er} décembre 2017.

[REDACTED]

De: [REDACTED] @saint-constant.ca>
Envoyé: 1 décembre 2017 12:31
À: [REDACTED]
Objet: demande d'information CERP

Bonjour Mme [REDACTED]

Le présent courriel fait suite à une demande d'information datée du 16 novembre 2017 de La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics. J'ai repris les 3 questions afin de mettre les réponses pour la cour municipale de Saint-Constant sous chaque question.

Cordialement,

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette?
 - Un nombre de jour est proposé en utilisant la table de référence en criminelle.
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée?
 - Quoi que nous avons très peu de mandat, selon mon expérience, la table est respecté.
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous?
 - J'ai pas constaté de changement suite à la décision.



Saint-Constant

[REDACTED]
Chef de la division de la Cour
municipale et greffière

450 638-2010, [REDACTED]
[REDACTED] saint-constant.ca
147, rue Saint-Pierre, J5A 2G9

Réponse de la Cour municipale de **Saint-Georges** Reçue le **29 novembre 2017.**

[REDACTED]

De: [REDACTED] @saint-georges.ca>
Envoyé: 29 novembre 2017 13:59
A: [REDACTED]
Objet: Sondage
Pièces jointes: SKM_C554e17112913550.pdf

Bonjour,

Tel que demandé.

J'ai répondu à même votre correspondance, j'espère que ça vous convient. Si non, m'en informer.

Bonne fin de journée !

[REDACTED]
Chef de division et greffière
Cour municipale
11700, boulevard Lacroix
Saint-Georges, (Québec)
G5Y 1L3
Tél : 418 228-5555 [REDACTED]
Fax: 418 226-2282 [REDACTED]
www.saint-georges.ca



Val d'Or, le 16 novembre 2017

À la personne responsable de la cour municipale

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (CERP) s'intéresse à la question de l'emprisonnement pour non-paiement des amendes et frais pour les infractions municipales. Nous aimerions obtenir les renseignements suivants :

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette? *OUI*
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée?
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous? *OUI*

Personne contact à la commission Viens pour des renseignements additionnels si nécessaire :

Me Paul Crépeau, procureur
[redacted]

Note : Nous sommes présentement sans Juge municipal jusqu'à il a été nommé à la Cour municipale de Québec le mois dernier.
Les réponses sont données en fonction du Juge que nous avions tout récemment.

[redacted]
Greffière Cour municipale
Saint-Georges
2017-11-29

Réponse de la Cour municipale de **Saint-Jean-sur-Richelieu** Reçue le 8 décembre 2017.

[REDACTED]

De: [REDACTED]@sjsr.ca>
Envoyé: 8 décembre 2017 16:20
À: [REDACTED]
Objet: SONDATE COMMISSION VIENS
Pièces jointes: Commission Viens reponse.docx

Bonjour,
Tel que demandé, voici les réponses aux questions.

Merci



VILLE DE
SAINT-JEAN-
SUR-RICHELIEU



Récipiendaire du prix
DISTINCTION-DIVERSITÉ
BIOLOGIQUE 2017
de Réseau Environnement

[REDACTED]
Greffière
Cour municipale
450 357-2087, [REDACTED]
855, 1re Rue
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J2X 3C7

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

Val d'Or, le 16 novembre 2017

À la personne responsable de la cour municipale

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (CERP) s'intéresse à la question de l'emprisonnement pour non-paiement des amendes et frais pour les infractions municipales. Nous aimerions obtenir les renseignements suivants :

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette?
Non le juge se fie à la table d'équivalence.
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée? 25\$/ jours
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous? Non

Personne contact à la commission Viens pour des renseignements additionnels si nécessaire :

Me Paul Crépeau, procureur
[REDACTED]

Réponse de la Cour municipale de **Saint-Rémi** Reçue le **29 novembre 2017.**

[REDACTED]

De: [REDACTED] @ville.saint-remi.qc.ca>
Envoyé: 29 novembre 2017 13:10
À: [REDACTED]
Objet: Commission Viens

Bonjour,

En réponse à votre demande quant à la question de l'emprisonnement pour non-paiement des amendes et frais pour les infractions municipales, je retiens la peine qui est prévue à partir des données informatiques au logiciel ACCEO, peine que je soumetts à l'attention du Tribunal puisque le juge a discrétion en la manière.

Somme toute, pour une amende de 350\$, la peine demandée est de 15 jours de prison.

À ce jour, je n'ai émis que quelques demandes de peines d'emprisonnement et surprise, une seule personne a fait quelques jours de prison avant qu'elle n'autorise son notaire à nous payer la somme qu'elle nous devait à partir des gains effectués sur la vente de sa maison, alors qu'elle déclarait ne rien posséder.

J'espère que ceci répond à votre questionnement.

Bonne journée.



Me. [REDACTED]
Greffière et Juge de paix fonctionnaire

Cour municipale commune
Tél. 450 454-3993 [REDACTED]
Télec. 450 454-6898
Courriel: [REDACTED]@ville.saint-remi.qc.ca

Désirez-vous VRAIMENT imprimer ce message?
Pensez à l'environnement !

Message de confidentialité:

Le présent message contient de l'information confidentielle, peut faire l'objet d'une protection juridique en matière d'information privilégiée et ne s'adresse qu'à la personne ci-haut nommée. MERCI !

Réponse de la Cour municipale de **Sainte-Adèle** Reçue le **29 novembre 2017.**

[REDACTED]
De: [REDACTED] @ville.sainte-adele.qc.ca>
Envoyé: 29 novembre 2017 12:51
A: [REDACTED]
Objet: Réponses aux questions posées aux greffiers des cours municipales

Bonjour,

Voici les réponses concernant la cour municipale de Sainte-Adèle :

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette? Une directive verbale nous a été donnée par le juge municipal
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée? N/A
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous? Oui, le juge [REDACTED] m'a fait part de sa directive verbalement le 1^{er} mai 2017. Avant cette date, nous appliquions la règle du 25\$/jour. Depuis, nous appliquons la règle d'équivalence en matière criminelle, c'est-à-dire, le salaire minimum multiplié par 8, divisé par la somme due.

Espérant le tout à votre entière satisfaction et vous souhaitant une agréable journée.

[REDACTED]
Greffière – Cour municipale
VILLE DE SAINTE-ADELE
Téléphone : (450) 229-2921 [REDACTED]
Télécopieur : (450) 229-5300
[REDACTED] @ville.sainte-adele.qc.ca
<http://www.ville.sainte-adele.qc.ca/>



Merci de penser à notre environnement avant d'imprimer!

CONFIDENTIALITÉ: Le présent courriel et tout document annexé sont exclusivement destinés à la personne à qui ils sont adressés et peuvent contenir des renseignements confidentiels et assujettis au secret professionnel. Si vous n'êtes pas le destinataire visé, veuillez communiquer avec nous, dès réception.

Réponse de la Cour municipale de **Sainte-Marie** Reçue le **21 décembre 2017.**

[REDACTED]

De: [REDACTED] @sainte-marie.ca>
Envoyé: 21 décembre 2017 14:19
A: [REDACTED]
Objet: Questionnaire

Bonjour,

Voici les réponses aux questions décrites dans votre lettre du 16 novembre dernier :

1. Non, il n'existe aucune directive, politique ou pratique de notre juge, à la Cour municipale commune de la Ville de Sainte-Marie.
2. Le juge applique ce que prévoyait la table d'équivalence, soit : un montant de 25,00 \$ des sommes dues équivalant à 1 jour d'emprisonnement.
3. Aucune variation depuis 2001.

Meilleures salutations.



[REDACTED]
Greffière de la cour municipale
Service du greffe et contentieux
[REDACTED] @sainte-marie.ca

270, avenue Marguerite-Bourgeoys, Sainte-Marie (Québec) G6E 3Z3 • Tél. : 418 387-2300 [REDACTED] Téléc. : 418 387-2454
Suivez-nous sur Facebook | Inscrivez-vous à l'infolettre | sainte-marie.ca

Réponse de la Cour municipale de **Sainte-Thérèse** Reçue le **8 décembre 2017.**

[REDACTED]

De:

[REDACTED]@sainte-therese.ca>

Envoyé:

8 décembre 2017 10:49

A:

Objet:

Veillez trouver en fichier réponse à votre sondage. Bonne journée

Pièces jointes:

Commission Viens.docx

[REDACTED] greffière
Cour municipale de Sainte-Thérèse
(450) 434-1440 [REDACTED]
(450) 434-7876 (fax)
[REDACTED]@sainte-therese.ca

Val d'Or, le 16 novembre 2017

À la personne responsable de la cour municipale

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (CERP) s'intéresse à la question de l'emprisonnement pour non-paiement des amendes et frais pour les infractions municipales. Nous aimerions obtenir les renseignements suivants :

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette?
AUCUNE.
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée?
25\$ par jour
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous?
NON

Personne contact à la commission Viens pour des renseignements additionnels si nécessaire :

Me Paul Crépeau, procureur
[REDACTED]

Complété par [REDACTED], greffière (17-12-08)

Réponse de la Cour municipale de **Sept-Îles** Reçue le **8 décembre 2017.**

[REDACTED]

De: [REDACTED]@ville.sept-iles.qc.ca>
Envoyé: 8 décembre 2017 09:41
À: [REDACTED]
Cc:
Objet: Questionnaire - commission d'enquête
Pièces jointes: Réponse - CM Sept-Îles.pdf

Bonjour [REDACTED]

Vous trouverez en pièce jointe une correspondance.

Espérant le tout conforme,

[REDACTED]
Greffière | Cour Municipale

Ville de Sept-Îles
546, avenue De Quen
Sept-Îles (Québec) G4R 2R4
Tél.: 418 964-3250
Télec.: 418 964-0810
cour.municipale@ville.sept-iles.qc.ca
www.ville.sept-iles.qc.ca

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message peut contenir de l'information légalement privilégiée ou confidentielle. Si vous n'êtes pas le destinataire ou croyez avoir reçu par erreur ce message, nous vous saurions gré d'en aviser l'émetteur et d'en détruire le contenu sans le communiquer à d'autres ou le reproduire.

CONFIDENTIALITY NOTICE

This communication may contain privileged or confidential information. If you are not the intended recipient or received this communication by error, please notify the sender and delete the message without copying or disclosing it.

PAR COURRIEL [REDACTED]@cerp.gouv.qc.ca)

Le 8 décembre 2017

Madame [REDACTED]
**Commission d'enquête sur les relations entre
les Autochtones et certains services publics au
Québec : écoute, réconciliation et progrès**
600, avenue Centrale
Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

**Objet : Réponse au questionnaire transmis via l'AGCMQ concernant l'émission des mandats
d'emprisonnement**

Madame,

La présente fait suite à votre questionnaire transmis via l'Association des Greffiers de Cours
municipales du Québec, reçu à nos bureaux le 29 novembre 2017.

Question 1 - Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une
directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de
votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire
(amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de
la dette?

Aucune directive de notre juge municipal n'a été adoptée, depuis 2001.

Question 2 - Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge
municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe
n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée?

**Nous avons toujours utilisé le ratio suivant : 25\$ par jour de détention, sauf pour le
premier jour de détention à 37,50\$. Vous trouverez en pièce jointe un extrait de notre
table d'équivalence.**

...2

Question 3 - Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous?

Dans un premier temps, il est bon de préciser que la cour municipale de la Ville de Sept-Îles a fait l'acquisition d'un nouveau logiciel de gestion à la fin de l'année 2012, ledit logiciel étant opéré par la firme ACCEO. Ainsi, nous sommes dans l'impossibilité de consulter les mandats d'emprisonnement antérieurs à 2013, puisqu'aucune copie informatique de ces mandats n'existe, et que nos dossiers ont été détruits conformément à notre calendrier de conservation.

Cependant, nous détenons à ce jour 51 dossiers impayés, ouverts entre 1993 et 2011, pour lesquels des mandats d'emprisonnement ont été émis entre 2001 et 2012. Après analyse et vérification sommaire de ces mandats, le ratio énoncé à la question 2 a été appliqué lors de leurs émissions.

De même, après analyse et vérification sommaire des mandats d'emprisonnements émis de 2013 à 2017 inclusivement, le ratio énoncé à la question 2 a été appliqué lors de leurs émissions.

En conclusion, le ratio de 25\$ par jour de détention (sauf 37,50\$ pour le premier jour de détention) a toujours été appliqué de manière continue, de 2001 à 2017.

De même, la décision *Manège c. Girard* 2015 QCCA 1128 n'a pas changé la façon de faire à la cour municipale de la Ville de Sept-Îles.

Espérant le tout à votre entière satisfaction, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Greffière | Cour municipale
Ville de Sept-Îles

C.C. Me  , directrice de la cour municipale

Extrait de la table d'équivalence

| Montants d0 - jours de prison | | |
|-------------------------------|-----------------|-------------------------------|
| Montant minimum | Montant maximum | Équivalent en jours de prison |
| 0.01 | 37.50 | 1 |
| 37.51 | 62.50 | 2 |
| 62.51 | 87.50 | 3 |
| 87.51 | 112.50 | 4 |
| 112.51 | 137.50 | 5 |
| 137.51 | 162.50 | 6 |
| 162.51 | 187.50 | 7 |
| 187.51 | 212.50 | 8 |
| 212.51 | 237.50 | 9 |
| 237.51 | 262.50 | 10 |
| 262.51 | 287.50 | 11 |
| 287.51 | 312.50 | 12 |
| 312.51 | 337.50 | 13 |
| 337.51 | 362.50 | 14 |
| 362.51 | 387.50 | 15 |
| 387.51 | 412.50 | 16 |
| 412.51 | 437.50 | 17 |
| 437.51 | 462.50 | 18 |
| 462.51 | 487.50 | 19 |
| 487.51 | 512.50 | 20 |
| 512.51 | 537.50 | 21 |
| 537.51 | 562.50 | 22 |
| 562.51 | 587.50 | 23 |
| 587.51 | 612.50 | 24 |
| 612.51 | 637.50 | 25 |
| 637.51 | 662.50 | 26 |
| 662.51 | 687.50 | 27 |
| 687.51 | 712.50 | 28 |
| 712.51 | 737.50 | 29 |
| 737.51 | 762.50 | 30 |
| 762.51 | 787.50 | 31 |
| 787.51 | 812.50 | 32 |
| 812.51 | 837.50 | 33 |
| 837.51 | 862.50 | 34 |
| 862.51 | 887.50 | 35 |
| 887.51 | 912.50 | 36 |
| 912.51 | 937.50 | 37 |
| 937.51 | 962.50 | 38 |
| 962.51 | 987.50 | 39 |
| 987.51 | 1012.50 | 40 |
| 1012.51 | 1037.50 | 41 |
| 1037.51 | 1062.50 | 42 |
| 1062.51 | 1087.50 | 43 |
| 1087.51 | 1112.50 | 44 |
| 1112.51 | 1137.50 | 45 |
| 1137.51 | 1162.50 | 46 |
| 1162.51 | 1187.50 | 47 |
| 1187.51 | 1212.50 | 48 |
| 1212.51 | 1237.50 | 49 |
| 1237.51 | 1262.50 | 50 |

Réponse de la Cour municipale de **Thetford Mines** Reçue le **19 décembre 2017.**

[REDACTED]

De: [REDACTED] @ville.thetfordmines.qc.ca>
Envoyé: 19 décembre 2017 11:00
A: [REDACTED]

Bonjour,

De notre côté, nous avons gardé le ratio qui était inscrit au niveau d'ACCEO. Au printemps 2016, le juge [REDACTED] nous a demandé (verbalement) de changer le taux, soit le salaire minimum x 8 heures, soit environ 100\$ = 1 journée de prison.

[REDACTED]
Assistant-greffier et Percepteur d'amendes

144, rue Notre-Dame Ouest, C.P. 489

Thetford Mines, Québec. G6G 5T3

418 335-2981, [REDACTED]

[REDACTED] @ville.thetfordmines.qc.ca



Cour municipale

Ville de

Thetford Mines



Réponse de la Cour municipale de **Victoriaville** Reçue le **30 novembre 2017.**

[REDACTED]

De: [REDACTED] @victoriaville.ca>
Envoyé: 30 novembre 2017 14:20
À: [REDACTED]
Objet: Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics - Demande d'information

Bonjour Madame [REDACTED]

On nous a demandé, par le billet de l'Association des greffiers de cours municipales du Québec, de répondre aux questions reçues le 16 novembre dernier, concernant l'emprisonnement pour non-paiement des amendes et frais pour les infractions municipales.

À la cour municipale de Victoriaville, nous appliquons auparavant les mêmes tables depuis de nombreuses années. Aucun changement n'avait été apporté depuis longtemps. Cependant, depuis notre connaissance de la décision *Manège c. Girard*, nous avons convenu avec notre Juge d'appliquer la même table d'équivalence qu'au criminel, tel qu'indiqué dans la décision précitée.

Pour toute question ou commentaire, n'hésitez pas à communiquer avec moi.

Bonne fin de journée!

Je [REDACTED] Greffière
Cour municipale
819 758-6419, [REDACTED]



VICTORIAVILLE
santé urbaine

Hôtel de ville

1, rue Notre-Dame Ouest, C.P. 370
Victoriaville (Québec) G6P 6T2

victoriaville.ca

Réponse de la Cour municipale d'Autray Reçue le 14 mars 2018.

Objet:
Pièces jointes:

demande de renseignements - CERP
2018-03-14 -

Bonjour

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès sollicite votre collaboration afin d'obtenir certains documents et informations nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Vous trouverez en pièce jointe une correspondance à cet effet.

Nous vous demandons de communiquer les informations et la documentation demandées dans les **vingt et un (21) prochains jours**. Pour toute question concernant cette demande, veuillez contacter les personnes identifiées dans la correspondance ci-jointe.

Pour de plus amples informations sur la Commission, nous vous invitons à consulter notre site Internet : www.cerp.gouv.qc.ca.

Veuillez s'il-vous-plaît accuser réception de ce courriel.

Cordialement,



Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès
600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8
Tel : 819-354-4649

@cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

[@cerpQc](#)

De : [REDACTED]
A : [REDACTED]
Objet : Dossier CM-0014-A
Date : 14 mars 2018 13:17:11
Pièces jointes : [image001.jpg](#)

Bonjour [REDACTED]

Question 1: non

Question 2: ratio de 90\$/jrs (basé sur le salaire minimum)

Question 3: non parce avant 2017 on appliquait l'ancienne mesure qui était de 25\$/jr d'emprisonnement, et en 2018 (nouveau juge) et après discussion avec lui, on s'est entendu pour appliquer 90\$/jr selon ce que la plupart applique.

Que ce soit des autochtones ou autres races, le même ratio s'applique et nous ne desservons pas une grosse population d'autochtones qui ne restent pas sur les réserves, c'est plutôt rare que nos clients sont autochtones.

Bonne journée

Espérant que ces informations sont ce que vous vouliez , je vous souhaite une bonne journée.



[REDACTED]
Greffiere Cour Municipale
Téléphone : 450-836-7007 poste [REDACTED]
Télécopieur : 450-836-5230

[REDACTED]
550, rue Montcalm
Berthierville (Québec) J0K 1A0

Devez-vous vraiment imprimer ce courriel? Pensons environnement...

Réponse de la Cour municipale d'**Beloeil** Reçue le **15 mars 2018.**

Val-d'Or, le 14 mars 2018

À : M^{me} [REDACTED]
Cour municipale [REDACTED]

De : M^e Paul Crépeau, Procureur

Objet : Demande de renseignements dans le cadre des travaux de la *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès*

Dossier : CM-0013-A

Madame [REDACTED]

Dans le cadre de ses travaux, la *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès* (CERP) sollicite la collaboration de la Cour municipale [REDACTED] afin d'obtenir de l'information sur l'imposition de peines d'emprisonnement pour pallier au défaut de paiement d'amendes reliées à des infractions municipales, en application de l'art. 347 du Code de procédure pénale.

À cet effet, nous demandons à la Cour municipale [REDACTED] de répondre aux questions suivantes :

1. Bien qu'il s'agisse d'une discrétion judiciaire, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale ou écrite) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en période d'emprisonnement pour non-paiement de la dette?
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe?
 - a. Si oui, quel est-il?
 - b. Si aucun ratio fixe n'est appliqué, quelle est la fourchette des ratios habituellement utilisée?
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous?

Prenez note que cette information sera utilisée dans le cadre des travaux de la *Commission*. Certaines informations seront potentiellement rendues publiques, telles que la valeur du ratio ainsi que le nom de la cour municipale appliquant ce ratio.

Nous vous prions de nous transmettre toute autre information ou document pouvant étayer ou soutenir les informations que vous nous fournirez en réponse à cette demande, même s'ils ne se retrouvent pas dans la liste ci-haut. Ces documents serviront à remplir le mandat de la CERP :

La Commission d'enquête provinciale a pour mandat d'enquêter, de constater les faits, de procéder à des analyses afin de faire des recommandations quant aux actions correctives concrètes, efficaces et durables à mettre en place par le gouvernement du Québec et par les autorités autochtones en vue de prévenir ou d'éliminer, quelles qu'en soient l'origine et la cause, toute forme de violence et de pratiques discriminatoires, de traitements différents dans la prestation de certains services publics offerts aux Autochtones du Québec : les services policiers, les services correctionnels, les services de justice, les services de santé et les services sociaux ainsi que les services de protection de la jeunesse.

Dans un premier temps, nous vous demandons de nous aviser, dans un délai de **cinq (5) jours**, si vous n'êtes pas en mesure de répondre à la présente demande, quelle qu'en soit la raison. Le cas échéant, veuillez nous faire part de vos motifs d'incapacité par courriel à [REDACTED] @cerp.gouv.qc.ca. Pour toute autre question concernant cette demande, veuillez en faire part directement par courriel à [REDACTED] ou par téléphone au [REDACTED].

Dans un deuxième temps, nous vous demandons de répondre à la présente en nous communiquant les informations et la documentation demandées dans les **quinze (15) prochains jours, soit au plus tard le 29 mars 2018**. Pour ce faire, nous vous demandons de procéder par courriel à [REDACTED] @cerp.gouv.qc.ca.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre correspondance, nous vous prions d'agréer, Madame [REDACTED] nos plus sincères salutations.

M^e Paul Crépeau

Procureur / Counsel

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tél.: (sans frais / toll free) 1 844 580-0113

Ligne directe : 819 550-4713

paul.crepeau@cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

[f @cerpQc](#)

De : [REDACTED]@beloeil.ca>
Envoyé : 15 mars 2018 15:06
À : [REDACTED]
Objet : Rk: Demande de renseignements - CM-0013-A - CERP

Bonjour Madame [REDACTED]

Pour votre information, il n'existe aucune directive, politique orale ou écrite, relativement à l'imposition de peines d'emprisonnement pour le non-paiement d'amende relié aux infractions commises aux règlements municipaux.

Par contre, lorsque le juge de la cour municipale de Beloeil doit imposer une peine d'emprisonnement, il applique la durée de cette peine selon l'art. 734 du code criminel suivants les paragraphes 4 et 5 dudit code. [REDACTED]

Espérant le tout à votre satisfaction, je vous prie d'agréer, Madame [REDACTED] à mes salutations distinguées.



[REDACTED]
Greffière
Cour municipale - Juridiques
Ville de Beloeil | Hôtel de Ville - 777, rue Laurier, Beloeil (Québec) J3G 4S9

450 467-2835, [REDACTED]@beloeil.ca



Membre 2018-2019

De : [REDACTED]@cerp.gouv.qc.ca [REDACTED]
Envoyé : 14 mars 2018 09:07
À : [REDACTED]
Objet : Demande de renseignements - CM-0013-A - CERP

Bonjour Mme [REDACTED]

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès sollicite votre collaboration afin d'obtenir certains documents et informations nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Vous trouverez en pièce jointe une correspondance à cet effet.

Nous vous demandons de communiquer les informations et la documentation demandées dans les **vingt et un (21) prochains jours**. Pour toute question concernant cette demande, veuillez contacter les personnes identifiées dans la correspondance ci-jointe.

Pour de plus amples informations sur la Commission, nous vous invitons à consulter notre site Internet : www.cerp.gouv.qc.ca.

Veuillez s'il-vous-plaît accuser réception de ce courriel.

Cordialement,



Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tel : 819-354-4649

info@cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

info@cerpQc

À: [redacted]@beloeil.ca
Objet: Accusé de réception - CM-0013-A

Bonjour Mme [redacted]

J'accuse réception de votre transmission de renseignements relatifs à la CM-0013-A.

Nous nous remercions de votre collaboration essentielle à nos travaux et au besoin, nous vous contacterons.

Cordialement,



Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès
600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8
Tel : 819-354-4649

[redacted]@cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

fb@cerpQc

Réponse de la Cour municipale d'**Deux-Montagnes** Reçue le **14 mars 2018.**

[REDACTED]
De: [REDACTED]@ville.deux-montagnes.qc.ca>
Envoyé: 14 mars 2018 11:15
À: [REDACTED]
Objet: Demande de renseignements dans le cadre des travaux de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec: écoute, réconciliation et progrès

Madame, Monsieur,

En réponse à votre demande, il n'existe pas à la Cour municipale commune de Deux-Montagnes de directive ni de politique quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire pour des infractions municipales en période d'emprisonnement pour non-paiement de la dette.

Le ratio fixe utilisé est le même qu'en matière criminelle, c'est-à-dire la somme due divisée par (8 heures X salaire minimum) = le nombre de jours de prison.

La façon de faire a considérablement changé depuis 2001 puisqu'à l'époque nous appliquions le ratio de 1 jour d'emprisonnement = 25\$.

Si de plus amples informations étaient nécessaires n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.



[REDACTED]
Directrice et greffière
Cour municipale commune de Deux-Montagnes
1502, chemin d'Oka - Deux-Montagnes, Qc J7R 1M8
Téléphone : 450.473.8688 [REDACTED]
Courriel: [REDACTED]@ville.deux-montagnes.qc.ca

Objet:

██████████@ville.deux-montagnes.qc.ca

Pièces jointes:

Demande de renseignements - CM-0015-A - CERP

2018-03-14 - CM-0015-A - Cour municipale de Deux-Montagnes.pdf

Bonjour Mme ██████████

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès sollicite votre collaboration afin d'obtenir certains documents et informations nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Vous trouverez en pièce jointe une correspondance à cet effet.

Nous vous demandons de communiquer les informations et la documentation demandées dans les **vingt et un (21) prochains jours**. Pour toute question concernant cette demande, veuillez contacter les personnes identifiées dans la correspondance ci-jointe.

Pour de plus amples informations sur la Commission, nous vous invitons à consulter notre site Internet : www.cerp.gouv.qc.ca.

Veuillez s'il-vous-plaît accuser réception de ce courriel.

Cordialement,



██████████
Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès
600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8
Tel : 819-354-4649

██████████@cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

██████████@cerpQc

Objet:

██████████@ville.deux-montagnes.qc.ca
Accusé de réception - CM-0015-A

Bonjour Mme ██████████

J'accuse réception de votre transmission de renseignements relatifs à la CM-0015-A.

Nous vous remercions de votre collaboration essentielle à nos travaux et au besoin, nous vous contacterons.

Cordialement,

Commission d'enquête
sur les relations
entre les Autochtones
et certains
services publics

Québec



██████████
Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services
publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tel : 819-354-4649

██████████@ccrp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

██████████@ccrpQc

Réponse de la Cour municipale d'East Angus Reçue le 14 mars 2018.

[REDACTED]
[REDACTED] hsfqc.ca>
Envoyé: 14 mars 2018 15:04
À: [REDACTED]
Objet: RE: Demande de renseignements - CM-0033-A - CERP

Bonjour mme [REDACTED]

J'accuse réception de votre demande. Je suis à vous rédiger la réponse de la cour municipale de East Angus que je vous ferai parvenir d'ici vendredi.

Merci et excellente fin de journée,

[REDACTED]
Greffière
Cour municipale



East Angus

Ma ville, ma vie

200, rue Saint-Jean Est,
East Angus (Qc) J0B 1R0

Téléphone : 819-560-8600 [REDACTED]

Télécopieur : 819-560-8611 [REDACTED]

[REDACTED] hsfqc.ca

De [REDACTED]@cerp.gouv.qc.ca [mailto:[REDACTED]@cerp.gouv.qc.ca]

Envoyé : 14 mars 2018 14:59

À [REDACTED]

Objet : Demande de renseignements - CM-0033-A - CERP

Bonjour Mme [REDACTED]

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès sollicite votre collaboration afin d'obtenir certains documents et informations nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Vous trouverez en pièce jointe une correspondance à cet effet.

Nous vous demandons de communiquer les informations et la documentation demandées dans les **vingt et un (21) prochains jours**. Pour toute question concernant cette demande, veuillez contacter les personnes identifiées dans la correspondance ci-jointe.

Pour de plus amples informations sur la Commission, nous vous invitons à consulter notre site Internet : www.cerp.gouv.qc.ca.

Veuillez s'il-vous-plaît accuser réception de ce courriel.

Cordialement,

Commission d'enquête
sur les relations
entre les Autochtones
et certains
services publics

Québec



Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services
publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tel : 819-354-4649

cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

info@cerpQc



East Angus

Ville d'East Angus

200, rue Saint-Jean Est

East Angus (Québec) J0B 1R0

Tél. : 819-560-8600 | Téléc. : 819-560-8611

East Angus, le 15 mars 2018

À : Me Paul Crépeau, procureur

De : Julie Laroche, greffière Cour municipale East Angus

Dossier : CM-0033-A

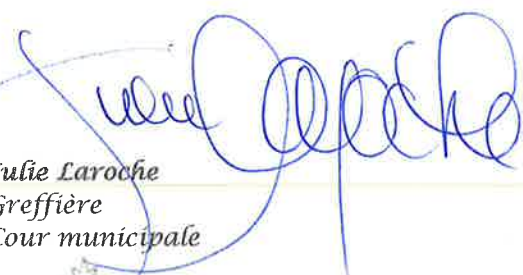
Me Crépeau,

Suite à votre demande de renseignement dans le cadre des travaux de la *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès* voici la réponse de la cour municipale de East Angus.

En poste depuis près de 3 ans, je suis en mesure de vous confirmer que nous avons demandé l'émission de peine d'emprisonnement pour non paiement d'amendes pour quelques dossiers uniquement en 2016 (moins d'une dizaine) et que nous avons calqué notre table de concordance sur celle du *Bureau des infractions et amendes* du Ministère de la justice. Ayant commencé ma carrière à titre de perceptrice des amendes il y a dix ans auprès du bureau de Sherbrooke, je considère que nous ne pouvions déroger des grandes lignes du Ministère de la justice. Par contre, l'honorable Juge de la cour municipale m'avait référé au préalable auprès d'une collègue d'une autre cour de la région pour les calculs. Il n'y a aucune directive ni politique en place. J'ajoute au surplus, que nous n'avons ni le volume ni les dossiers nous permettant de procéder de cette manière puisque les constats émis par la Sûreté du Québec concernent presque uniquement le *Code la sécurité routière*.

Pour ce qui s'agit des demandes traité entre 2001 et 2015 (année de mon entrée en service) je ne pourrais me prononcer. Par contre, je peux avancer que ma prédécesseur n'a demandé l'émission d'aucun mandat pendant la période où elle occupait le poste de greffière/perceptrice à East Angus. Nous avons connu une période intensive de restructuration et de réorganisation entre 2013 et 2015. Aucune demande de peine d'emprisonnement n'a été demandée puisqu'elle avait comme mandat de redresser le greffe.

Espérant le tout conforme, veuillez agréer Me Crépeau mes meilleures salutations,



*Julie Laroché
Greffière
Cour municipale*



East Angus

Ma ville, ma vie

200, rue Saint-Jean Est,
East Angus (Qc) J0B 1R0
Téléphone : 819-560-8600 poste 2403
Télécopieur : 819-560-8611
jlaroché.eastangus@hsfgc.ca

Réponse de la Cour municipale de **Lévis** Reçue le **8 janvier 2018.**

[REDACTED]
À:

[REDACTED].levis.qc.ca

Objet:

Accusé de réception - CM-0004-A

Bonjour Mme [REDACTED]

J'accuse réception de votre transmission de renseignements relatifs à la CM-0004-A.

Nous vous remercions de votre collaboration essentielle à nos travaux et au besoin, nous nous contacterons.

Cordialement,



[REDACTED]
Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services
publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tel : 819-354-4649

[REDACTED]@cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

[\[REDACTED\]@cerpQc](mailto:[REDACTED]@cerpQc)

[REDACTED]
[REDACTED]@ville.levis.qc.ca>
Envoyé : 14 mars 2018 13:27
A : [REDACTED]
Objet : Re: Demande de renseignements - CM-0004-A - CERP

Bonjour,

En réponse à votre demande, je vous invite à lire les réponses indiquées ci-après :

Question no. 1

Nous n'avons aucune directive ou politique ou pratique verbale ou par écrit quant à une table d'équivalence utilisée pour transformer une dette judiciaire en période d'emprisonnement pour des infractions municipales.

Question no. 2

- A) Ratio fixe utilisé : la réponse est non.
- B) Le Tribunal utilise la fourchette de l'ancienne table au Code de procédure pénale ou celle applicable au Code criminel (en fonction du salaire minimum).

Question no. 3

puis *Manège c. Girard*, le Tribunal exerce davantage sa discrétion judiciaire et l'analyse est faite au cas par cas.

En espérant le tout conforme à votre demande.

Bonne journée!

[REDACTED] | Coordonnatrice et greffière
Direction des affaires juridiques | Cour municipale de Lévis
5333, de la Symphonie
Lévis (Québec) G6X 3R6
Tél. : 418 835-4960, [REDACTED] Téléc. : 418 832-7743

Avis de confidentialité

Ce courriel, de même que les fichiers joints, est une communication confidentielle et l'information qu'il contient est réservée à l'usage exclusif du ou de la destinataire. Si vous n'êtes pas le destinataire visé, vous n'avez aucun droit d'utiliser cette information, de la copier, de la distribuer ou de la diffuser. Si cette communication vous a été transmise par erreur, veuillez la détruire et nous en aviser immédiatement par courriel.

De : [REDACTED]@cerp.gouv.qc.ca [REDACTED]
Envoyé : 13 mars 2018 14:44
À : [REDACTED]@ville.levis.qc.ca
Objet : Demande de renseignements - CM-0004-A - CERP

Bonjour Mme [REDACTED]

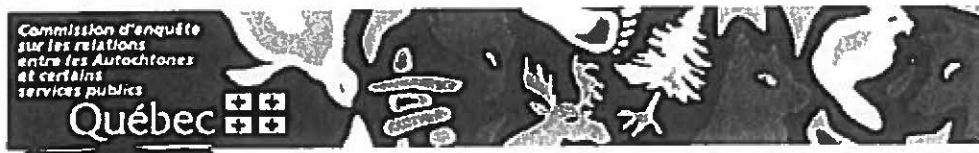
La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès sollicite votre collaboration afin d'obtenir certains documents et informations nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Vous trouverez en pièce jointe une correspondance à cet effet.

Nous vous demandons de communiquer les informations et la documentation demandées dans les vingt et un (21) prochains jours. Pour toute question concernant cette demande, veuillez contacter les personnes identifiées dans la correspondance ci-jointe.

Pour de plus amples informations sur la Commission, nous vous invitons à consulter notre site Internet : www.cerp.gouv.qc.ca.

Veuillez s'il-vous-plaît accuser réception de ce courriel.

Cordialement,



Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tel : 819-354-4649

[\[redacted\]@cerp.gouv.qc.ca](mailto:[redacted]@cerp.gouv.qc.ca)

www.cerp.gouv.qc.ca

[\[redacted\]@cerpQc](mailto:[redacted]@cerpQc)



www.ville.levis.qc.ca

[REDACTED]

De: [REDACTED] @ville.levis.qc.ca>
Envoyé: 8 janvier 2018 11:06
À: [REDACTED]
Objet: Réponse

Bonjour,

En m'excusant pour le délai à vous répondre, vous trouverez les réponses à votre questionnaire en lien avec l'emprisonnement pour non-paiement d'amendes :

1. Depuis l'arrêt Manège, la Juge fait entendre plus régulièrement les percepteurs d'amendes et elle s'assure que l'ensemble des procédures d'exécution ont été réalisées. Elle utilise, la majorité du temps, l'ancienne table du Code de procédure pénale soit : 25\$ = une journée d'emprisonnement. Cependant, elle pourrait ordonner un nombre de jour à sa discrétion.
2. N/A
3. Oui, depuis Manège la Juge porte définitivement une attention particulière à chacun des dossiers qui lui sont soumis pour l'émission d'un mandat d'emprisonnement à défaut de paiement d'une amende en matière pénale.

Merci beaucoup et bonne journée!

[REDACTED] Coordonnatrice et greffière
Direction des affaires juridiques | Cour municipale de Lévis
5333, de la Symphonie
Lévis (Québec) G6X 3B6
Tél. : 418 835-4960, [REDACTED] Téléc. : 418 832-7743

Avis de confidentialité

Ce courriel, de même que les fichiers joints, est une communication confidentielle et l'information qu'il contient est réservée à l'usage exclusif du ou de la destinataire. Si vous n'êtes pas le destinataire visé, vous n'avez aucun droit d'utiliser cette information, de la copier, de la distribuer ou de la diffuser. Si cette communication vous a été transmise par erreur, veuillez la détruire et nous en aviser immédiatement par courriel.

 **Lévis**, ville de coopération
www.ville.levis.qc.ca

Réponse de la Cour municipale de **Mercier** Reçue le **14 mars 2018.**

De: [REDACTED]@ville.mercier.qc.ca>
Envoyé: 14 mars 2018 15:15
À: [REDACTED]
Objet: Réponse à la demande de renseignements

Me Crépeau,

Nous avons bien reçu la demande de renseignements de la Commission d'enquête ce 14 mars 2018.

Nous sommes dans l'impossibilité de répondre aux trois questions que vous nous avez fait parvenir parce que la Cour Municipale de Ville de Mercier a été mise sur pied l'automne dernier et n'est opérationnelle que depuis le 26 octobre 2017. Pour cette raison, les dossiers judiciaires ne sont pas encore rendus à l'étape d'imposition de périodes d'emprisonnement pour non-paiement de dette judiciaire. Nous prévoyons imposer de telles peines en 2019 seulement, quoique nous espérons éviter de telles mesures ou de ne pas les envisager.

Nos salutations les plus cordiales à Me Leblanc et bonne continuation.



Ville de
Mercier

[REDACTED], MBA
CHEF DE DIVISION – COUR MUNICIPALE
DIRECTION DU GREFFE
Ville de Mercier
869 boul. Saint-Jean-Baptiste, 2^e étage
Mercier (Québec) J6R 2L3
Téléphone : 450 691-6090 [REDACTED]
Télécopieur : 450 691-6529
Courriel : p: [REDACTED]@ville.mercier.qc.ca | www.ville.mercier.qc.ca

Réponse de la Cour municipale de **Rivière-du-Loup** Reçue le **12 janvier 2018.**

À: [REDACTED]@villerdl.ca
Objet: Demande de renseignements - CM-0012-A - CERP
Pièces jointes: 2018-03-13 - CM-0012-A - Cour municipale de Rivière-du-Loup.pdf

Bonjour Mme [REDACTED]

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès sollicite votre collaboration afin d'obtenir certains documents et informations nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Vous trouverez en pièce jointe une correspondance à cet effet.

Nous vous demandons de communiquer les informations et la documentation demandées dans les **vingt et un (21) prochains jours**. Pour toute question concernant cette demande, veuillez contacter les personnes identifiées dans la correspondance ci-jointe.

Pour de plus amples informations sur la Commission, nous vous invitons à consulter notre site Internet : www.cerp.gouv.qc.ca.

Veuillez s'il-vous-plaît accuser réception de ce courriel.

Cordialement,



[REDACTED]
Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès
600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8
Tel : 819-354-4649

[REDACTED]@cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

Facebook icon @cerpQc

[REDACTED]

De: [REDACTED] <[REDACTED]@villerdl.ca>
Envoyé: 12 janvier 2018 09:56
À: [REDACTED]
Cc:
Objet: Demande de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services

Bonjour Madame [REDACTED]

Voici les réponses aux questions demandées :

1. Bien qu'il s'agisse de l'exercice de la discrétion judiciaire du juge, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale, écrite, discussion...) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en emprisonnement pour non-paiement de la dette? Il n'y a aucune directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit.
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe? Si c'est le cas, quel est-il? Si aucun ratio fixe n'est appliqué, pourriez-vous indiquer la fourchette des ratios habituellement utilisée? Aucun dossier n'a été mis en mandat d'emprisonnement depuis la création de la cour municipale en 2008.
3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié dans le temps entre 2001 et 2017? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous? Aucun dossier n'a été mis en mandat d'emprisonnement depuis la création de la cour municipale en 2008.

Pour toutes questions, n'hésitez pas à me contacter.

Bonne journée!

[REDACTED]
Greffière de la cour municipale
Juge de paix fonctionnaire
Cour municipale commune de la Ville de Rivière-du-Loup


Ville de
Rivière-du-Loup



75, rue de l'Hôtel-de-Ville

Réponse de la Cour municipale de **Rosemère** Reçue le **14 mars 2018.**

[REDACTED]
À: [REDACTED]@ville.rosemere.qc.ca
Objet: Accusé de réception - CM-0016-A

Bonjour Mme [REDACTED]

J'accuse réception de votre transmission de renseignements relatifs à la CM-0016-A.

Nous vous remercions de votre collaboration et au besoin, nous vous contacterons.

Cordialement,



Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tel : 819-354-4649

[REDACTED]@cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

777@cerpQc

[REDACTED]
De:

Envoyé:

14 mars 2018 12:02

A:

Objet:

TR: Demande de renseignements - CM-0016-A - CERP

Commission d'enquête
sur les relations
entre les Autochtones
et certains
services publics

Québec

Agente de recherche en droit / Legal Research Officer

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services
publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

Tél. : [REDACTED]

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

[REDACTED]l@cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

f@cerpQc

De : [REDACTED] [mailto:[REDACTED]e.rosemere.qc.ca]

Envoyé : 14 mars 2018 12:01

[REDACTED]

Objet : RE: Demande de renseignements - CM-0016-A - CERP

Bonjour,

À la cour municipale de Rosemère, aucune directive, politique ou pratique du juge n'existe, et aucun ratio n'est appliqué.

Nous nous référons à la table d'équivalence prévue par la loi et qui est configuré dans notre système informatique de la cour, dont vous trouverez une copie ici-bas à titre d'exemple.

En ordre de montant 1

| Montant 1 | Montant 2 | Equivalent en jours de prison | Date pay | Usager |
|-----------|-----------|-------------------------------|------------|--------|
| 0.01 | 37.50 | 4 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 37.51 | 62.50 | 5 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 62.51 | 87.50 | 6 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 87.51 | 112.50 | 7 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 112.51 | 137.50 | 8 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 137.51 | 162.50 | 9 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 162.51 | 187.50 | 10 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 187.51 | 212.50 | 11 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 212.51 | 237.50 | 12 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 237.51 | 262.50 | 13 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 262.51 | 287.50 | 14 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 287.51 | 312.50 | 15 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 312.51 | 337.50 | 16 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 337.51 | 362.50 | 17 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 362.51 | 387.50 | 18 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 387.51 | 412.50 | 19 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 412.51 | 437.50 | 20 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 437.51 | 462.50 | 21 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 462.51 | 487.50 | 22 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 487.51 | 512.50 | 23 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 512.51 | 537.50 | 24 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 537.51 | 562.50 | 25 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 562.51 | 587.50 | 26 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 587.51 | 612.50 | 27 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 612.51 | 637.50 | 28 | 01-01-1992 | dh4471 |
| 637.51 | 662.50 | 29 | 01-01-1992 | dh4471 |

Bien à vous,



Greffière – Cour municipale

Court clerk

T. 450 621-3500

ville.rosemere.qc.ca

Réponse de la Cour municipale de **Saint-Félicien** Reçue le **14 mars 2018.**

[REDACTED]

De: [REDACTED] <Cour@ville.stfelicien.qc.ca>
Envoyé: 14 mars 2018 13:57
À: [REDACTED]
Objet: Réception courriel

Bonjour,

Votre courriel a bien été reçu.
Bonne fin de journée!

[REDACTED]
Perceptrice des amendes et greffière à la cour
cour@ville.stfelicien.qc.ca

1209, boulevard Sacré-Cœur, C. P. 7000
Saint-Félicien (Québec) G8K 2R5
Téléphone : 418 679-2100 [REDACTED]
Télécopieur : 418 679-2178



Devez-vous vraiment imprimer ce courriel?

À:

Cour@ville.stfelicien.qc.ca

Objet:

Accusé de réception - CM-0029-A

Bonjour Mme [REDACTED]

J'accuse réception de votre transmission de renseignements relatifs à la CM-0029-A.

Nous vous remercions de votre collaboration essentielle à nos travaux et au besoin, nous vous contacterons.

Cordialement,



Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tel : 819-354-4649

[REDACTED]@gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

nc@cerpQc

[REDACTED]

De: [REDACTED] <[REDACTED]@ville.stfelicien.qc.ca>
Envoyé: 14 mars 2018 14:24
Objet: RÉ: Demande de renseignements - CM-0029-A - CERP

Bonjour,

Question 1 : Non
Question 2 : Notre juge utilise l'annexe du Code de procédure pénale de l'article 336
Question 3 : Non

Bonne fin de journée!

[REDACTED]
Perceptrice des amendes et greffière à la cour
cour@ville.stfelicien.qc.ca

1209, boulevard Sacré-Cœur, C. P. 7000
Saint-Félicien (Québec) G8K 2R5
Téléphone : 418 679-2100
Télécopieur : 418 679-2178 [REDACTED]



Devez-vous vraiment imprimer ce courriel?

De: [REDACTED] <[REDACTED]@cerp.gouv.qc.ca> [REDACTED]
Envoyé : 14 mars 2018 13:51
À : [REDACTED]
Objet : Demande de renseignements - CM-0029-A - CERP

Bonjour Mme [REDACTED]

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès sollicite votre collaboration afin d'obtenir certains documents et informations nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Vous trouverez en pièce jointe une correspondance à cet effet.

Nous vous demandons de communiquer les informations et la documentation demandées dans les **vingt et un (21) prochains jours**. Pour toute question concernant cette demande, veuillez contacter les personnes identifiées dans la correspondance ci-jointe.

Pour de plus amples informations sur la Commission, nous vous invitons à consulter notre site Internet : www.cerp.gouv.qc.ca.

Veuillez s'il-vous-plaît accuser réception de ce courriel.

Cordialement,

Martel, Arianne

De: Gervais Annie <Cour@ville.stfelicien.qc.ca>
Envoyé: 11 juin 2018 13:38
À: Martel, Arianne
Objet: RE: Demande de renseignements - CM-0029-A - CERP

Bonjour,

Je n'ai donc pas compris le sens de la question.

Donc veuillez ignorer ma réponse puisqu'effectivement notre juge n'utilise pas cet article.

J'utilise cet article pour déterminer les heures de travaux à faire lorsqu'une demande de travaux m'est adressée.

Bonne fin de journée!

Annie Gervais

Perceptrice des amendes et greffière à la cour
cour@ville.stfelicien.qc.ca

1209, boulevard Sacré-Cœur, C. P. 7000
Saint-Félicien (Québec) G8K 2R5
Téléphone : 418 679-2100 poste 2229
Télécopieur : 418 679-2178



Devez-vous vraiment imprimer ce courriel?

De : arianne.martel@cerp.gouv.qc.ca [mailto:arianne.martel@cerp.gouv.qc.ca]
Envoyé : 11 juin 2018 11:57
À : Gervais Annie
Objet : RE: Demande de renseignements - CM-0029-A - CERP

Bonjour Mme Gervais,

J'aimerais obtenir quelques précisions en lien avec votre réponse à la question 2 du questionnaire de Me Paul Crépeau.

Vous mentionnez que le juge de la Cour municipale de Saint-Félicien applique l'annexe de l'article 336 C.p.p. pour déterminer la durée des peines d'emprisonnement pour défaut de paiement d'amendes liées à des infractions municipales. Or, cette table sert plutôt à la détermination de la durée des travaux compensatoires.

Pourriez-vous préciser comment votre juge applique cette table de concordance à la détermination de la peine d'emprisonnement?

Merci,



Me Arianne Martel

Agente de recherche en droit / Legal Research Officer

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

Tél. : 819-354-5003

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

arianne.martel@cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

De : Gervais Annie [mailto:Cour@ville.stfelicien.qc.ca]

Envoyé : 14 mars 2018 14:24

À : Tomei, Sofia <sofia.tomei@cerp.gouv.qc.ca>

Objet : RE: Demande de renseignements - CM-0029-A - CERP

Bonjour,

Question 1 : Non

Question 2 : Notre juge utilise l'annexe du Code de procédure pénale de l'article 336

Question 3 : Non

Bonne fin de journée!

Annie Gervais

Perceptrice des amendes et greffière à la cour

cour@ville.stfelicien.qc.ca

1209, boulevard Sacré-Cœur, C. P. 7000

Saint-Félicien (Québec) G8K 2R5

Téléphone : 418 679-2100 poste 2229

Télécopieur : 418 679-2178



Devez-vous vraiment imprimer ce courriel?

De : sofia.tomei@cerp.gouv.qc.ca [mailto:sofia.tomei@cerp.gouv.qc.ca]

Envoyé : 14 mars 2018 13:51

A : Gervais Annie

Objet : Demande de renseignements - CM-0029-A - CERP

Bonjour Mme Gervais,

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès sollicite votre collaboration afin d'obtenir certains documents et informations nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Vous trouverez en pièce jointe une correspondance à cet effet.

Nous vous demandons de communiquer les informations et la documentation demandées dans les **vingt et un (21) prochains jours**. Pour toute question concernant cette demande, veuillez contacter les personnes identifiées dans la correspondance ci-jointe.

Pour de plus amples informations sur la Commission, nous vous invitons à consulter notre site Internet :
www.cerp.gouv.qc.ca.

Veillez s'il-vous-plaît accuser réception de ce courriel.

Cordialement,



Sofia Tomei

Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tel : 819-354-4649

sofia.tomei@cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

[f](#) [t](#) @cerpQc

Réponse de la Cour municipale de **Sainte-Agathe-des-Monts** Reçue le **14 mars 2018.**

[REDACTED]
À:

[REDACTED]@sadm.ca

Objet:

Accusé de réception - CM-0032-A

Bonjour Mme [REDACTED]

J'accuse réception de votre transmission de renseignements relatifs à la CM-0032-A.

Nous vous remercions de votre collaboration essentielle à nos travaux et au besoin, nous vous contacterons.

Cordialement,



Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tel : 819-354-4649

[REDACTED]@erp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

[REDACTED]@cerpQc

[REDACTED]
De: [REDACTED] sadm.ca>
Envoyé: 14 mars 2018 15:10
A: [REDACTED]
Objet: RE: Demande de renseignements - CM-0032-A - CERP

Bonjour,

La juge de la cour nous a donné une directive verbale d'appliquer les mêmes critères qu'en matière criminelles, soit le salaire minimum horaire. Cette décision a été prise suite à la décision Manège.

Salutations.



[REDACTED]
Directrice Cour municipale

Cour municipale
50, rue Saint-Joseph
Sainte-Agathe-des-Monts (Québec) J8C 1M9
Téléphone : 819 326-4595 [REDACTED] télécopieur : 819 326-6331

Adresse de courrier électronique [REDACTED]@sadm.ca
Pour en savoir davantage, visitez le www.vsadm.ca.

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ : Ce message électronique s'adresse exclusivement à la personne ou à l'entité dont le nom figure à la rubrique destinataire, il peut contenir des renseignements de nature confidentielle ou privilégiée sur le plan juridique. Aucune autre personne ne doit avoir accès. Si vous n'êtes pas le destinataire concerné, nous vous avisons par la présente que toute diffusion, distribution ou reproduction de ce document, ainsi que toute mesure prise ou omise à l'égard de la présente, est formellement interdite et pourrait être illégale.

Merci de penser à l'environnement avant d'imprimer ce courriel

De: [REDACTED].p.gouv.qc.ca [REDACTED]
Envoyé : 14 mars 2018 14:57
À : [REDACTED]@vsadm.ca>
Objet : Demande de renseignements - CM-0032-A - CERP

Bonjour Mme [REDACTED]

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès sollicite votre collaboration afin d'obtenir certains documents et informations nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Vous trouverez en pièce jointe une correspondance à cet effet.

Nous vous demandons de communiquer les informations et la documentation demandées dans les **vingt et un (21) prochains jours**. Pour toute question concernant cette demande, veuillez contacter les personnes identifiées dans la correspondance ci-jointe.

Pour de plus amples informations sur la Commission, nous vous invitons à consulter notre site Internet : www.cerp.gouv.qc.ca.

Veuillez s'il-vous-plaît accuser réception de ce courriel.

Cordialement,



Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tel : 819-354-4649

cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

info@cerpQc

Réponse de la Cour municipale de **Shawinigan** Reçue le **14 mars 2018.**

[REDACTED]
De: [REDACTED]@shawinigan.ca>
Envoyé: 14 mars 2018 11:28
A: [REDACTED]
Objet: RE: Demande de renseignements - Dossier CM-0001-A - CERP

Bonjour,

Tel que requis, j'accuse réception de votre courriel.

Cordialement,

[REDACTED] greffière
Cour municipale de la Ville de Shawinigan
550, avenue de l'Hôtel-de-Ville, C.P. 400
Shawinigan, Qc G9N 6V3

[REDACTED]@shawinigan.ca

Tél: (819) 536-7211 [REDACTED]

Téléc.: (819) 536-2797



Ce courriel pourrait contenir des renseignements confidentiels ou privilégiés. Si vous n'êtes pas le véritable destinataire, veuillez nous en aviser immédiatement. Merci

De : [REDACTED]@cerp.gouv.qc.ca [REDACTED]
Envoyé : 13 mars 2018 13:43
À : [REDACTED]
Objet : Demande de renseignements - Dossier CM-0001-A - CERP

Bonjour M^{me} [REDACTED]

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès sollicite votre collaboration afin d'obtenir certains documents et informations nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Vous trouverez en pièce jointe une correspondance à cet effet.

Nous vous demandons de communiquer les informations et la documentation demandées dans les **vingt et un (21) prochains jours**. Pour toute question concernant cette demande, veuillez contacter les personnes identifiées dans la correspondance ci-jointe.

Pour de plus amples informations sur la Commission, nous vous invitons à consulter notre site Internet :
www.cerp.gouv.qc.ca.

Veuillez s'il-vous-plaît accuser réception de ce courriel.

Cordialement,



Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services
publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tel : 819-354-4649

[\[redacted\]@cerp.gouv.qc.ca](mailto: [redacted]@cerp.gouv.qc.ca)

www.cerp.gouv.qc.ca

[\[redacted\]@cerpQc](mailto: [redacted]@cerpQc)

[REDACTED]
[REDACTED]
Objet:

Accusé de réception - CM-0001-A

Bonjour Mme [REDACTED]

J'accuse réception des deux fichiers suivants, transmis par courriel le 13 mars 2018 :

- CERP - réponse demande du 13 mars.pdf
- TABLE ÉQUIVALENCE EMPRISONNEMENT.pdf

Ces fichiers ont été envoyés en réponse au document # CM-0001-A.

Je vous remercie de votre collaboration. Nous communiquerons avec vous pour toute question relative aux documents susmentionnés.

Cordialement,



[REDACTED]
Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services
publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès
300, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8
Tel : 819-354-4649

[REDACTED] cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

info@cerpQc

De : [REDACTED] shawinigan.ca]

Envoyé : 15 mars 2018 09:06

À : [REDACTED] cerp.gouv.qc.ca>

Objet : RE: Demande de renseignements - Dossier CM-0001-A - CERP

Bonjour,

Vous trouverez, en pièce attachée au présent courriel, la réponse à vos demandes contenues dans le courriel que vous nous avez transmis le 13 mars dernier.

Cordialement,

[REDACTED] greffière
Cour municipale de la Ville de Shawinigan
50, avenue de l'Hôtel-de-Ville, C.P. 400
Shawinigan, Qc G9N 6V3

██████████@shawinigan.ca

Tél: (819) 536-7211

Télec.: (819) 536-2797



Ce courriel pourrait contenir des renseignements confidentiels ou privilégiés. Si vous n'êtes pas le véritable destinataire, veuillez nous en aviser immédiatement. Merci

De : ██████████@cerp.gouv.qc.ca

Envoyé : 13 mars 2018 13:43

À : ██████████

Objet : Demande de renseignements - Dossier CM-0001-A - CERP

Bonjour M^{me} ██████████

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès sollicite votre collaboration afin d'obtenir certains documents et informations nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Vous trouverez en pièce jointe une correspondance à cet effet.

Nous vous demandons de communiquer les informations et la documentation demandées dans les **vingt et un (21) prochains jours**. Pour toute question concernant cette demande, veuillez contacter les personnes identifiées dans la correspondance ci-jointe.

Pour de plus amples informations sur la Commission, nous vous invitons à consulter notre site Internet : www.cerp.gouv.qc.ca.

Veuillez s'il-vous-plaît accuser réception de ce courriel.

Cordialement,



Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tel : 819-354-4649

██████████@erp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

██████████@cerpQc

Le 14 mars 2018

Par courriel

Me Paul Crépeau
Procureur, CERP
600, avenue Centrale
Val d'Or (Québec) J9P 1P8

Votre référence : CM-0001-A

Objet : Demande de renseignements dans le cadre des travaux de la CERP

Maître,

Nous faisons suite à la demande de renseignements que vous nous avez adressée, le 13 mars dernier par courriel, concernant l'émission de mandats d'incarcération pour défaut de paiement d'amendes reliées à des infractions municipales.

En réponse à la question 1, nous joignons, au présent courriel, la table d'équivalence utilisée par le juge de notre cour pour convertir une amende en peine d'emprisonnement.

Quant à la question 3, étant donné que nous émettons des mandats d'emprisonnement depuis peu de temps, notre façon de faire n'a donc pas variée. De plus, ne connaissant pas la décision mentionnée dans votre correspondance, celle-ci n'a donc pas influencée notre façon de faire.

Veuillez recevoir, Maître, nos plus cordiales salutations.


[Redacted] effière

| Montant minimum | Montant maximum | Équivalent en jours de prison |
|-----------------|-----------------|-------------------------------|
| 1.00 | 88.00 | 1 |
| 89.00 | 177.00 | 2 |
| 178.00 | 266.00 | 3 |
| 267.00 | 355.00 | 4 |
| 356.00 | 444.00 | 5 |
| 445.00 | 605.00 | 6 |
| 606.00 | 766.00 | 7 |
| 767.00 | 927.00 | 8 |
| 928.00 | 1088.00 | 9 |
| 1089.00 | 1249.00 | 10 |
| 1250.00 | 1410.00 | 11 |
| 1411.00 | 1571.00 | 12 |
| 1572.00 | 1732.00 | 13 |
| 1733.00 | 1893.00 | 14 |
| 1894.00 | 2054.00 | 15 |
| 2055.00 | 2215.00 | 16 |
| 2216.00 | 2376.00 | 17 |
| 2377.00 | 2537.00 | 18 |
| 2538.00 | 2698.00 | 19 |
| 2699.00 | 2859.00 | 20 |
| 2860.00 | 3020.00 | 21 |
| 3021.00 | 3181.00 | 22 |
| 3182.00 | 3342.00 | 23 |
| 3343.00 | 3503.00 | 24 |
| 3504.00 | 3664.00 | 25 |
| 3665.00 | 3825.00 | 26 |
| 3826.00 | 3986.00 | 27 |
| 3987.00 | 4147.00 | 28 |
| 4148.00 | 4308.00 | 29 |
| 4309.00 | 4469.00 | 30 |
| 4470.00 | 4630.00 | 31 |
| 4631.00 | 4791.00 | 32 |
| 4792.00 | 4952.00 | 33 |
| 4953.00 | 5113.00 | 34 |
| 5314.00 | 5674.00 | 35 |
| 5675.00 | 6035.00 | 36 |
| 6036.00 | 6396.00 | 37 |
| 6397.00 | 6557.00 | 38 |
| 6558.00 | 6918.00 | 39 |
| 6919.00 | 7279.00 | 40 |
| 7280.00 | 7640.00 | 41 |
| 7641.00 | 8001.00 | 42 |
| 8002.00 | 8362.00 | 43 |
| 8363.00 | 8723.00 | 44 |
| 8724.00 | 9084.00 | 45 |
| 9085.00 | 9565.00 | 46 |
| 9566.00 | 10046.00 | 47 |
| 10047.00 | 10527.00 | 48 |
| 10528.00 | 11008.00 | 49 |
| 11009.00 | 11489.00 | 50 |
| 11490.00 | 11970.00 | 51 |
| 11971.00 | 12451.00 | 52 |
| 12452.00 | 12932.00 | 53 |
| 12933.00 | 13413.00 | 54 |
| 13414.00 | 13894.00 | 55 |
| 13895.00 | 14375.00 | 56 |
| 14376.00 | 14856.00 | 57 |
| 14857.00 | 15497.00 | 58 |
| 15498.00 | 16138.00 | 59 |
| 16139.00 | 16779.00 | 60 |
| 16780.00 | 17420.00 | 61 |
| 17421.00 | 18061.00 | 62 |
| 18062.00 | 18702.00 | 63 |
| 18703.00 | 19343.00 | 64 |
| 19344.00 | 19984.00 | 65 |

Réponse de la Cour municipale de **Trois-Rivières** Reçue le **14 mars 2018.**

À:

[REDACTED].net

Objet:

Accusé de réception - C-0018-A

Bonjour Mmr [REDACTED]

J'accuse réception de votre transmission de renseignements relatifs à la CM-0018-A.

Nous vous remercions de votre collaboration essentielle à nos travaux et au besoin, nous vous contacterons.

Cordialement,



[REDACTED]
Technicienne juridique / Paralegal

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tel : 819-354-4649

[REDACTED]@gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca

Facebook icon @cerpQc

[REDACTED]
De: [REDACTED]@v3r.net>
Envoyé: 14 mars 2018 14:50
A: [REDACTED]
Objet: Demande de renseignements CM-0018-A CERP

Bonjour Mme [REDACTED]

Voici les réponses à la demande de Me Paul Crépeau concernant la demande de renseignements CM-0018-A CERP.

1. Bien qu'il s'agisse d'une discrétion judiciaire, existe-t-il une directive, politique ou pratique sous quelque forme que ce soit (verbale ou écrite) de votre juge municipal quant à la table d'équivalence à utiliser pour transformer une dette judiciaire (amendes et frais) pour des infractions municipales en période d'emprisonnement pour non-paiement de la dette?
2. Dans l'éventualité où il n'existe pas de directive verbale ou écrite, votre juge municipal applique-t-il, dans les faits, un ratio fixe?
 - a. Si oui, quel est-il?
 - b. Si aucun ratio fixe n'est appliqué, quelle est la fourchette des ratios habituellement utilisée?

Réponse : Notre juge municipal applique une table d'équivalence basée sur le salaire minimum en vigueur pour déterminer la période d'emprisonnement. En considérant par exemple le salaire minimum actuel, soit 11,25\$ de l'heure et le fait qu'une journée contienne 24h, une journée de prison permettra de couvrir une dette judiciaire se situant entre 1,00\$ et 270,00\$. Le juge n'a par contre émis aucune directive écrite à cet effet et le tout a été convenu verbalement.

3. Cette directive ou façon de faire a-t-elle varié entre 2001 et 2017 ? La décision *Manège c. Girard*, 2015 QCCA 1128 a-t-elle changé la façon de faire chez vous ?

Réponse : En effet, la façon de faire entre 2001 et 2017 a varié. Avant 2015, le barème était basé sur un montant approximatif de 25\$ par jour, il a ensuite été modifié en 2015 pour suivre les mêmes barèmes que ceux utilisés pour les heures de travaux compensatoires pour être finalement modifiés en 2017 en fonction du barème mentionné ci-haut. La jurisprudence a en effet été prise en compte dans les récents changements.

En espérant le tout utile.

[REDACTED]
Greffière de la Cour municipale

v3r.net
Tel. 819 372-464
Téléc. 819 371-9777

Direction du Greffe et des Services juridiques
Mairie municipale
80, rue Paré, C. P. 969
Trois-Rivières (Québec) G9A 5K2
v3r.net

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement.

Avertissement aux tiers :

Ce courriel et toute pièce qui peut y être jointe sont la propriété de la Ville de Trois-Rivières et sont strictement destinés à la personne à qui le message est adressé. Si vous les avez reçus par erreur, veuillez s.v.p. les détruire et en aviser l'expéditeur par courriel. Si vous n'êtes pas le destinataire du message, vous n'êtes pas autorisé à utiliser, copier, transférer ou divulguer, en totalité ou en partie, le contenu de ce courriel et toute pièce qui peut y être jointe.

Réponse de la Cour municipale de **Vaudreuil-Soulanges** Reçue le **21 mars 2018.**

[REDACTED]
Objet:

[REDACTED]
RE: Demande de renseignements - CM-0022-A - CERP

De :

Envoyé : 21 mars 2018 10:55

À :

Objet : RE: Demande de renseignements - CM-0022-A - CERP

Madame [REDACTED]

Voici nos réponses à la demande de renseignement de Me Crépeau :

Réponse à la question 1 - nous vous informons qu'il n'y a pas de politique, ni pratique pour transformer une dette judiciaire. Les directives sont appliquées équitablement à tous les citoyens contrevenants.

Réponse à la question 2 - pour les ratios, le juge de la cour municipale régionale de Vaudreuil-Soulanges suit les barèmes établis par le ministère de la Justice.

Réponse à la question 3 - la cour municipale régionale de Vaudreuil-Soulanges n'a pas changé sa façon de faire entre 2001 et 2017.

Cordiales salutations,

[REDACTED]
Greffière de la MRC et de la cour municipale régionale



280, boulevard Harwood, Vaudreuil-Dorion (Qc) J7V 1Y5
T 450 455-9480, poste 2340 F 450 455-8856
mrcvs.ca

Fièrement



Annexe 3



Montréal, ce 16 mars 2018



L'honorable Claudie Bélanger
Juge en chef adjointe
Responsable des cours
municipales

Me Paul Crépeau
Commission d'enquête sur les relations
Entre les autochtones et certains services publics
Au Québec: écoute, réconciliation et progrès
600 avenue Centrale
Val d'Or (Québec) J9P 1P8

Objet: Demande de renseignements

Maître Crépeau,

Ce fut un réel plaisir d'échanger avec vous hier. Je suis persuadée que nous aurons, dans un avenir rapproché, l'opportunité de partager à nouveau nos points de vue.

Suivant notre conversation téléphonique relative à la lettre que vous faisiez parvenir aux greffiers des cours de certaines municipalités, je vous réitère ma position quant aux destinataires de cette missive.

En effet, le législateur prévoit que le juge en chef adjoint de la cour du Québec, responsable des cours municipales, qui est aussi le juge en chef des cours municipales, est chargé de la direction des cours municipales. Ces dernières et les juges municipaux relèvent de son autorité.

En communiquant avec les greffiers de certaines cours, vous n'obtenez pas la position de ces cours, mais bien celles de leurs greffiers. Avec respect pour ceux-ci, les greffiers ne peuvent s'exprimer au nom des cours municipales au sein desquelles ils œuvrent, ni des juges municipaux qui y siègent. Leurs réponses ne peuvent refléter la position de la cour municipale ou de ses juges.

Il va de soi que le juge en chef des cours municipales se réserve le droit d'émettre des commentaires. Il en est de même pour toute analyse que lui-seul est en droit de fournir au nom de chacune des cours municipales.

Je vous rappelle que dans l'hypothèse où vous désireriez obtenir de l'information de la part des cours municipales relative à l'exercice de la discrétion judiciaire, il me fera plaisir de vous répondre, dans les limites imposées par le principe de l'indépendance de la magistrature.

Je vous prie de recevoir, maître Crépeau, mes respectueuses salutations.



Claudie Bélanger
Juge en chef adjointe de la Cour du Québec
Responsable des cours municipales

c.c.: Lucie Rondeau, juge en chef de la Cour du Québec
Scott Hughes, juge en chef associé de la Cour du Québec
Danielle Côté, juge en chef adjointe de la Cour du Québec
Robert Proulx, juge en chef adjoint de la Cour du Québec
Henri Richard, juge en chef adjoint de la Cour du Québec
Juges municipaux
Greffiers des cours municipales

Annexe 4

Joliette, le 22 mars 2018

Me Paul Crépeau,
Procureur CERP
paul.crepeau@cerp.gouv.qc.ca
sofia.tomei@cerp.gouv.qc.ca

transmission par courriel seulement

OBJET : Demande de renseignements v/d : CM-0010-A

Me Crépeau,

La présente fait suite à votre demande citée en objet et dans le cadre de la Commission sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès (CERP).

Tel que mentionné par l'Honorable Claudie Bélanger, Juge en chef adjointe de la Cour du Québec et responsable des cours municipales dans la missive vous étant adressée le 16 mars dernier; les données réclamées et demandes d'informations étant de discrétion judiciaire, elles ne sont donc pas du ressort du greffier de la cour. Nous vous référons donc à cette position de la Juge Bélanger quant aux actes posés strictement d'autorité judiciaire et vous comprendrez que je ne peux, en tant que greffière, interpréter les décisions prises ou donner suite à ce genre de demande.

Nous vous prions d'agréer, Me Crépeau, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

greffière

Cour Municipale Commune
Ville de Joliette
IB/ib

c.c. Me [REDACTED], directrice du greffe et services juridiques Ville de Joliette
Honorable Robert Beauséjour, Juge Cour municipale commune de Joliette
Honorable Claudie Bélanger, Juge en chef adjointe Cour du Québec

Cour municipale commune de Joliette

614, boul. Manseau

Joliette (Québec) J6E 3E4

☎ 450 753-8123

📠 450 753-8121

🌐 www.ville.joliette.qc.ca

✉ cour.municipale@ville.joliette.qc.ca

Annexe 5

De : [Crépeau, Paul](#)
A : [Martel, Arianne](#)
Objet : TR: Rép. : La question du paiement des amendes en cour municipale
Date : 7 août 2018 18:08:02
Pièces jointes : [ATT00001.gif](#)
[ATT00002.jpg](#)
[Entente Partie XXVII DPCP Version mars 2017.doc](#)
[Statistiques 2017 CM Laval.pdf](#)

Réponse du MJQ

De : Marc Lahaie [mailto:marc.lahaie@justice.gouv.qc.ca]
Envoyé : 7 août 2018 17:12
À : Crépeau, Paul <paul.crepeau@cerp.gouv.qc.ca>
Objet : Rép. : La question du paiement des amendes en cour municipale

Bonjour Me Crépeau,

Voici le contenu du courriel que je faisais parvenir à la présidente de L'AGCMQ le 26 octobre 2017 (Association des greffiers des cours municipales) bien avant l'intervention de la juge Claudie Bélanger et que j'ai réitéré auprès de cette dernière quand nous avons reçu la lettre "restrictive" de la juge Bélanger:

Bonjour Sylvie,

Je donne suite à notre plus récent entretien relatif à l'objet mentionné en rubrique. J'ai discuté avec le responsable ministériel chargé de collaborer avec la Commission d'enquête sur les relations avec les autochtones et des démarches de cette dernière auprès des cours municipales.

Je réfère plus particulièrement à la correspondance entre Madame Isabelle Boutin, greffière de la cour municipale de la Ville de Joliette et Me Marie-Josée Baril-Gosselin, procureur en chef adjointe de la Commission.

Je constate de cette correspondance que la Ville de Joliette a effectivement clairement répondu à certaines questions de la Commission. Me Gosselin en a pris acte et a réitéré sa demande sur des points qui, tenant compte des calendriers de conservation des cours municipales, peuvent être au moins partiellement répondus par la Cour municipale.

L'idée n'est pas de faire des efforts démesurés pour satisfaire la Commission mais de fournir les informations qu'il est possible de fournir (par exemple aux questions 1 a) et 3 a) sur le nombre constats d'infraction délivrés entre 2014 et 2016 par exemple, ou à la question 4 sur les programmes offerts aux personnes vulnérables (itinérants) qui, s'ils existent, peuvent être identifiés par la Cour).

J'invite donc les cours interpellées à répondre au mieux à toutes les questions soumises par la Commission à partir des renseignements actifs et disponibles, que ces réponses soient positives ou négatives.

Un effort additionnel peut aussi être fait par les cours interpellés indiquant pourquoi les informations demandées ne sont pas colligées par le greffe de la cour, comme l'a fait madame Boutin sur certaines questions dans sa réponse à la Commission.

Merci de l'attention portée à la présente.

Marc Lahaie, avocat
Coordonnateur des services aux cours municipales
DGSJ/MJQ

Pour ce qui est de l'itinérance, j'ai mal saisi que vous faisiez référence à ce sujet. Je n'ai pas de documents à ce sujet.

Par ailleurs, les cours municipales ont des ententes avec le DPCP et le MJQ sur le traitement de certaines infractions criminelles sommaires devant les cours municipales. Je vous joins l'entente type si cela peut vous être utile.

Nous n'avons malheureusement pas de statistiques pointues sur les dossiers traités. Je vous joins un exemple de rapport statistique qui nous est transmis annuellement par chacune des cours municipales tel que le prévoit l'article 64 de la Loi sur les cours municipales.

Merci de votre attention et au plaisir !

Marc Lahaie, avocat
Coordonnateur des services aux cours municipales
DGSJ/MJQ



Avis de confidentialité: Ce message est confidentiel. Il est à l'usage exclusif du destinataire ci-dessus. Toute autre personne est par les présentes avisée qu'il lui est strictement interdit de le diffuser, de le distribuer ou de le reproduire. Si le destinataire ne peut être joint ou vous est inconnu, nous vous prions d'en informer immédiatement l'expéditeur par courrier électronique et de détruire ce message et toute copie de celui-ci.

>>> <paul.crepeau@cerp.gouv.qc.ca> 2018-08-07 12:12 >>>

Bonjour Me Lahaie,

On vient juste de se parler. Nous allons présenter notre dossier sur la judiciarisation de l'itinérance le mercredi 22 août vers 11 :30. Il y aura présentation de tableaux et de statistiques provenant des réponses à notre sondage par une avocate de notre bureau.

Vous me disiez avoir en votre possession des renseignements-études sur le sujet qui pourrait alimenter notre réflexion. Il me fera plaisir d'en prendre connaissance si je peux les recevoir à temps. De plus, je vous disais que nous sommes à préparer un document interne qui résumera le travail dans ce dossier. Ce n'est pas exact. Ce document sera résumé par Me Martel (en CC) en audiences. Elle fera référence aux questions envoyées aux greffiers des cours municipales et de la lettre de madame la juge Bélanger.

Auriez-vous objection à ce qu'elle rapporte l'essentiel de votre position comme étant celle de l'avocat coordonnateur des services aux cours municipales au MJQ? Idéalement, si vous acceptez, nous aimerions pouvoir avoir la lettre ou courriel que vous avez envoyé aux greffiers des cours municipales indiquant la position du MJQ aux greffiers. Si vous le préférez, je peux en faire la demande de façon plus formelle par demande en vertu de nos pouvoirs émanant de la loi sur les commissions d'enquête.

Bref, nous cherchons simplement à illustrer les deux positions contradictoires sur une question somme toute administrative.

Au plaisir de vous lire

CERP_Courriel_LogoGrand-01



Paul Crépeau

Procureur

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès

600, avenue Centrale, Val-d'Or (Québec) J9P 1P8

Tél.: (sans frais / toll free) [1 844 580-0113](tel:18445800113),

Ligne directe : [819 550-4713](tel:8195504713)

paul.crepeau@cerp.gouv.qc.ca

www.cerp.gouv.qc.ca